

Bulletin n°18, printemps 2004

Marie-Pierre Rey, p. 7-11

Editorial

Elena Jourdan, p. 13-48

Le Testament apocryphe de Pierre le Grand. Universalité d'un texte (1794-1836)

Lorraine de Meaux, p. 49-66

L'Orient à portée de fusil. Récits d'officiers russes sur la région caucasienne et les Etats voisins dans la première moitié du XIX^e siècle

Yvan Leclère, p. 67-81

Naissance d'une nation ? Les vieux-croyants du gouvernement général de Vilnius face au soulèvement lituano-polonais de 1863.

Michel Tissier, p. 83-103

Le droit pour le peuple. Vulgariser le droit en Russie au tournant du XX^e siècle

Suzanne Pourchier, p. 105-125

L'emblématique militaire comme élément de construction identitaire nationale. Le cas des tirailleurs lettons

Cristobal Dupouy, p. 127-40

Les enfants de la guerre. Les enfants de républicains espagnols envoyés en URSS en 1937

Vincent Casanova, p. 141-162

Jalons pour une histoire *du Chant du Monde* à l'heure de la guerre froide (1945-1953)

THESES

François-Xavier Nérard, p. 163-171

Protestation et dénonciations dans l'URSS stalinienne : étude d'une pratique sociale et politique (1928-1941)

MARIE-PIERRE REY

Le numéro que j'ai le grand plaisir de préfacier aujourd'hui réunit les sept contributions qui ont été présentées en février dernier lors de la journée annuelle d'études doctorales du Centre de recherches en histoire des Slaves. Leur grande diversité témoigne comme l'an passé de la variété des champs d'études couverts par le centre puisque l'on compte des travaux portant sur les périodes tsariste et soviétique et des travaux traitant du monde russe et du monde balte.

À partir d'un document apocryphe, le « Testament » de Pierre le Grand rédigé dans les années 1790, publié en 1812 et dont elle suit la destinée dans le premier tiers du XIXe siècle, Elena Jourdan propose une étude passionnante des stéréotypes politiques et culturels anti-russes à l'œuvre dans les milieux diplomatiques français tant sous l'Empire que sous la Monarchie restaurée. Elle montre avec finesse comment ce document a été instrumentalisé au gré des intérêts diplomatiques français et comment il a contribué à forger un corpus d'images russophobes. Anti-russes du fait de leur ardente polonophilie, ces milieux diplomatiques, reproduisant des perceptions largement partagées par Napoléon lui-même, n'ont eu de cesse en effet, tout au long du premier tiers du XIXe siècle, de rejeter les représentations positives héritées des Lumières et de construire l'image angoissée d'une Russie barbare, asiatique, soumise à un pouvoir expansionniste, avide de domination mondiale.

S'inscrivant elle aussi dans une problématique qui fait la part belle à l'étude des images et des stéréotypes, puisqu'elle a choisi de travailler sur les regards portés par les Russes sur l'Orient du XIXe siècle, Lorraine de Meaux s'intéresse dans sa contribution aux récits de souvenirs publiés par des officiers russes engagés dans les guerres caucasiennes dans la première moitié du siècle. Ces récits - l'on en recense plus de 300 - constituent une source d'autant plus précieuse pour l'historien que la censure militaire et politique entravait considérablement la diffusion des informations et que les militaires étaient avec quelques rares négociants les seuls Russes à s'aventurer alors au Caucase. L'analyse livrée par Lorraine de Meaux dégage avec pertinence la variété complexe des représentations élaborées par les militaires russes, puisqu'à une vision pétrie de condescendance à l'égard des brigands tchéchènes aux mœurs primitives, se mêle une grande fascination pour leur courage au combat et leur sens de l'honneur. Lorraine de Meaux montre que c'est précisément de ces représentations complexes et de la confrontation avec l'autre qu'a surgi le mythe du « Caucasien », ce Russe profondément transformé par son expérience orientale, « héros entre l'Orient et l'Occident ».

Avec les travaux de Michel Tissier, l'on quitte partiellement le champ des représentations et des images pour s'intéresser à la parole politique qui, à la faveur de la révolution de 1905, se développe alors en Russie. Dans son article, Michel Tissier s'est intéressé aux nombreuses brochures de vulgarisation politique qui voient le jour au tournant du XXe siècle et il s'est attaché à étudier avec rigueur tant la nature du discours qu'elles diffusent en matière de libertés et de droits individuels que la conception du droit qu'elles cherchent à vulgariser auprès du peuple. Mais l'analyse de Michel Tissier, qui s'est efforcé de cerner le lectorat visé par ces brochures, souligne avec pertinence que cette littérature de vulgarisation politique s'adressait en réalité moins au peuple proprement dit qu'aux « médiateurs » et « prescripteurs » que constituaient enseignants et bibliothécaires et que le fossé culturel, politique et intellectuel qui existait encore au tournant du XXe siècle entre l'intelligentsia et le peuple, était loin d'être comblé.

Consacrée aux vieux-croyants du gouvernement général de Vilnius, l'étude d'Yvan Leclère nous conduit à la périphérie occidentale de l'Empire russe, en terre balte. À travers une étude de cas, l'attitude des vieux-croyants face au soulèvement lituano-polonais de 1863, Yvan Leclère rend compte avec talent de l'évolution de la communauté des vieux-croyants de Lituanie-Latgale qui, initialement hostiles à la figure du tsar dans lequel ils voyaient l'Antéchrist, vont progressivement se rallier à lui au point de participer, aux côtés des armées russes, à la répression de l'insurrection lituano-polonaise de 1863. Et Yvan Leclère démontre de façon convaincante que, contrairement à un certain nombre de mythes vivaces véhiculés par la période soviétique, l'engagement des vieux-croyants aux côtés des troupes tsaristes, ne releva ni d'une jacquerie ni d'une lutte nationale, prémisse à l'émergence d'un sentiment

national russe, mais d'un dévouement mystique à l'égard du tsar Alexandre II, le tsar libérateur.

La contribution présentée par Suzanne Pourchier nous amène à une problématique où art et identité nationale se combinent étroitement. S'attachant de manière originale à cerner le rôle joué par l'emblématique militaire dans la construction de l'identité nationale, Suzanne Pourchier s'est plus particulièrement intéressée au cas des tirailleurs lettons dont elle retrace l'évolution entre 1914, date à laquelle ils font encore partie des troupes de l'empire tsariste, et 1923, date à laquelle une association des anciens tirailleurs lettons voit le jour. Au fil de cette période très dense où la Lettonie, en quête de symboles identitaires, accède à l'indépendance, Suzanne Pourchier montre que les emblèmes des tirailleurs n'ont cessé d'évoluer au gré de l'évolution du contexte international - la chute de l'Empire russe, la défaite des armées blanches et la naissance d'une Lettonie indépendante -, et ont directement participé à l'élaboration d'une symbolique qui, dépassant la sphère strictement militaire, s'est peu à peu élargie au point de devenir un objet de référence nationale.

Les deux dernières contributions présentées lors de la journée d'études de février relèvent d'une tout autre problématique puisqu'il y est, de près ou de loin, question de la sphère communiste et du mouvement communiste international.

L'article de Cristobal Dupouy traite d'un sujet douloureux et mal connu, à savoir le départ en pleine guerre d'Espagne et l'installation dans l'URSS de 1937, de 3 000 enfants de républicains espagnols, âgés de 2 à 15 ans. Cristobal Dupouy retrace l'accueil privilégié réservé aux enfants, leur prise en charge généreuse par l'État soviétique et la nature de l'éducation dispensée, marquée par la politique et la propagande. Mais il souligne aussi combien la guerre constitua une épreuve - beaucoup d'enfants disparaissent alors - et combien, pour les survivants, l'après-guerre s'avéra éprouvant : peu d'enfants seront autorisés à regagner l'Espagne et parmi ces derniers, seule une poignée parviendra à s'adapter à l'Espagne traditionaliste franquiste. Quant à ceux qui furent contraints de rester en URSS, Cristobal Dupouy montre qu'ils seront à l'âge adulte placés pour la plupart au service de la cause révolutionnaire : porte-drapeaux du message soviétique à Cuba comme sur le continent sud-américain, les enfants espagnols constitueront en effet, de par leurs compétences linguistiques, le « fer de lance » de la politique soviétique tiers-mondiste des années 60.

À la croisée de l'histoire culturelle de la guerre froide, de l'histoire du mouvement communiste international et de l'histoire de la musique, la contribution de Vincent Casanova pose les premiers jalons de l'histoire du *Chant du Monde*, la maison d'éditions musicales proche du PCF qu'il se propose d'étudier entre 1945 et 1953. Retraçant les débuts de la maison d'éditions, Vincent Casanova met en avant la personnalité de son directeur Renaud de Jouvenel et ses relations avec la direction du PCF. Ce dernier joua très vite un rôle majeur dans le fonctionnement du *Chant du Monde*, mais ce n'est qu'en 1951 que se produit la complète inféodation de la maison d'éditions aux volontés du parti. Dans l'intervalle, *Le Chant du Monde* aura largement contribué à diffuser une esthétique musicale communiste, en diffusant au fil des ans des versions diverses de l'Internationale et en popularisant en France le patrimoine musical soviétique et est-européen ; mais il aura en revanche échoué à créer et à imposer un répertoire musical proprement français et communiste.

À ces sept contributions s'ajoute un texte proposé par François-Xavier Nérard. Longtemps membre dévoué du Centre de recherches en histoire des Slaves, dont il est aujourd'hui géographiquement éloigné par ses activités de directeur du Collège universitaire français de

Moscou, François-Xavier Nérard a très gentiment accepté de rédiger pour ce numéro spécial du *Bulletin* un résumé de la thèse qu'il a soutenue à l'hiver 2002 sous ma direction et qui vient d'être publiée aux éditions Tallandier sous le titre *Cinq pour cent de vérité. La dénonciation dans l'URSS de Staline*. Remarquable par son ampleur de vue et la rigueur de ses analyses, la thèse de François-Xavier Nérard est déjà saluée comme un ouvrage majeur de référence pour tout historien désireux d'appréhender et de comprendre la période stalinienne. Je me réjouis de ce succès et souhaite aux sept auteurs des contributions réunies dans ce numéro une aventure intellectuelle tout aussi passionnante.

ELENA JOURDAN

À la frontière du XVIIIe et du XIXe siècle, que savaient les Français sur la Russie et les Russes ? Assez peu de choses, finalement : pays lointain et dont une partie était perdue sous les neiges de la Sibérie, aux toponymes à l'orthographe souvent fantaisiste, chrétien mais adepte d'un rite différent, pays dont on entend parler à l'occasion d'une nouvelle révolution de palais...

Pourtant, si peu connu, il était déjà entouré de mythes issus du siècle des Lumières : naguère barbare et plongée dans l'ignorance, la Russie aurait fait un pas de géant vers la civilisation occidentale, au point de devenir presque plus civilisée que la France, son modèle. Ce bond aurait été rendu possible grâce à la politique continue de plusieurs monarques : l'impulsion fut donnée par Pierre Ier dit le Grand, sa fille Élisabeth consolida son œuvre, la touche finale étant apportée par Catherine II, cette « despote éclairée » transformée sous la plume de Voltaire en Sémiramis du Nord¹. La réaction de cette dernière aux événements de 1789 et les quelques relations de voyage en Russie rendues publiques ternirent certes ce « mirage russe », mais n'apportèrent rien d'autre en échange, mis à part le retour aux images encore plus anciennes, celles du XVIIe siècle, évoquant une Moscovie barbare et orientale, enclavée dans ses terres et n'ayant rien en commun avec la culture européenne².

À cette époque charnière, la France n'avait donc plus que des images périmées sur l'empire des tsars. C'est dans ce contexte qu'en 1812 apparut dans le domaine public un nouvel élément qui devint pour longtemps une composante majeure de l'opinion sur l'empire des tsars. À l'approche de la campagne de Russie de Napoléon, un ouvrage anonyme intitulé *Des progrès*

¹ LORTHOLARY (Albert), *Les philosophes du XVIIIe siècle et la Russie : le mirage russe en France au XVIIIe siècle*, Paris, Boivin et Cie, 1951.

² MERVAUD (Michel), ROBERTI (Jean-Claude), *Une infinie brutalité : l'image de la Russie dans la France des XVIe et XVIIIe siècles*, Paris, Institut d'études slaves, 1991.

*de la puissance russe*³ parut à Paris. Son auteur, Charles-Louis Lesur, historien et publiciste employé depuis de nombreuses années au ministère des Relations extérieures, connu par ailleurs comme le fondateur de l'*Annuaire historique*, avait déjà publié le même ouvrage en 1807, mais la paix de Tilsit en avait réduit l'impact. Ce texte russophobe était loin d'être le seul ou le premier à prévenir l'opinion publique contre le danger que représentait l'empire des tsars. Mais, fait nouveau, à la fin du chapitre consacré au règne de Pierre Ier, Lesur insérait discrètement, en notes, le résumé des « mémoires secrets » du souverain, un plan machiavélique d'agrandissement de son empire devant aboutir irrémédiablement à la domination universelle.

Ce document qui reçut par la suite le nom de *Testament de Pierre le Grand* - appellation qui lui sera par avance attribuée dans cet article - et dont le caractère apocryphe ne suscite aucun doute⁴ est intéressant de plusieurs points de vue. D'abord, dans quel contexte historique et dans quel but politique le texte fut-il créé ? Influença-t-il des décisions prises dans les sphères diplomatiques ? Quels sont les enjeux et les circonstances qui provoquèrent sa publication en 1812 ? Enfin, si l'on se concentre sur les premières décennies du XIXe siècle, survécut-il aux changements de régime successifs, et si oui, pourquoi ?

Les sources d'une supercherie

Un texte français d'inspiration polonaise

Il existe dans les archives du Quai d'Orsay trois textes du Testament, tous écrits dans les années 1790⁵. La version la plus ancienne du document est celle fournie par un certain Tombeur⁶, émigré français, rédacteur de l'ancienne *Gazette de Pologne*, et dont l'original aurait été rédigé à Varsovie en 1794. Ce texte est présenté par Tombeur comme :

« le “résumé” des “mémoires” secrets écrits de la main de Pierre Ier, où sont exposés sans détour les projets que le Prince avait conçus, qu'il recommande à l'attention de ses successeurs

³ LESUR (Charles-Louis), *Les progrès de la puissance russe depuis son origine jusqu'au commencement du XIXe siècle*, par Charles-Louis Lesur, d'après Guérard, Paris, Fantin, 1812.

⁴ Pour plus de détails, voir l'article de DANILOVA (E. N.), « Zaveščanie Petra Velikogo », *Trudy istoriko-arhivnogo instituta*, t. 2, 1946, p. 205-270.

⁵ RAGSDALE (Hugh), *Détente in the Napoleonic Era: Bonaparte and the Russians*, Lawrence, The Regents Press of Kansas, 1980, p. 15.

⁶ Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), mémoires et documents (MD), Russie, t. XXXI, doc. 37, ff. 327-330 v.

et que plusieurs d'entr'eux ont, en effet, suivis avec une persistance pour ainsi dire *religieuse* »⁷

Sans mentionner les circonstances qui lui ont permis d'avoir accès à ce document, Tombeur précise qu'il est conservé « dans les archives particulières des Empereurs russes » ; comme pour donner plus de crédit à cette révélation, Tombeur fait appel, dans l'introduction, à la notoriété de l'Anglais William Eton⁸. Ce texte est constitué de quatorze points que reprit à l'identique le livre de Lesur en 1812.

La seconde version est contenue dans les lettres privées écrites en octobre 1796 par le Polonais Paradowski à son ami et compatriote Sokolnicki⁹ et ultérieurement déposées au ministère par celui-ci. Contrairement à Tombeur, l'expéditeur indique les circonstances dans lesquelles il eut accès au document : alors secrétaire du jeune favori de Catherine II, Zoubov, Paradowski aurait aperçu sur le bureau de ce dernier un

« journal... écrit de la main de Lefort, confident de Catherine Ire, où il écrivait jour par jour toutes les dispositions, toutes les rêveries même de Pierre Ier, et que la souveraine même corrigeait quelquefois, et ajoutait quelques mots de sa propre main ».

On y trouve en désordre la plupart des formules du plan déjà présenté par Tombeur. En citant le document, Paradowski met en avant les paragraphes les plus saisissants du texte, dont celui sur le démembrement de la Pologne. Enfin, il mentionne les notes ajoutées en marge du document par Catherine Ire sur la réalisation du plan d'invasion finale de l'Europe (*cf.* nos 13 et 14 chez Lesur), détail appelé à renforcer la crédibilité du document¹⁰.

Enfin, le destinataire des lettres de Paradowski, le futur général Michel Sokolnicki, compagnon d'infortune d'Ignace Potocki dans les prisons de Pétersbourg d'où il ne put sortir qu'après la mort de Catherine II¹¹, est l'auteur d'une troisième version. Chargé de former une légion polonaise sur le Rhin, à l'instar de la Légion d'Italie de Dombrowski déjà existante, il présenta au Directoire exécutif, le 28 vendémiaire an VI (19 octobre 1797), un mémoire

⁷ Souligné par l'auteur.

⁸ ETON (William) [ancien consul en Russie et en Turquie], *A Survey of the Turkish Empire*, texte français traduit par C. Lefebvre : *Tableau de l'Empire ottoman*, Paris, Tavernier, 1798 (an VII).

⁹ AMAE, correspondance politique (CP), Russie, supplément t. 17, doc. 42 (ff. 108-121 v).

¹⁰ Ainsi pour le paragraphe sur les négociations secrètes avec les cours de Versailles et de Vienne, Catherine Ire aurait écrit : « Il ne faut se confier à aucun ministre sur ce point, mais envoyer un messenger confident pour parler de bouche, ou ce qui serait peut-être mieux, se ménager une entrevue pour ne rien mettre par écrit » ; au sujet de l'envoi de la flotte pour l'invasion définitive de l'Europe : « Ce sera d'autant plus facile que nous aurons les Danois, les Hollandais et les Anglais pour nous et qu'ils nous prêteront leurs flottes » (*ibid.*, ff. 115 v-116 v).

¹¹ Pour plus de détails sur Sokolnicki, voir l'article de SOKOLNICKI (Michel) [descendant du général], « À propos du centenaire de 1812. Le Testament de Pierre le Grand. Origines du prétendu document historique », *Revue des sciences politiques*, janvier-juin 1912, t. XXVII, p. 88-98.

accompagné d'un *Aperçu sur la Russie*¹². Ce dernier contenait le texte du « plan unique mais vaste et hardi, tracé par Pierre Ier d'asservir l'Europe sous le joug des Russes [...] conservé dans les archives secrètes du cabinet des souverains ». Sokolnicki se base sur les renseignements fournis par plusieurs de ses compatriotes et puisés notamment « dans les archives russes saisies à Varsovie le 18 avril 1794 » (la même date que chez Tombeur). Il affirme avoir vu le document de ses propres yeux, le temps « d'en saisir les points principaux et les graver dans [sa] mémoire », et livre au Directoire son résumé. Contrairement aux lettres de Paradowski, Sokolnicki expose le plan dans le même ordre que Tombeur et en employant des formules quasi identiques aux siennes (en omettant pourtant l'aspect sur le commerce des Indes, ce qui ramène le nombre de points à treize).

Les trois versions du plan secret de Pierre le Grand sont donc de même origine : ce fut « une légende polonaise, créée de toutes pièces par les hommes d'État de Pologne [...] et basée sur la situation et sur les intérêts révolutionnaires de ce temps »¹³. En effet, en cette fin de siècle, la Pologne constituait la pierre angulaire des relations entre l'empire des tsars et l'Europe. Après les démembrements successifs du pays et surtout le dernier partage de son territoire entre la Russie, l'Autriche et la Prusse en 1795, suite au soulèvement de Kosciuszko, la France devint une terre d'accueil et attira sur elle les regards emplis d'espoir des militaires polonais comme Dombrowski, Oginski ou Sulkowski, qui s'illustrèrent durant la prise de Naples en janvier 1799, comme ils l'avaient aidée contre la Prusse cinq ans auparavant. Ainsi lorsque le colosse russe pénétra au cœur de l'Europe avec l'armée de Souvorov, les Polonais furent à nouveau aux côtés des Français, non seulement en Italie, mais également avec une légion fraîchement constituée sur le Rhin.

Le contenu du Testament : nouvelle variation sur un thème ancien

Comment devenir prophète en revisitant le passé

Dans son analyse du texte du Testament, Simone Blanc en relève les différentes composantes et observe que, « loin de constituer un faux uniformément grossier », il marie la « présentation objective et tout à fait lucide des objectifs de la politique russe » et « une interprétation tendancieuse des méthodes d'une part, des buts supposés et lointains d'autre part, de cette politique »¹⁴. Le choix de Pierre Ier en tant qu'auteur du Testament n'est pas un hasard. Il ne fut certes pas le premier à s'engager dans des campagnes contre la Sublime Porte, la Suède ou encore la Perse, mais remporta plusieurs victoires qui retentirent jusqu'en Europe, en prenant

¹² AMAE, MD, Russie, t. 35, doc. 26.

¹³ SOKOLNICKI (Michel), op. cit., p. 98.

¹⁴ BLANC (Simone), « Histoire d'une phobie : le Testament de Pierre le Grand », Cahiers du monde russe et soviétique, 1986, vol. 9, no 3-4, p. 269.

Azov en 1696, puis en battant Charles XII à Poltava en 1709 et en signant, en 1721, la paix de Nystad qui donna définitivement à la Russie une partie du littoral de la Baltique. Enfin, après avoir ouvert une fenêtre sur l'Europe par la fondation de Saint-Pétersbourg, le tsar en perça une autre sur l'Asie, en arrachant à l'Iran en 1723 des territoires au bord de la mer Caspienne. À sa mort en 1725, il laissa à son épouse et héritière Catherine Ire un empire en devenir, puisque doté enfin d'un accès à la mer.

Pour quiconque croit que le texte fut réellement rédigé en 1725, le Testament prend les allures d'une terrible prophétie. Le tsar aurait demandé à ses héritiers¹⁵ de « s'étendre par tous les moyens possibles vers le nord, le long de la Baltique, ainsi que vers le sud, le long de la mer Noire », et pour ce faire, « entretenir l'anarchie dans la Pologne » et de nourrir « la jalousie de l'Angleterre, du Danemark et du Brandebourg contre la Suède » dans le but de procéder à des « usurpations » dans ces pays et de les « subjuguier ». Ensuite, la Russie devra « intéresser la maison d'Autriche à chasser le Turc de l'Europe » et jouer sur le sentiment religieux des « Grecs désunis ou schismatiques » pour déstabiliser l'Empire ottoman et « s'étendre jusqu'à Constantinople ». Le thème central est donc celui de la « barrière de l'Est » qui, depuis le XVIIe siècle, se trouvait au centre de la vision politique d'une France encerclée par les Habsbourg. La Suède, la Pologne et la Turquie, constituant à leur tour un étau autour de l'Autriche, étaient depuis lors considérées comme les appuis indispensables de la politique étrangère française. Mais cette barrière montra bien des faiblesses depuis que les tsars, à commencer par Alexis Mikhaïlovitch, le père de Pierre Ier, se donnèrent pour ambition d'en finir avec l'isolement géographique de leur pays, en s'attaquant obstinément et avec de plus en plus de succès à ces trois pays ou en s'alliant en cas de besoin à l'Autriche (1726). Le terme « subjuguier » qui aurait pu paraître exagéré, prit tout son sens en 1795, avec la disparition de la Pologne de la carte de l'Europe. Quant aux ambitions russes en Orient, elles étaient incarnées par le « projet grec » de Catherine II, d'autant plus que ses deux campagnes contre la Porte ottomane et le traité de Jassy de 1791 lui apportèrent des territoires importants le long de la mer Noire et notamment en Crimée. Au moment de la Révolution française, la « barrière de l'Est » est donc démembrée et n'est plus un appui efficace pour la France. Mais, dans l'esprit des Français, les pays qui la constituent sont encore perçus comme des alliés traditionnels dont le sort les préoccupe ; en les malmenant, la Russie semble s'attaquer à la France, voire à l'Europe tout entière.

Mais le Testament ne s'arrête pas là. Une fois la « barrière de l'Est » franchie, la Russie pourra « se mêler à tout prix, soit par force, soit par ruse, des querelles de l'Europe, et surtout de celles de l'Allemagne », en flattant l'Autriche « dans son idée favorite de prédominance » et en utilisant les alliances matrimoniales. Là encore, les auteurs du texte apocryphe s'inspirèrent de faits réels, car, en s'avançant de plus en plus vers l'Ouest, la Russie intervint inévitablement dans les affaires européennes. En 1734, Pierre Ier n'était plus là, mais la Russie d'Anna Ivanovna s'immisça dans la guerre de succession de Pologne et soutint la candidature d'Auguste III contre celle de Stanislas Leszczyński, en chassant ce dernier de Dantzig, au grand mécontentement de Louis XV, son gendre et allié. En 1756, la situation politique sur le continent, marquée par la montée de la Prusse, provoqua « le renversement des alliances » et contraignit la France à s'allier non seulement à l'Autriche mais aussi à la Russie qui constituait un appui militaire indispensable contre Frédéric II dans la guerre de Sept Ans. Ainsi, avec l'avènement d'Élisabeth Ire, la fille de Pierre le Grand, la Russie

¹⁵ Dans l'analyse du texte du Testament, nous nous référons à celui de Lesur qui reprend à son tour la version de Tombeur : LESUR (Charles-Louis), op. cit., p. 176-179.

s'imposa-t-elle comme un partenaire dans les affaires de l'Allemagne, certes, de second ordre, mais utile et efficace. Par ailleurs, pendant les trente-quatre années de règne de Catherine II, la Russie fut, avec l'Autriche et la Prusse, l'un des principaux acteurs des partages de la Pologne de 1772, 1793 et 1795. Enfin, l'impératrice illustre par sa propre personne l'idée du Testament sur les liens matrimoniaux qui devaient unir la Russie à l'Allemagne.

Des adhésions avec le contexte présent

Il apparaît que les éléments nécessaires à la fabrication du Testament furent réunis bien avant les années 1790. Face à la continuité évidente de la politique d'expansion des tsars, l'idée d'un plan suivi méthodiquement par la Russie naquit en France dès le milieu du XVIII^e siècle. Dans les instructions données en 1760 par le duc de Choiseul-Stainville, ministre des Affaires étrangères de Louis XV, au baron de Breteuil, nouveau ministre plénipotentiaire en Russie, on pouvait déjà lire :

« Il y a longtemps que la Cour de Pétersbourg a un plan de politique bien formé, dont elle ne s'écarte pas et qui paraît bien lié dans toutes ses parties, mais qu'elle ne développe que successivement, et à mesure que les événements et les circonstances lui en fournissent l'occasion »¹⁶.

Quelques années plus tard, le très russophobe duc de Broglie considère lui aussi que :

« le génie brut et sublime de Pierre I^{er} enfanta le projet, inconnu à ses prédécesseurs, de prendre son rang parmi les grandes puissances de l'Europe... À peine échappé de l'obscurité et de la barbarie, il avoit senti... qu'enfin il donneroit la loi au Nord, et se feroit bientôt rechercher de tout le reste de l'Europe... Le pouvoir a passé en d'autres mains : il est resté toujours le même »¹⁷.

À l'époque de Louis XV, c'est tout particulièrement la Pologne, pays de catholicité, qui cristallisait sur elle la peur du Russe et permettait aux plus clairvoyants de pressentir ses futurs partages¹⁸ et de regretter le manque de vigilance face aux progrès de la puissance des

¹⁶ FLASSAN (M. de), Histoire générale et raisonnée de la Diplomatie française, 2^e éd., Paris, Freuttel et Wurts, 1811, t. VI, p. 215.

¹⁷ BOUTARIC (Edgard), Correspondance secrète inédite de Louis XV, sur la politique étrangère, avec le comte de Broglie, Tercier, etc., et autres documents relatifs au ministère secret, publiés d'après les originaux conservés aux archives de l'Empire et précédés d'une étude sur le caractère et la politique personnelle de Louis XV, Paris, Plon, 1866 : t. II, contenant les « Mémoires sur la politique étrangère, remis par M. de Broglie à Louis XV, du 16 avril à la fin d'août 1773 », p. 16-18.

¹⁸ Lorsqu'en 1757, de retour de sa mission à Pétersbourg, le chevalier d'Éon rédigea ses mémoires sur la Russie, il sentait que « l'intention secrète de la Cour de Russie étoit à la mort du Roi Auguste III, de garnir la Pologne de ses troupes, afin d'en mettre la couronne sur la tête d'une de ses créatures, et de se ménager par-là les moyens

tsars[[Le thème de l'aveuglement de l'Europe est développé dans de nombreux ouvrages tout au long de la période, comme ceux de La Fortelle (1779), de Le Clerc (1783-1784), de Gallet (1797) et dans un ouvrage anonyme attribué à Lesur ou à d'Arbelles (1807), cités dans cet article.]]. La politique expansionniste de Catherine II et le triste sort de Stanislas Poniatowski[[Propulsé sur le trône de Pologne par Catherine II en 1764, il fut le témoin impuissant du premier démembrement de 1772, après l'échec de la Confédération de Bar ; puis du second partage, suite à l'opposition de la Confédération de Targowica au pouvoir monarchique, en 1792 ; enfin de celui de 1795 qui le contraignit à l'abdication.]] ne purent que leur donner raison en suscitant la compassion dans les salons parisiens. Les auteurs du Testament ne firent donc que reprendre les idées qui étaient déjà dans l'air en cette fin de siècle, afin de conférer à la menace russe un aspect plus palpable et plus concret.

De tous les successeurs de Pierre Ier, c'est donc Catherine II qui contribua le plus à la diffusion des idées sur le danger que représentait son empire. Il n'est pas étonnant qu'avant la publication de Lesur, elle fût souvent considérée comme l'instigatrice de la politique agressive de la Russie. *Du péril de la balance politique de l'Europe*, paru à Londres en 1789 et que les archives du Quai d'Orsay attribuent au Suisse Mallet du Pan¹⁹, fait partie des exemples les plus marquants. L'auteur considère en effet que

« le grand problème de la sûreté de l'Europe aujourd'hui consiste dans l'examen d'un seul point fondamental : quels ont été les principes permanents de la cour de Russie, et leurs résultats depuis le règne de Catherine II ? »²⁰.

On retrouvera cette citation en épigraphe d'un autre ouvrage anonyme au titre semblable²¹ édité à Paris en 1807, sous les auspices du ministère. Tout comme Pierre le Grand, la tsarine suscita en France une production de textes apocryphes. Citons Sylvain Maréchal qui insère à la fin de son *Histoire de la Russie* de 1802, livre à succès réédité en 1807 et 1812, le texte des « bons et derniers avis de Catherine II à Paul Ier, trouvés parmi les papiers de l'impératrice de Russie, après sa mort » par « un homme de lettres russe, attaché au service intérieur de la Cour de Pétersbourg » et qui « s'est procuré avec beaucoup de peine » la copie du manuscrit²² ; la présentation du document ressemble trait pour trait à celle du Testament de son aïeul.

de s'emparer d'une partie des Palatinats » et que « cette intention de la Cour de Russie n'était pas récente ; que l'invasion d'une partie de la Pologne avait été le projet favori de Pierre le Grand, qui souhaitait ardemment de rapprocher ses frontières de l'Allemagne, pour être à portée d'y jouer un rôle ». Cf. LA FORTELLE (M. de), *La vie militaire, politique et privée de Mlle d'Éon de Beaumont...*, Paris, Lambert, 1779, p. 30.

¹⁹ MALLET DU PAN (Jacques), *Du péril de la balance politique de l'Europe, ou Exposé des causes qui l'ont altérée dans le Nord, depuis l'avènement de Catherine II au trône de Russie*, Londres, 1789. Le manuscrit de l'ouvrage, daté probablement de fin 1788, fut déposé au ministère des Relations extérieures (AMAE, MD, Russie, t. 35, doc. 1, ff. 4 et s.).

²⁰ Ibid., p. 5.

²¹ *De la politique et des progrès de la puissance russe*, Paris, Giguet et Michaud, 1807. Attribué à André d'Arbelles ou à Charles-Louis Lesur, les deux étant employés par le ministère.

²² MARECHAL (Pierre-Sylvain), *Crimes des empereurs russes, ou Histoire de la Russie réduite aux seuls faits importants*, Paris, F. Buisson, an X (1802). Voir p. 360 et suiv.

L'impératrice exhorte son fils à obtenir du monde entier « l'étonnement, l'admiration et la reconnaissance » en déployant ses « armes victorieuses » et donne à « l'aigle russe » la mission d'« aller s'abattre sur cette contrée coupable, où le sang d'un roi a coulé sous la main de son peuple ». Ce discours imaginaire semble d'autant plus convaincant que l'attitude haineuse de Catherine à l'égard de la Révolution française était de notoriété publique ; l'image de la Sémiramis moderne, pacificatrice éclairée, semble bien loin ; et Maréchal de s'attaquer à Voltaire, ce « courtisan » qui « ne fait pas plus autorité dans l'histoire qu'en politique »²³.

La menace d'une Russie barbare sur l'Europe civilisée

Les deux derniers points du Testament s'éloignent des faits réels et passent dans le domaine de la fiction. Ils exposent des moyens de réalisation de l'objectif ultime de Pierre Ier : « subjuguier le reste de l'Europe ». Déjà maîtres de tout l'Orient, car en possession des détroits et ayant l'accès à la Méditerranée, les tsars pourront également régner sur l'Occident. Jouant sur les ambitions de la France et de l'Autriche, « ces deux cours rivales et ennemies naturelles », la Russie devra leur « proposer séparément, très-secrètement et avec la plus grande circonspection... de partager avec une d'elles l'empire de l'univers », dans le but caché « d'allumer entre elles une guerre à mort, qui deviendrait bientôt générale » et finira par les épuiser et les rendre incapables de toute résistance. La Russie pourra alors agir avec la certitude de vaincre ; quant aux habitants de l'Europe, ils seront emmenés « en esclavage pour repeupler les déserts de la Sibérie ». Un projet aussi osé ne saurait être réalisé sans une préparation adéquate, c'est pourquoi, toujours selon le Testament, les successeurs de Pierre ne doivent « rien négliger pour donner à la nation russe des formes et des usages européens », utiliser le savoir de la vieille Europe en attirant des spécialistes étrangers dans leur empire. Mais les moyens militaires restant les plus sûrs, il faut « maintenir l'État dans un système de guerre continuelle, afin d'aguerrir le soldat, et de tenir toujours la nation en haleine et prête à marcher au premier signal. » Au moment du coup de force final, la Russie disposera d'une nuée de « hordes asiatiques » formées de « peuples nomades, féroces et avides de butin » pour attaquer sur le continent, et de flottes armées, une sur chacune des deux voies maritimes, pour frapper par mer. Pour la réussite de ce plan, l'empire des tsars cherchera à maintenir une alliance étroite avec la grande puissance maritime qu'est l'Angleterre, en appâtant celle-ci par des privilèges commerciaux, afin de l'utiliser pour le perfectionnement et l'agrandissement de la toute jeune marine russe. Pouvait-on imaginer un ennemi plus machiavélique et plus puissant ?

Si le texte du Testament fut conçu à destination de la France et pour elle seule, c'est parce qu'elle possédait en même temps une ardeur républicaine encore enflammée et une machine de guerre performante : les idéaux et les moyens étaient réunis pour repousser le colosse russe dans ses frontières. Mais au-delà du contexte politique et militaire qui inspira le Testament, on

²³ Ibid., p. 2.

retrouve aussi dans ce texte une image aussi vieille que vivace, selon laquelle la Russie resta barbare, malgré les réformes de Pierre le Grand et de Catherine II si vantées par Voltaire, car ces dernières ne lui avaient donné qu'une apparence de civilisation. C'est cette image qui poussa Leclerc (ou Le Clerc), auteur d'une *Histoire de Russie*²⁴, à dénoncer le despotisme oriental exercé par le tsar qui avilit les soldats en les transformant en automates insensibles mais efficaces ; c'est elle encore qui permit à Mallet du Pan d'affirmer que « sans le savoir, [Pierre le Grand] préparait peut-être [les Russes] à la liberté, en les réformant en esclaves » et que la « civilisation n'a pas encore passé les limites de Moscou : elle ne peut être l'ouvrage d'une souveraine préoccupée d'idées d'agrandissement, ni de favoris tremblant sur leur sort à venir »²⁵. Ainsi le despotisme était-il vu comme l'une des raisons de la puissance militaire russe. Ce mythe de guerrier invincible et à peine humain naquit pendant la guerre de Sept Ans où les troupes d'Élisabeth Ire avaient vaincu les Prussiens et occupé Berlin²⁶. L'éloignement géographique du pays et la rareté des contacts directs contribuèrent à exagérer ou à déformer les faits connus ; la méconnaissance profonde des réalités russes fit le reste. Le choix des termes joua un rôle important dans la définition de l'espace russe : le servage devient « esclavage », et l'orthodoxie est présentée comme un rite « schismatique » et relevant de l'« hérésie ».

L'Angleterre : adversaire ou alliée ?

Pour clore le repérage des thèmes présents dans le Testament, mentionnons la place non négligeable que l'Angleterre y occupe. La politique étrangère de la France fut de tout temps influencée par celle de son inévitable voisine insulaire. Le rôle qu'elle devait jouer dans les projets d'expansion russes était défini, entre autre, par le contexte économique de l'époque. Tout au long du XVIIIe siècle, à cause des intérêts commerciaux communs et le monopole de fait dont la marine anglaise jouissait en Russie, ces deux pays étaient vus en Europe comme des alliés naturels²⁷. Il existait en effet une complémentarité incontestable, profitable à chacun des deux partenaires, entre une Angleterre de plus en plus industrialisée et une Russie rurale et riche en matières premières. Dans le Testament, l'accroissement du potentiel militaire et scientifique des Russes est directement lié à la collaboration des marins et des intellectuels

²⁴ LE CLERC (Nicolas-Gabriel), *Histoire physique, morale, civile et politique de la Russie ancienne et moderne...*, Paris, Froullé, Versailles, Blaizot, 1783-1784, 5 vol.

²⁵ MALLET DU PAN (Jacques), op. cit., p. 146-147. L'auteur accorde par ailleurs au peuple russe d'être d'un naturel « robuste, flexible et pénétrant » (p. 146).

²⁶ CORBET (Charles), *À l'ère des nationalismes. L'opinion française face à l'inconnu russe, 1799-1894*, Paris, Didier, 1967, p. 33. Pour une analyse détaillée de l'exploitation et de l'évolution de ce mythe dans l'opinion publique française au moment de la deuxième coalition, voir DUJIN (Nicolas), « La République et l'empire des tsars (1799-1801) : du rapprochement rêvé par le citoyen Guttin à la convention franco-russe », mémoire de maîtrise sous la direction de Marie-Pierre Rey, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Centre de recherches sur l'histoire des Slaves, 2003, p. 79-84.

²⁷ Par exemple chez le comte de Broglie, « Premier supplément séparé, pour servir de supplément à l'article de la Russie », in BOUTARIC (Edgard), op. cit., t. 2, p. 51 et suiv.

britanniques avec les Russes. Paradowski alla plus loin : dans sa version, le cabinet de Londres envoie la flotte anglaise pour aider le tsar dans son combat décisif pour l'hégémonie universelle. C'était sous-estimer les appétits de l'Angleterre. Mais il faudra attendre les conflits toujours croissants dans la Méditerranée autour de Malte et des îles Ioniennes pour que l'antagonisme entre ces deux puissances maritimes se fasse réellement sentir, et surtout les premières décennies du XIXe siècle, avec la lutte d'influence qui commence dans les Balkans et dans le Caucase, avec à la clef l'éternelle question de la route des Indes. De plus, en raison de son origine polonaise, le Testament atténua le danger anglais pour accentuer la menace russe et en profita même pour souligner la perfidie de la Russie jusque dans les relations avec son alliée : appâtée par un traité de commerce avec l'empire des tsars, l'Angleterre paraît dupée, instrumentalisée par lui. C'est en vain que Guttin, conseiller du ministre pour la Russie, tendit à démontrer, au moment même où Pétersbourg entra dans la deuxième coalition aux côtés de Londres, que dans ce couple, les rôles étaient inversés, que pour l'Angleterre cette alliance militaire relevait d'un simple contrat de mercenariat²⁸, la Russie étant refoulée au rang d'une force auxiliaire pour chasser les Français de leurs zones d'intérêt.

Un document opportun à usage interne (1794-1812)

Une base pour Talleyrand

Entre la rédaction de la première version du Testament et sa publication, dix-huit années s'écoulèrent, et la France connut plusieurs gouvernements. Sous le Directoire, les rênes de la diplomatie française furent tenues par Talleyrand. Arrivé au ministère en juillet 1797 où il succéda à Charles Delacroix, il écarta tous les anciens agents pour mettre en place son propre réseau²⁹. Secondé par Caillard, garde des archives ministérielles, il effectua un état des lieux qui lui permit de constater que depuis la rupture diplomatique entre Paris et Pétersbourg survenue en 1793, suite à l'exécution du roi, les informations récentes et fiables sur cette aire géographique faisaient défaut. Depuis, le ministère faisait appel à des mémoires de diplomates, de voyageurs en Russie ou de simples donneurs d'avis, mais les lacunes creusées par l'absence de relations officielles étaient loin d'être comblées. Talleyrand en fit part au Directoire :

²⁸ Comme le précise Le Moniteur no 33 du 3 brumaire an VIII (25 octobre 1799), les Anglais versent 44 000 livres sterling par mois pour la participation russe aux combats menés par la coalition.

²⁹ BLANC (Olivier), Les espions de la Révolution et de l'Empire, Paris, Perrin, 1995, p. 144.

« ...ce vaste pays est fermé depuis sept ans à nos observations..., nous manquons des notions les plus essentielles sur son état intérieur, sur l'esprit de sa Cour, sur les intrigues »³⁰.

Pour y pallier, Talleyrand, qui n'a point besoin d'attendre l'entrée de Paul Ier dans la coalition pour redouter la force de nuisance de la Russie, proposa d'y envoyer des agents secrets de qualité et demanda à s'en occuper personnellement. En attendant, le travail du ministère des Relations extérieures continuait à être basé sur un réseau d'analystes auto-désignés et employait un traducteur de russe. Talleyrand peut s'appuyer sur ses chefs de division : celle du Nord fut dirigée par un diplomate expérimenté, Durant de Mareuil, chargé entre autre de la correspondance politique avec Pétersbourg, et celle du Midi par Blanc de la Nautte, comte d'Hauterive, ami de Talleyrand depuis leur rencontre aux États-Unis et consulté sur l'ensemble des affaires, à la fois comme géopoliticien de talent et comme stratège³¹.

En cette fin de siècle, après les événements de 1789 et l'entrée de la Russie dans les rangs des ennemis de la toute jeune République, la russophobie s'imposait naturellement et Talleyrand fut, comme bien d'autres, persuadé de l'incompatibilité entre le gouvernement républicain des Français et « l'absurde despotisme des Russes »³². Le système césaro-papiste pratiqué dans l'empire, ce joug avilissant de type oriental, entaché de violence et d'arbitraire, se présente comme un régime différent et bien plus dangereux qu'une monarchie de style européen. Lorsque Talleyrand prit connaissance des documents disponibles sur la Russie, dont plusieurs versions du Testament de Pierre Ier, celui-ci devint un élément précieux de l'argumentaire anti-russe. Dans un rapport adressé au Directoire en 1798, Talleyrand s'appuie sur le Testament, même s'il ne mentionne pas clairement le texte du plan. Il considère en effet

« qu'au milieu des révolutions de cour qui se sont si fréquemment succédé en Russie, le sort de l'empire paraît être de revenir constamment au système de politique et d'agrandissement qui date du règne de Pierre Ier. Les faits qui prouvent les déterminations actuelles de l'Empire russe sont nombreux et positifs »³³.

L'une de ces preuves, justement, est le nouveau traité de commerce avec l'Angleterre et les agissements communs des flottes russe et anglaise (*cf.* dans la version de Tombeur : « 7o Contracter une alliance étroite avec l'Angleterre, et entretenir avec elle des relations directes, au moyen d'un bon traité de commerce... »). De même, malgré un rapprochement entre la Russie et la Suède, depuis l'avènement de Gustave III, Talleyrand continue à affirmer que « les nations sont restées rivales, et il y a toujours entre les Suédois et les Russes des semences de haine que les gouvernements partagent » (« 4o Entretenir la jalousie de l'Angleterre, du

³⁰ « Mémoire de Talleyrand sur la situation de la République française considérée dans ses rapports extérieurs avec les autres puissances, présenté au Directoire le 10 juillet 1798 », in PALLAIN (Georges) (éd.), Correspondance diplomatique de Talleyrand... Le ministère de Talleyrand sous le Directoire..., Paris, 1891, p. 248-249.

³¹ BLANC (Olivier), *op. cit.*, p. 145-148.

³² « Rapport de Talleyrand du 2 floréal an VII (21 avril 1799) sur les propositions du Cen Guttin », AMAE, MD, Russie, t. 31, doc. 53, f. 388 v.

³³ « Mémoire de Talleyrand... du 10 juillet 1798 », in PALLAIN (Georges) (éd.), *op. cit.*, p. 246.

Danemark et du Brandebourg contre la Suède...»). Quant à la Turquie, le ministre est convaincu que malgré le traité de Jassy qui régulaient les relations de la Russie et de la Porte ottomane depuis 1792, « il est naturel de croire que la première n'a pas renoncé à ses projets sur la seconde », que le tsar espère encore réaliser l'ambitieux « projet grec » de Catherine II sa mère et cherche à s'étendre jusqu'à la Grèce pour finir par occuper Constantinople³⁴.

Pour Talleyrand, il était hors de question de « sacrifier » les alliés traditionnels de la France les jetant par là même dans les bras de l'Angleterre, un autre ennemi redoutable. Mais la nouvelle mission de la « barrière de l'Est », ou de ce qu'il en restait, ne consistait donc plus à lutter contre les Habsbourg, mais contre la Russie, comme un cordon sanitaire appelé à préserver l'Europe civilisée et surtout « le Pays des Lumières » d'une « inondation de Barbares ». La France devait

« tendre à l'entourer de voisins puissants, susceptibles de retenir dans ses bornes un torrent qui menace de se répandre en tout sens, de comprimer un empire qui périrait par ses extensions mêmes, mais dont les débris pourraient écraser l'Europe »³⁵.

Après la formation d'une nouvelle coalition anti-française, en 1799, Talleyrand considère la Russie, au même titre que l'Angleterre et « l'exécrable Autriche », comme faisant partie des « irréconciliables ennemis de la République »³⁶.

Les dangers de la russophilie sous le Directoire

Dans le contexte de suspicion générale engendrée par la Terreur et le danger militaire qui pesait sur la France, le ministère craint d'être infiltré par un réseau d'espions gagnés à l'ennemi intérieur ou extérieur[[Surtout à la fin de 1799 lorsque les progrès de Souvorov en Italie font peser une menace sur les frontières de la République et qu'une seconde guerre des Chouans est en cours.]], la russophobie est de bon ton, et les mémoires critiques et haineux envers la Russie fleurissent dans les archives. Nombreux sont ceux qui proposent de profiter de la mort de Catherine II et de la personnalité de Paul Ier, très controversée sur le plan intérieur russe, pour déstabiliser la Russie par une révolution, et les moyens envisagés pour y parvenir ne sont que trop nombreux. Les uns comptent utiliser le ressentiment de l'Église orthodoxe qui vit ses biens sécularisés en 1764³⁷, les autres veulent manipuler les populations grecques soumises³⁸,

³⁴ « Rapport de Talleyrand du 2 floréal an VII... », ff. 385 v-386 v.

³⁵ Ibid., f. 388 v.

³⁶ « Rapport de Talleyrand sur la situation extérieure de la République, messidor an VII (juin 1799) », in PALLAIN (Georges) (éd.), op. cit., p. 429.

³⁷ « Mémoire sur la Russie, par le Cen Wolsay », 1798, AMAE, MD, Russie, t. 35, doc. 35.

³⁸ « Note diplomatique sur les moyens de déjouer les projets de la Russie et d'écraser cette énorme masse sous son propre poids ; par le Cen Durosoy, frimaire an IV (novembre-décembre 1795) », AMAE, MD, Russie, t. 31, doc. 38, ff. 331-332.

les troisièmes suggèrent de profiter des problèmes de succession et des appétits des grandes familles princières russes³⁹ ; les plus avisés, enfin, assurent qu'un tel changement intéresserait les pays voisins de la Russie qui ont si souffert par le passé des extensions de celle-ci qu'ils seraient prêts à s'unir pour provoquer ladite révolution⁴⁰. D'ailleurs, le Directoire ne semble pas insensible à l'idée d'un coup d'État téléguidé de l'extérieur, puisque Reubell, chargé des Relations extérieures, fit venir de Strasbourg à Paris l'un des donneurs d'avis, Wolsay, à qui il accorda plusieurs audiences début 1799⁴¹.

Au-delà de ces propositions de circonstance, il est étonnant de constater à quel point les idées du Testament sont présentes dans tous ces mémoires. Mallet du Pan⁴² perçut la continuité de la politique extérieure russe et parla des « desseins médités depuis Pierre le Grand ». Moissonnier ressentit, à l'issue de son séjour de quinze ans en Russie, que malgré le « caractère minable » de Paul Ier, les pays européens avaient fort à craindre d'être « subjugués » par leur voisin⁴³. Le citoyen Poterat⁴⁴ suggéra, s'il devenait impossible d'entraver les agrandissements de l'empire des tsars, d'en tirer profit en partageant l'Europe asservie entre la France, au Sud, et la Russie, au Nord, au moyen de traités d'alliance et de commerce, et en luttant ensemble contre la Turquie et surtout l'Angleterre. Mais le plus frappant est le mémoire de P. Gallet qui souligna, lui aussi, la pérennité des projets russes sur Constantinople, « dessein d'envahissement oriental » pour contrôler cet « entrepôt du commerce de l'univers », et parla avec clairvoyance de l'intention de la Russie d'utiliser les Grecs orthodoxes contre la Turquie, surtout en Morée. Selon lui, l'empire des tsars « enfant[ait] chaque jour de nouveaux plans, mais qui [étaient] tous liés à son premier » et dont le but secret consistait à « faire régner la Russie seule en Europe ». Tout comme les patriotes polonais, auteurs du Testament, Gallet vit en la France le seul pays d'Europe pouvant « contrarier » ces projets⁴⁵.

³⁹ « Mémoire d'un Hollandais qui a résidé longtemps en Russie et en Pologne » (daté de 1796, an IV), AMAE, MD, Russie, t. 35, doc. 14, ff. 81-86 v.

⁴⁰ « Mémoire sur la Russie présenté au Cen Rewbel le 19 floréal an V (8 mai 1797), par Moissonnier », AMAE, MD, Russie, t. 35, doc. 16, ff. 87-100 v.

⁴¹ « Lettre du Cen Wolsay à Reubel, pluviôse an VII (février 1799) », AMAE, MD, Russie, t. 35, doc. 36, cité par DUJIN (Nicolas), op. cit., p. 105.

⁴² MALLET DU PAN (Jacques), op. cit. (manuscrit). Tout en reconnaissant une continuité dans les faits, Mallet du Pan souligne une différence dans l'esprit des conquêtes. Celles de Pierre le Grand sont vues comme « raisonnables » car provoquées par des guerres défensives, Élisabeth Ire est présentée comme une « médiatrice » et Pierre III comme « magnanime », alors que l'avènement de Catherine est qualifié de « tragédie » (ff. 4, 4v et 19).

⁴³ « Mémoire... par Moissonnier », *ibid.*, ff. 87-100 v.

⁴⁴ « Considérations politiques sur la Russie. Danger pour la France de la trop grande prospérité de cette nation : nécessité et moyens de parvenir à entraver cette prospérité ou d'en partager les avantages, 1796 (Extrait d'un mémoire remis au Cen Charles de la Croix par le Cen Poterat) », AMAE, MD, Russie, t. 35, doc. 13, ff. 79-80.

⁴⁵ « Note sur les progrès de la Russie et causes de sa conduite actuelle envers les autres cabinets, par P. Gallet, présenté au Gouvernement le 6 vendémiaire an VI (octobre 1797) », AMAE, MD, Russie, t. 33, doc. 25, ff. 141-148.

Tout en affirmant la grandeur militaire russe, les auteurs semblent vouloir relativiser sa puissance ; influencés malgré eux par le vieux mythe d'une Russie barbare, ils ne purent l'inclure au rang des puissances européennes. Mallet du Pan parla du « système oriental de la Russie », Moissonnier, d'un « fantôme de puissance » et d'un peuple « insouciant, paresseux et voleur », malgré les réformes de Pierre le Grand, à cause du despotisme asiatique et surtout de l'esclavage, « obstacle au développement du génie » d'une nation. Edmond Genet peignit à son tour l'armée du tsar où règnent misère, corruption, désorganisation et incompetence, et démythifia le soldat russe et les cosaques que l'on croyait invincible, depuis les victoires d'Élisabeth Ire sur la Prusse⁴⁶. Pour tous ces auteurs, la puissance d'un pays était donc intimement liée à son niveau de civilisation, et la Russie semblait être proscrite de la cour des grands pour longtemps, sinon à jamais. Il fallait donc la tromper pour profiter de ses richesses naturelles, à l'instar de l'Angleterre, en signant un traité de commerce « pour l'intérêt national », malgré son despotisme, tout en restant méfiant à son égard⁴⁷.

Les rares sympathisants de l'empire des tsars semblaient suspects, comme en témoigne le cas du citoyen Guttin, l'une des nouvelles recrues de Talleyrand, ancien inspecteur général des manufactures en Russie, parlant le russe et connaissant le pays pour y avoir vécu plusieurs années. Il proposa au ministère plusieurs plans d'alliance avec la Russie, manifestant par là même une russophilie qui, selon Talleyrand, « aurait besoin d'explications »⁴⁸ et excita « quelque défiance » chez Reinhard⁴⁹, à tel point que Guttin fut surveillé afin de tester son républicanisme et sa loyauté. L'absence de Talleyrand qui démissionna en juillet 1799 ne dura pas assez longtemps pour permettre un changement d'attitude à l'égard de la Russie. À l'arrivée de Reinhard au poste de ministre des Relations extérieures, Guttin trouva certes une oreille plus attentive, mais les conclusions des deux rapports favorables à l'idée d'un rapprochement avec la Russie qu'il envoya au Directoire furent peu partagées⁵⁰.

Le Testament à l'épreuve de l'alliance franco-russe (1801)

⁴⁶ « Observations statistiques sur la Russie, par Edmond Genet. Paris, le 30 octobre 1792 (an Ier de la République française) », AMAE, MD, Russie, t. 33, doc. 2, ff. 27-39 v.

⁴⁷ « Mémoire sur la Russie présenté au Cen Rewbel le 19 floréal an V (8 mai 1797), par Moissonnier », AMAE, MD, Russie, t. 35, doc. 16, ff. 87-100 v.

⁴⁸ [[« Rapport de Talleyrand sur les propositions du Cen Guttin (1799) », AMAE, MD, Russie, t. 31, doc. 53, f. 388 v.

⁴⁹ « Rapport de Reinhard du 3 brumaire an VIII (25 octobre 1799) sur les propositions du Cen Guttin, non présenté au Directoire », AMAE, MD, Russie, t. 31, doc. 56, f. 393-393 v.

⁵⁰ En novembre 1799, Guttin envoya au nouveau ministre quatre mémoires sur les avantages d'une alliance avec la Russie (DUJIN (Nicolas), op. cit., p. 105).

Le 18-Brumaire propulsa Bonaparte au sommet d'un État épuisé par la « guerre perpétuelle »⁵¹ à laquelle le Directoire l'avait contraint. Il obéit donc avant tout à la nécessité de pacifier la France à tout prix[[CORBET (Charles), op. cit., p. 44.]]. Londres et Vienne ayant refusé son offre de paix, il se tourna vers Paul Ier. Cette attitude de Napoléon qui fait de Pétersbourg un partenaire dans les négociations de 1800-1801 sous-entend l'entrée de la Russie sur la scène internationale non plus comme une intruse orientale, mais comme un pays de civilisation européenne, comme l'« un des plus grands empires du monde »[[Formule du comte d'Hauterive (Alexandre-Maurice Blanc de La Nautte) dans HAUTERIVE (A.-M., comte d'), De l'État de la France à la fin de l'an VIII, Paris, Henrici, brumaire an IX (octobre 1800), p. 120.]] en devenir. L'empire des tsars n'est plus un simple appui militaire, comme du temps du renversement des alliances, mais intéresse Napoléon pour son poids diplomatique.

Ces idées furent préparées par les mémoires de Guttin[[Pour Guttin, l'ouverture de la Russie aux principes des Lumières, la diffusion de la langue française et l'attitude protectrice des souverains russes à l'égard des porteurs des savoirs européens prouvent l'appartenance de ce pays à la culture européenne, bien qu'il reconnût que ces savoirs ne touchaient réellement que l'élite russe. Cf. « Observations diplomatiques du Cen Guttin (1796) », AMAE, MD, Russie, t. 5, doc. 15.]] et par l'ouvrage du comte d'Hauterive *De l'état de la France à la fin de l'an VIII*[[Ibid.]], très apprécié du premier consul. Déjà présent au ministère sous le Directoire, d'Hauterive contribua à la définition de la politique russe du Consulat. Proche de Talleyrand, il partageait au début de sa carrière les vues russophobes de ce dernier et voyait la politique extérieure de la Russie à travers le prisme du Testament de Pierre le Grand. Mais au moment du bref passage de Reinhard au poste de ministre, d'Hauterive, chargé de la section du Nord, prit connaissance des thèses du citoyen Guttin en faveur d'une alliance franco-russe. Guttin lui permit de relativiser le danger⁵² venant de la Russie de Paul Ier, en l'amenant à l'idée que ce dernier voulait « consolider les principes de l'indépendance générale, en promettant un appui aux nations faibles » et que la France n'avait « aucun motif de mettre des obstacles aux progrès de la Russie »⁵³. Nommé conseiller d'État et richement rémunéré suite à cette publication, d'Hauterive fut l'un des appuis de Napoléon dans le rapprochement avec la Russie, finalisé par la signature d'un traité d'alliance le 8 octobre 1801. C'est donc tout naturellement à Guttin que le ministère commanda un mémoire sur les moyens d'activer le commerce entre les deux nations et lui accorda plusieurs audiences pour exposer ses vues⁵⁴.

⁵¹ Terme de Denis Richet, cité par WORONOFF (Denis), *La république bourgeoise : de Thermidor à Brumaire, 1794-1799*, Paris, Le Seuil, 1972, p. 193.

⁵² Sur l'évolution de l'opinion d'Hauterive, voir CORBET (Charles), op. cit.

⁵³ HAUTERIVE (A.-M., comte d'), op. cit., p. 120. Écrit à des fins de propagande en Europe et surtout en Angleterre, l'ouvrage fut rapidement traduit en anglais (cf. RAGSDALE (Hugh), op. cit., p. 46-47).

⁵⁴ DUJIN (Nicolas), op. cit., p. 103.

Seulement, cette entente n'était-elle pas étrange, sinon gênante, pour l'image de la France ? Que penser de cette mésalliance entre deux régimes politiques incompatibles, le pays des droits de l'homme et la Russie autocratique, naguère l'un des bastions de la lutte contre « la contagion révolutionnaire » ? Comme l'avait remarqué Talleyrand⁵⁵ un tel rapprochement n'allait-il pas à l'encontre des principes de la diplomatie française qui soutenait les pays de la barrière de l'Est, et ne signifiait-il pas le désaveu des patriotes polonais qui s'étaient rangés sous les drapeaux de la France ? Enfin, la façon dont *Le Moniteur*⁵⁶ présenta la nouvelle disposition des forces en Europe, n'était-elle pas sans rappeler le colonialisme de l'ancien régime monarchique ? Car le texte du *Moniteur* était très proche de l'une des idées centrales du Testament, idée selon laquelle l'Europe devait être partagée entre deux grandes puissances qui régneraient chacune sur sa moitié : la Russie au Nord, et la France au Sud⁵⁷. En 1801, la situation en Europe rendit ce rêve envisageable : chacun des deux pays fit en effet des progrès militaires remarquables, Pétersbourg avec la démonstration de sa force de frappe en Italie et la proclamation de la seconde neutralité armée dans la Baltique dirigée contre l'hégémonie anglaise sur les mers, Paris avec la montée de son influence en Espagne par les deux traités de San Ildefonso⁵⁸ et en Italie par le traité de Lunéville, et avec la dislocation de la deuxième coalition. Au vu de ces inconvénients qu'on pourrait qualifier d'idéologiques, on comprend mieux l'attitude réticente de Talleyrand, rappelé le 22 novembre 1799, à l'égard de cette union contre-nature. En attendant les preuves de la bonne volonté de Paul Ier, il garda opérationnels tous les moyens de nuire à la Russie et essaya même d'obtenir la signature autographe du tsar⁵⁹ pour une éventuelle fabrication de faux à des fins de propagande, pratique courante chez lui⁶⁰.

La politique russe de Napoléon : un choix pragmatique

⁵⁵ « Rapport de Talleyrand sur les propositions du Cen Guttin (1799) », AMAE, MD, Russie, t. 31, doc. 53, f. 385.

⁵⁶ Le Moniteur du 20 février 1801

⁵⁷ Napoléon lui-même semble avoir été tenté par cette perspective de domination, déclarant que « la Russie a été créée pour prendre dans le Nord la part que la France a pris au Sud » (RAGSDALE (Hugh), « A Continental System in 1801: Paul I and Bonaparte », *Journal of Modern History*, 1970, no 42, p. 77). Quelques années plus tard, il suggéra à Alexandre Ier de partager les territoires turcs entre la France et la Russie, sans succès. Cf. VANDAL (Albert), *Napoléon et Alexandre Ier, l'alliance russe sous le premier Empire...*, Paris, Plon, Nourrit et Cie, 1891-1893, t. 1, p. 5.

⁵⁸ Le traité de San Ildefonso, signé en octobre 1800, prévoit la rétrocession de la Louisiane à la France ; par le traité d'Aranjuez, complément du précédent conclu en mars 1801, l'Espagne cède Parme à la France et s'engage dans une action commune contre le Portugal, accusé de collusion avec l'Angleterre.

⁵⁹ « Lettre du ministre de la guerre à Talleyrand du 25 brumaire an VIII », AMAE, CP, Russie, t. 89, doc. 177.

⁶⁰ Olivier Blanc mentionne l'existence d'un atelier, rue du Bac, qui utilisait les sceaux de toutes les personnalités notables de la scène politique internationale détenus par Talleyrand et produisit ainsi une série de faux avec, entre autres, des lettres à caractère privé attribuées à l'empereur de Russie (op. cit., p. 145).]

Si Bonaparte, on l'a vu, était motivé par les conditions diplomatiques du moment, qu'en était-il de ses convictions personnelles au sujet de son nouvel allié, et dans quelle mesure le Testament de Pierre Ier contribua-t-il à les forger ? Avant l'entrée de la Russie dans la deuxième coalition, le jeune général se préoccupe peu de la Russie, et pour cause : sa référence principale en la matière est l'*Histoire philosophique* de Raynal⁶¹ dont la réédition française parut à Paris en 1798 et dont il emporta un exemplaire en Égypte⁶². L'image de la Russie qui s'en dégage est anecdotique et caricaturale à souhait. On y apprend entre autres que Pierre Ier, souverain de la Moscovie, procéda en 1722 à des « usurpations » au bord de la mer Caspienne, mais que ces provinces « dont les chaleurs humides avoient fait le tombeau des moscovites » furent rendues à la Perse par l'impératrice Anne en 1734 ; que ce monarque, soucieux d'endurcir son peuple, « ordonna de ne laisser boire que de l'eau de la mer aux enfants de ses matelots », étrange épreuve qui coûta la vie à tous ces « jeunes sauvages ». Que reste-t-il du monarque réformateur et créateur de la marine russe de chez Voltaire ? On apprend également que Catherine II voulut « civiliser un peuple barbare » en copiant son code législatif depuis *De l'Esprit des lois* : un bel hommage à la France, mais qui cantonne la Russie dans le statut de simple imitatrice. Enfin, l'auteur assure qu'à cause de l'esclavage qui pèse sur le peuple russe, le droit à la grandeur lui est à jamais refusé : « si les arts pénètrent un jour chez les tartares et les iroquois, ils y feront des progrès infiniment plus rapides, qu'ils n'en peuvent jamais faire dans la Russie et dans la Pologne »⁶³. Quant à l'intérêt actuel de ce pays, Raynal parle d'une puissance certes redoutable dans une guerre offensive - et la renommée lointaine de Souvorov était là pour le rappeler à Bonaparte - mais encore mal organisée, peu peuplée et sans industrie, pouvant au mieux apporter à la France un soutien militaire ponctuel.

Mais ce qui n'intéressa que peu Bonaparte le militaire attira la plus grande attention de Bonaparte le consul et, à plus forte raison, de Napoléon l'empereur. Dans sa recherche de renseignements sur le futur allié de la France, prit-il connaissance de l'une des versions du Testament précieusement conservées aux archives par Caillard ? Difficile de l'affirmer avec certitude. Ce qui est certain, c'est que la vision qu'il avait de la Russie fut très proche de celle qui se dégageait du document apocryphe. En termes d'images d'abord : Napoléon ne parla-t-il pas des Russes, en 1807, puis en 1812, comme d'une « nuée de fanatiques et de barbares » s'attaquant à « l'Europe civilisée » ?⁶⁴ En termes d'enjeux géopolitiques, ensuite, car le paragraphe sur le commerce des Indes prenait tout son sens à la lumière de l'intérêt que Napoléon portait à l'Égypte ; celui au sujet de l'Angleterre, ourdissant elle aussi des projets de domination, ne serait-ce que sur les mers, soulignait la nécessité vitale du maintien du blocus continental ; enfin, le passage sur la Pologne, victime de la politique extérieure des tsars,

⁶¹ RAYNAL (Guillaume-Thomas), *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes*, avec la collaboration de Denis Diderot et de Jean de Pichméja, paru pour la première fois à Amsterdam en 1770, l'ouvrage fut réédité de nombreuses fois à Paris, La Haye, Genève.

⁶² CORBET (Charles), *op. cit.*, p. 43

⁶³ RAYNAL (Guillaume-Thomas), *op. cit.* Pour les extraits cités, voir l'édition de La Haye, Gosse fils, 1776, t. 1, p. 5 (livre I), 256 (III) ; t. 6, p. 338 (XVIII).

⁶⁴ « Message de Napoléon rédigé le 29 janvier 1807 à Varsovie, pour la convocation exceptionnelle du Sénat le 17 février » (Correspondance de Napoléon Ier, vol. 14, no 11722). Par ailleurs, on lui attribue le fameux « Grattez le Russe, et vous trouverez le Tartare ».

appelait à sa libération et à sa reconstitution qui permettraient de refouler la Russie dans ses frontières. Il n'est donc pas étonnant que certains aient attribué le Testament à Napoléon lui-même, à l'instar de Gustav Berkholtz, auteur de trois articles sur le sujet dans la seconde moitié du XIX^e siècle⁶⁵.

Mais ces idées-là, l'empereur sut les taire au moment où le pragmatisme d'État le poussa à s'entendre avec le cabinet de Pétersbourg. La politique versatile de Napoléon à l'égard de la Russie fit alterner, en France, des périodes de propagande anti- et pro-russe ; tous ces outils furent mobilisés au moment des alliances de 1801 et de 1807, avec l'ordre de « ne plus écrire de sottises sur la Russie »[[Cité par TARLE (E. V.), Pečat' pri Napoleone [La presse sous Napoléon], Petrograd, 1922, p. 14.]], tout comme en période de conflit, où Napoléon exploita la question d'Orient pour mobiliser l'opinion française et internationale contre le tsar. Dans ses discours, tantôt il imagina « les malheurs qui résulteraient de la perte de l'empire de Constantinople »[[« Message de Napoléon au Sénat... », op. cit.]], tantôt il rappela aux Français le « crime du siècle ». En juin 1812, Napoléon sait que, de ces deux thèmes, c'est le destin de la Pologne qui émeut et fédère le mieux ses concitoyens, et exploite ce sentiment dans la proclamation adressée à l'armée :

« Soldats, la seconde guerre de Pologne est commencée... La paix que nous conclurons mettra un terme à la funeste influence que la Russie exerce depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe »[[Correspondance de Napoléon Ier, publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III, Paris, Plon, 1858-1870, 32 vol., voir no 1885.]].

Dans la continuité de ses propres discours, Napoléon suscita des ouvrages et contrôla l'espace public ; c'est d'Hauterive qui fut chargé de censurer toute publication et d'entretenir des rapports étroits entre le ministère et l'administration de la librairie[[Voir l'une de ses notes sur le sujet, datée du 19 sept. 1812, AMAE, MD, Russie, t. 26, doc. 20-21, ff. 173-176.]]. Mais lorsqu'en 1811, après plusieurs changements de cap, Napoléon cherche à nouveau à retourner l'opinion contre la Russie, il a besoin d'un élément de propagande inédit, capable de frapper les esprits. Il doit, tout en ravivant la peur du Russe, discréditer l'adversaire en soulignant la supériorité des Français, mais aussi des Polonais, car là encore, ils seront aux côtés des soldats de l'empire⁶⁶. Le général Sokolnicki fut alors mandé à Paris⁶⁷ afin de contribuer aux préparatifs secrets. C'est probablement lui qui, rappelant à l'empereur son *Aperçu* de 1797, lui permit de se rendre compte de l'impact que la publication d'un tel document pourrait avoir à la veille de la campagne de Russie. Par ailleurs, depuis 1810, Napoléon disposait d'une partie des archives secrètes de l'époque de Louis XV[[DANILOVA (E. N.), op. cit., p. 260.]] où

⁶⁵ Ce bibliothécaire de Riga en publia deux en allemand (1859 et 1870) et un en français (Napoléon - auteur du Testament de Pierre le Grand, Bruxelles, à l'office de publicité, 1863)

⁶⁶ Raison pour laquelle Napoléon interdit, en 1812, la réimpression de l'Histoire de la Russie de Lévesque pouvant « décourager les guerriers polonais ». Cf. BLANC (Simone), op. cit., notes p. 285.

⁶⁷ SOKOLNICKI (Michel), op. cit., p. 97.

l'idée de l'existence du Testament de Pierre le Grand était déjà présente ; une telle coïncidence ne pouvait-elle pas rendre le document plus crédible encore ?

Au même moment, d'Hauterive fut chargé de présenter un compte rendu de l'ensemble des mémoires relatifs à la Russie disponibles dans les archives contenant des informations pouvant être utiles en vue d'une nouvelle guerre. Dans ses deux rapports, datés du 25 octobre 1811 et du 1er janvier 1812, le conseiller d'État reconnut que les documents examinés ne contenaient :

« rien de bien certain sur la Russie et particulièrement sur ce qu'il importe le plus de connaître avec détail et certitude, je veux dire la marche de la civilisation dans ce pays... Les livres manuscrits ne donnent sur ce point important que de vagues hypothèses »

et ne « semblent renfermer que de vieilles, incomplètes, incertaines informations »⁶⁸. Rien n'a donc changé depuis le Directoire. Il n'est pas étonnant que, en l'absence de données récentes et fiables, le plan secret de Pierre Ier prît toute son importance, même si son origine put paraître douteuse à tous ceux qui voulaient bien s'interroger sur l'authenticité du document. En effet, d'Hauterive, présentant au ministre ce « manuscrit très curieux de Pierre de Grand » qui servit d'« Évangile » à ses successeurs, s'étonna des ressemblances étranges entre les versions de Paradowski et de Tombeur, pourtant de sources et de datation différentes : « Je ne puis comprendre comment les personnes qui ont présenté ce mémoire ont sur les projets de Pierre de Grand les mêmes notions »⁶⁹. Mais était-ce la première fois que le ministère se servait d'un faux ?

Le Russe invincible : résurgence d'un vieux mythe

Les relations franco-russes étant dominées par l'aspect militaire, l'armée russe et l'évaluation de son potentiel préoccupaient tous les esprits, raison pour laquelle les mémoires dans ce domaine furent probablement les plus informatifs. On y retrouvait bien sûr les vieux mythes agrémentés de nouveaux effets de style : on parlait du peuple russe comme d'un « torrent gonflé par les orages » auquel Napoléon seul pouvait opposer une « digue »⁷⁰, ou d'une puissance qui, « comme les Huns, entraîne avec elle les hordes qu'elle rencontre sur sa route, qui a toutes les ressources de la civilisation dans son cabinet, et toutes les forces de la barbarie

⁶⁸ AMAE, MD, Russie, t. 26, doc. 9-11, ff. 86-112 v.

⁶⁹ AMAE, CP, Russie, supplément t. 17, doc. 43, ff. 122-124 v.

⁷⁰ « Mémoire sur les causes de l'ambition de la Russie, et les moyens de la réprimer, par Leclerc, avril 1807 », AMAE, MD, Russie, t. 26, doc. 1, ff. 8 -15 v.

dans son peuple »⁷¹. Mais au-delà des images, la tendance générale fut dirigée contre les stéréotypes et vers une connaissance de plus en plus détaillée de l'organisation, des moyens techniques et des stratégies des forces militaires russes, des motivations et de la valeur des soldats et des officiers. Cet enrichissement des renseignements devait beaucoup aux Français ayant résidé en Russie pendant plusieurs années, comme Genet ou Moissonnier⁷², et tendaient à relativiser la menace russe. Le ministère était demandeur d'évaluations chiffrées des armées terrestre et maritime intégrant les populations des territoires nouvellement acquis par l'empire des tsars. Mais ce point s'avère être des plus difficiles, car là où les uns insistent sur un accroissement « effroyable » du nombre de recrues potentielles⁷³, les autres soulignent la difficulté de réunir une armée à cause des distances à parcourir de plus en plus grandes⁷⁴. Napoléon ne fut-il pas encouragé par ces derniers ?

La fin désastreuse de la campagne de Russie apporta une nouvelle pierre à la légende de l'ogre russe qui intégra deux images extrêmes, Moscou et Bérézina. Les Russes étaient-ils en fin de compte invincibles, comme aux temps d'Élisabeth Ire ? Pouvait-on les combattre sur leur territoire ? Napoléon fut-il aveuglé par ses succès au point de sous-estimer les difficultés d'une telle campagne ? Il avait eu pourtant des mises en garde qui ne furent pas prises au sérieux. Leclerc, par exemple, fit parvenir à d'Hauterive, début 1812, les traductions de quelques extraits de deux ouvrages parus en allemand⁷⁵, pour faire connaître au ministère l'état d'esprit des écrivains du nord de l'Allemagne et les idées qui y circulaient à l'approche de la campagne de Russie. Tout comme dans le Testament, l'Europe est vue comme partagée entre deux puissances, l'empire des tsars et celui de Napoléon, la barrière entre elles (l'Allemagne et la Pologne) étant totalement anéantie. La confrontation militaire s'impose, mais dans les deux ouvrages, l'avantage semble se trouver incontestablement à l'Est, car :

« quelle que soit l'issue de cette lutte, la Russie n'en éprouvera aucune atteinte, quand même Napoléon tenterait, après la victoire la plus décisive, de faire pénétrer son armée dans l'intérieur de l'empire. Elle serait anéantie comme celle de Charles XII le fut à Poltava, ou

⁷¹ De la politique et des progrès de la puissance russe, op. cit., p. 113.

⁷² Voir les références ci-dessus.

⁷³ Leclerc prévoit pour l'année 1856 une population de presque 88 millions d'individus dont plus de 78 millions en Europe, sans compter le Kouban, la Géorgie et l'isthme du Caucase, et une armée d'environ 1 400 000 hommes (op. cit., ff. 8 v-9 v). Gallet, lui, affirme qu'en 1797 la Russie « peut armer en un seul jour quinze cent milles hommes » (op. cit., f. 147 v).

⁷⁴ Selon Moissonnier, en 1797, l'armée réunit à peine 200 000 hommes, le chiffre officiel étant de 400 000 (op. cit., f. 88). Cinq ans auparavant, Genet parlait de 453 000 hommes pour l'armée de terre, dont même la moitié ne pouvait être rassemblée que difficilement, et de 3 940 marins au total sur les deux mers, avec seulement une quinzaine de bâtiments de guerre, la plupart des vaisseaux de ligne présentant des avaries considérables (op. cit., ff. 54-56 v).

⁷⁵ Il s'agit de l'ouvrage de Georges HASSEL, Des rapports politiques de la Russie en 1807, inclus dans son Esquisse statistique de l'empire de Russie et de sa nouvelle politique, et de celui de l'officier prussien M. de PLOTTHO sur l'armée russe, paru en février 1811.

forcée à une promptre retraite par le défaut de subsistances dans des terres inconnues et parmi des peuples étrangers. En ce moment encore le Russe peut seul faire la guerre en Russie »⁷⁶.

D'Hauterive transmet certes les traductions au duc de Bassano, mais en fait un commentaire ironique et narquois en les qualifiant d'« extravagantes chimères »⁷⁷.

Entrée du Testament dans le domaine public

Un nouvel éclairage sur la question d'Orient

Ainsi l'idée qui n'était que formulée dans ses lignes générales par le cabinet de Louis XV prend-elle forme à la fin du siècle. Après avoir circulé pendant près de vingt ans dans le monde clos de la diplomatie, ayant survécu au Directoire, au Consulat et à l'Empire où il nourrit le discours officiel et influença des décisions d'importance internationale, le Testament de Pierre le Grand fit donc son entrée, d'abord discrète et peu remarquée, dans l'espace public. Peu de temps après, la France bascula avec la chute de Napoléon : d'un empire dominant presque toute l'Europe et combattant un État oriental et despotique, elle devint un pays à son tour dominé, en partie occupé par les troupes russes, entre temps devenues libératrices et vainqueurs d'un tyran. Après avoir rêvé de partager le continent avec la Russie, la France vit l'Angleterre occuper sa place de leader. Dans ce nouveau monde, un texte de propagande exploité par l'empereur déchu devait, semble-t-il, avoir une vie courte et un contenu périmé.

Pourtant, sous la Restauration, le Testament continua son cheminement⁷⁸. Après le Congrès de Vienne, la Russie d'Alexandre Ier affirma sa prépondérance sur le continent aux côtés de l'Angleterre. Au début des années 1820, lorsque la France était à la recherche d'un nouvel allié, Paris se trouva face à un choix difficile entre « la perfide Albion » et « le gendarme de l'Europe » incarnant les idées de la Sainte-Alliance. C'est là que le Testament devint un argument important des partisans du rapprochement avec l'Angleterre et contribua à la décision de se mettre à l'abri du voisin anglais, face à l'expansion toujours grandissante de l'empire des tsars. Les idées du document apocryphe furent reprises et développées, pour ne citer que les auteurs les plus marquants, dans les ouvrages de Pradt⁷⁹, ancien ambassadeur de

⁷⁶ MAE, MD, Russie, t. 25, doc. 19, f. 169.

⁷⁷ « D'Hauterive au duc de Bassano, le 10 septembre 1812 », AMAE, MD, Russie, t. 25, doc. 18, f. 167.]].

⁷⁸ FRIDIEFF (Michel), « L'Empire russe vu par les hommes de la Restauration », *Revue internationale d'histoire politique et constitutionnelle*, avril-juin 1956, no 22, p. 108-124.

⁷⁹ PRADT (Dominique Georges de Riom), *Histoire de l'ambassade dans le grand-duché de Varsovie en 1812*, Paris, Pillet, 1815 ; *Parallèle de la puissance anglaise et russe relativement à l'Europe*, suivi d'un aperçu sur la Grèce, Paris, Béchét aîné, 1823 ; *Du système permanent de l'Europe à l'égard de la Russie et des affaires d'Orient*, Paris, Pichon et Didier, 1828.

Napoléon à Varsovie (on retrouve à nouveau l'influence du contexte polonais), et de d'Auberon⁸⁰, employé dans cette même ambassade.

Car le Testament prit toute son importance à la lumière de la question d'Orient qui, à partir des années 1820, devint l'un des problèmes majeurs de la diplomatie européenne. Lorsque de toutes les versions du Testament disponibles au dépôt du ministère, Lesur publia celle de Tombeur qui, contrairement à la version de Sokolnicki, contenait le paragraphe sur les intérêts russes dans le Caucase, il ne devança que de très peu l'apparition d'une nouvelle aire de conflits entre plusieurs puissances européennes⁸¹. Les conquêtes russes en Orient furent confirmées par le très avantageux traité de Bucarest, signé en 1812 à l'issue d'une guerre de six ans contre la Turquie, et par celui de Gulistan, imposé à l'Iran un an plus tard. Les succès de Pétersbourg dans les nouvelles guerres russo-turque et russo-iranienne en 1828-1829, l'intervention violente de Nicolas Ier en Hongrie vingt ans plus tard, exacerbèrent les dissensions pour aboutir, en 1854, à la guerre de Crimée.

Par ailleurs, l'insurrection grecque remit à l'ordre du jour l'ascendant religieux de la Russie sur les chrétiens de l'Empire ottoman : en 1821 d'abord, lorsqu'elle permit la formation des hététaïries sur son territoire, puis en 1826, quand la Grèce, à bout de souffle, appela le tsar à la soutenir contre les troupes turques et égyptiennes. Les relations Russie-Europe furent de plus en plus observées à travers le prisme de la confrontation religieuse : déjà visible au XVIIIe siècle où la Russie orthodoxe écrasa la Pologne catholique, cette tendance se développa avec le renouveau de la pensée religieuse apporté par le romantisme. Pour Custine, par exemple, toutes les guerres depuis le traité de Westphalie furent en réalité des guerres de religion. Dans son ouvrage, devenu une référence incontournable, il est question de l'« asservissement politique de l'Église grecque » tombée « dans la dépendance absolue du temporel » et n'ayant plus aucune « autorité morale sur les peuples », alors que l'Église romaine seule « a sauvé la pureté de la foi ». Custine vit dans le Testament l'instrument de la punition divine pour « la mauvaise civilisation de l'Europe »⁸². Mais pour les contre-révolutionnaires, comme Joseph de Maistre, la Russie était, au contraire, un pays élu, bastion de la monarchie, préservé de la peste de la révolution unie au catholicisme et chargé d'une « mission », celle de sauver l'Europe⁸³.

Naissance d'une nouvelle légende

⁸⁰ AUBERNON (Joseph d'), *Considérations politiques et historiques sur la Russie, l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre et sur les rapports de ces puissances avec la France et les autres États de l'Europe*, Paris, Ponthieu, 1827.

⁸¹ La France commença, elle aussi, à s'intéresser de près à cette région et, en 1822, envoya en Géorgie son représentant Gamba dans l'espoir de développer le commerce français en Orient grâce à une nouvelle voie de transit.

⁸² CUSTINE (Astolphe, Mis de), *La Russie en 1839*, Paris, Amyot, 1843, vol. 4, p. 470, 472, 482.

⁸³ MAISTRE (Joseph de), *Quatre chapitres inédits sur la Russie*, Paris, A. Vatou, 1859 (édition posthume ; 1810, 1re éd.).

Après les événements de juillet 1830, la France devint à nouveau, aux yeux des cabinets européens effrayés, la source de la contagion révolutionnaire, alors que la Russie, elle, cherchait à renouveler les idées de la Sainte-Alliance. La Pologne revint sur le devant de la scène internationale, avec un soulèvement maté par Nicolas Ier dans un bain de sang. Ainsi retrouva-t-on en Europe un contexte politique et idéologique semblable à celui qui, en 1812, avait favorisé la première publication du Testament. Il n'est donc pas étonnant que la nouvelle image de Pierre le Grand finisse par prendre corps dans les années 1830. En 1836, Gaillardet fit éditer les mémoires du chevalier d'Éon⁸⁴ en y insérant, avec des modifications de style et de détails, mais pas de fond, le texte du plan que le tsar aurait laissé à ses héritiers. C'est là que le texte prit enfin le nom de Testament, alors très à la mode, par analogie avec ceux de Richelieu ou de Colbert. C'est là aussi que, pour la première fois, il fut présenté comme « une copie littérale et fidèle » du texte rédigé par le tsar, sans qu'aucun doute soit admis sur son authenticité. À peine trois ans plus tard, le Testament fut repris et enrichi de nouveaux détails par Chodzko dans son *Histoire de la Pologne*⁸⁵ et par bien d'autres encore : la légende était née. Elle évinça définitivement le mythe du tsar réformateur hérité du siècle des Lumières et traversa non seulement le XIXe mais aussi le XXe siècle⁸⁶.

Conclusion

À la lumière de ces faits, quels furent donc les éléments qui assurèrent la pérennité du Testament ? La force de ce texte consiste dans le fait d'être tourné simultanément vers le passé et vers le futur, tout en tenant compte du présent. D'abord, il s'appuyait sur les anciennes représentations sur la Russie, tout en les ravivant, et surmontant par là même le mythe idyllique d'une Russie devenue civilisée sous l'impulsion d'un souverain. La facilité avec laquelle la France, après avoir cru Voltaire, fit volte-face en rejetant le « mirage russe », fut conditionnée par le contexte politique et idéologique de l'époque. Mais au-delà de l'aspect événementiel, l'idée d'une Russie orientale, despotique et barbare imitant l'Occident sans y parvenir, affirma et flatta avec une force nouvelle l'identité européenne et donc supérieure de la France.

D'autre part, les auteurs du Testament initialement adressé à la France du Directoire, manifestèrent une clairvoyance étonnante en cherchant à le rendre universel et à dépasser tous les clivages possibles : politiques d'abord, et en effet, le texte intéressa les hommes politiques de tous bords ; idéologiques ensuite, pour satisfaire un gouvernement révolutionnaire aussi bien qu'un empire en expansion ou une monarchie chancelante ; enfin, nationaux, car, après

⁸⁴ GAILLARDET (Frédéric), Mémoires du chevalier d'Éon publiés pour la première fois sur les papiers fournis par sa famille d'après les matériaux authentiques déposés au ministère des Affaires étrangères, Paris, Ladvocat, 1836, 2 vol. Cette version du Testament est également déposée, sous forme de manuscrit, aux archives du Quai d'Orsay où elle est classée avec les documents de 1725 relatifs à la mort de Pierre le Grand, comme s'il s'agissait d'un document authentique.

⁸⁵ CHODZKO (Léonard), Histoire de la Pologne, Paris, 1839.

⁸⁶ Sur les utilisations du document postérieures à 1840, voir DANILOVA (E. N.), op. cit.

avoir été publié en France, le Testament fut repris dans d'autres pays⁸⁷. En incluant dans les projets de Pierre Ier la plupart des grands pays européens et le plan d'invasion du continent tout entier, il offrait à tous un adversaire intemporel et un bouc émissaire idéal. Bien qu'inspiré par l'espoir de sauver la Pologne, le plan s'intéresse à toutes les victimes potentielles, passées, actuelles ou futures. Référence des russophobes, le Testament permit de justifier d'avance toute attitude d'hostilité et de méfiance à l'égard de la Russie, puisque les agissements de celle-ci, quelles que soient les circonstances et quel que soit le souverain, devaient inévitablement suivre les volontés de Pierre Ier.

L'histoire remarquable de ce document n'est-elle pas en même temps celle de la peur de l'autre et de sa différence ? La Russie fut crainte d'abord pour sa barbarie orientale, puis pour sa civilisation nouvellement acquise mais plus dangereuse encore que l'arriération d'antan ; elle effraya par son gouvernement autocratique, par le servage, par sa religion... Ces différences réelles et imaginées et, par conséquent, ces peurs furent d'autant plus exagérées que les connaissances sur le pays étaient maigres. On l'a vu, le manque de renseignements précis dans tous les domaines, déjà déploré au cours du XVIIIe siècle, fut à nouveau récurrent sous le Directoire comme sous Napoléon, provoqué par l'éloignement du pays, certes, mais aussi par une focalisation exagérée sur l'aspect quasi unique, celui de la puissance militaire, et le retour toujours facile aux vieux mythes flattant l'orgueil occidental. Cette disposition d'esprit, cautionnée par le Testament et l'épouvantail russe agité sous les yeux de l'Europe, ralentit la découverte de la Russie authentique. Comment expliquer sinon que les voyageurs de plus en plus nombreux, dont Custine est l'emblème, n'apportèrent que la confirmation des peurs vieilles d'une centaine d'années ? Avec le début de la publication des œuvres d'écrivains et d'historiens russes en France, à partir des années 1820, commença la découverte de la culture russe, originale et européenne. Seules ces ouvertures vers la langue, la littérature et l'art furent capables de combattre, lentement, mais sûrement, l'héritage du passé.

LORRAINE DE MEAUX

Les souvenirs des officiers engagés sur le terrain caucasien constituent une importante documentation où s'élabore une vision dominatrice de l'Orient⁸⁸. Les guerres passées contre

⁸⁷ Pour la liste des ouvrages contenant le texte du Testament, voir MINZLOFF (C. R.), *Pierre le Grand dans la littérature étrangère*, d'après les notes de M. le Comte de Korff, St-Petersbourg, Glasounow, 1872, p. 455-458.

⁸⁸ La présence russe au Caucase était ancienne : au milieu du XVIe siècle, après la conquête d'Astrakhan et de Kazan, le tsar Ivan IV épousa une princesse Kabarde originaire du piémont à l'ouest du Terek. Les Russes prirent alors pied dans la région à l'aide des cosaques et construisirent en 1563 le fort de Terki à l'embouchure du fleuve. À la fin du XVIe siècle, la Kakhétie, se voyant menacée par l'Empire ottoman, se déclara tributaire de la Russie, suivie en 1639 par la Mingrélie. Mais les communications entre les deux pays étaient difficiles. Pierre le Grand comprit que pour s'implanter au Caucase, il fallait affaiblir les influences persane et ottomane. Le

l'Empire ottoman ou le khanat de Crimée avaient fondé une première vision stéréotypée des Orientaux. À partir du début du XIX^e siècle, la présence d'une administration militaire et coloniale dans la région caucasienne fit du contact avec l'Orient un élément essentiel de la culture militaire russe. Articles, mémoires, récits de bataille, études techniques forment un corpus divers dont l'unité est liée à la démarche des auteurs : leur but n'était pas de donner à voir des régions inconnues, mais de témoigner du combat engagé par les armées russes dans les confins de l'empire. Échecs et victoires tissent au fil des pages une histoire épique des Russes en Orient. La guerre n'était pourtant pas le seul thème abordé : la vie de garnison, la description des contacts avec les populations locales amies ou ennemies⁸⁹, le récit de missions diplomatiques ouvraient cette littérature à une démarche de curiosité et de connaissance, bientôt relayée dans les journaux russes par la fiction et par des études émanant d'orientalistes. De grands écrivains donnèrent aux guerres caucasiennes leurs lettres de noblesse et transformèrent la conquête en imaginaire colonial⁹⁰. Les images et connaissances véhiculées par cette « littérature martiale » jouèrent un rôle primordial dans l'élaboration de la vision russe des régions asiatiques de l'empire.

L'intérêt du public pour ces lectures ne peut être défini avec précision, mais il ne fait pas de doute que les faits et gestes des soldats engagés au Caucase suscitaient la curiosité, ne serait-ce que de leurs proches ou parce que la censure limitait les informations officielles disponibles⁹¹. Le baron de Barante, plénipotentiaire français à Saint-Pétersbourg, note dans ses dépêches à plusieurs reprises que dans la capitale de l'empire « on ne publie point de relations officielles » et « on affecte de ne jamais parler de cette guerre »⁹². Le journal

massacre de trois cents marchands russes à Chemakha en 1712 par des montagnards Lesghis lui donna l'occasion de préparer sa fameuse campagne contre la Perse en 1720. Cette armée de trente mille hommes prit Derbent en 1722 et Bakou en 1723, occupées temporairement. Au XVIII^e siècle, le pouvoir encouragea des avancées systématiques s'accompagnant de constructions de forteresses ensuite réunies en lignes du Caucase de la Caspienne à la mer Noire. Lors de la guerre contre l'Empire ottoman commencée en 1768, des troupes russes firent l'assaut de la forteresse de Koutaïssi occupée par les Turcs. Des attaques contre les Tchetchènes et Tcherkesses étaient lancées dans le piémont nord du Caucase. Le traité de Kutchuk-Kaïnardji en 1774 donnait aux Russes des droits sur le Caucase nord. En 1783, la dynastie géorgienne des Bagratides, refusant de se soumettre à la Perse, abdiqua contre la promesse d'une protection militaire russe. Pour faciliter la liaison de l'empire avec la Transcaucasie, une route militaire fut percée accompagnée de la construction de la forteresse de Vladikavkaz « maîtresse du Caucase » en 1784. En 1801, le royaume géorgien entra dans l'Empire russe.

⁸⁹ Turcs, Persans, Arméniens, Géorgiens, Azéris et les diverses ethnies caucasiennes.

⁹⁰ Textes de Pouchkine (Voyage à Erzerum), Lermontov (Un héros de notre temps), Bestoujev-Marlinski (Récits caucasiens), Tolstoï (Les cosaques, Hadji Mourad)

⁹¹ Lorsque Tolstoï publia en 1853, dans *Sovremennik*, « Le coup de main », récit d'un raid, les pages sur la détresse des montagnards tchétchènes dont les soldats russes pillaient et incendiaient les maisons, détruisaient les récoltes, furent censurées.

⁹² BARANTE (Prosper de), « Octobre 1839 », in *Souvenirs (1782-1866)*, Paris, Calmann-Lévy, 1897, t. VI, p. 347. Le 14 juin 1841, il écrit : « La guerre a recommencé au Caucase. Comme de coutume, on ne publie rien des événements de la campagne, et la société russe se risque même fort peu à en parler. C'est un des sujets de conversation à peu près interdits », *ibid.*, p. 610.

*Severnaïa Ptchela*⁹³ en avril 1828, au début du conflit avec l'Empire ottoman, vantait ainsi les mérites d'un livre écrit par le Français Charles Duval intitulé *Deux années à Constantinople et Morée (1825-1826)* : « à qui en Russie ne serait-il pas agréable de mieux connaître un pays (...) dans lequel désormais chacun a (...) un parent ou une connaissance ? »⁹⁴. Au Caucase, selon les périodes, l'armée compta de 4 000 hommes - sous Tsitsianov - à 200 000 - sous Milioutine.

Les témoignages - l'on en recense plus de 300 - furent dans l'ensemble écrits et publiés a posteriori dans la seconde moitié du XIXe siècle. Certaines publications sont plus anciennes et contemporaines des événements : les revues spécialisées accueillaient volontiers ce type d'articles. Les journaux à plus large audience publièrent des extraits de mémoires : *Moskovskii Telegraf* diffusa en 1831 des « Lettres sur la guerre au-delà du Kouban datant de 1830 » (no 3 et no 4) ; *Telescop* publia en 1833 les « Tableaux caucasiens » de N. Paoul' où étaient décrites les actions militaires contre les Montagnards et les mœurs et coutumes des Montagnards (no 15 et no 16) ; « Souvenirs sur le Caucase en 1837 » parurent dans *Biblioteka dlia tchtenia* en 1847 (t. 80 et 81) et « Les derniers instants de Marlinski » dans *Illioustratsia* en 1848 (no 4) ; « Souvenirs sur le service au Caucase du temps d'Ermolov » dans *Moskvitianin* en 1851 (no 4) ; « Dix ans au Caucase - 1842-1851 » par A. L. Zisserman dans *Sovremennik* en 1854 (nos 9, 10 et 11)⁹⁵.

Comme dans toute littérature de témoignage, l'on doit s'interroger sur les connaissances préalables à la rédaction. Lorsqu'elles sont mentionnées, les sources sont étrangères. Elles aidèrent leurs lecteurs à aborder de façon générale l'histoire et la géographie de ces contrées inconnues⁹⁶. Les expériences personnelles constituaient donc la base des témoignages, enrichies par les conversations entre soldats. En prenant la plume, ces derniers contribuèrent à développer le niveau des connaissances russes sur le Caucase. Certains avaient une démarche scientifique comme D. A. Milioutine, qui joignait à ses qualités militaires un penchant pour la théorie et l'étude et ne négligea jamais l'importance du savoir pour la maîtrise d'une région comme le Caucase. De 1839 à 1844, il participa aux batailles contre les Tchétchènes dont il tira la substance de son étude *Nastavlenie k zaniat'iu, oboron i atak lesov, dereven, ovragov i drouguikh mestnykh predmetov*⁹⁷. De 1845 à 1856, il devint professeur de géographie militaire à l'Académie militaire impériale. Il publia en 1850 une *Description des actions militaires en 1839 dans le Nord Daghestan*. Il rentra à l'Académie des sciences et reçut le titre de docteur en histoire russe. Il rassembla des documents d'archives sur l'histoire du Caucase et

⁹³ L'Abeille du Nord, journal fondé par Boulgarine et Gretch, dont le tirage variait selon les années de 4 000 à 10 000 exemplaires, dont l'influence était grande et que l'on pouvait consulter dans les clubs et cercles de toute la Russie.

⁹⁴ Cité par SOPLENKOV (S. V.), *Doroga v Arzroum: rossiiskaya obchtchestvennaya mysl' o Vostoke*, Moscou, Vostotchnaya literatura RAN, 2000, p. 7

⁹⁵ Pour plus de précisions, voir la bibliographie publiée par GORDINE (Iakov), *Kavkaz: zemlia i krov'. Rossia v Kavkazskoï voïne*, Saint-Pétersbourg, Svezda, 2000, p. 430-458.

⁹⁶ Les ouvrages cités sont notamment : *Voyage autour du Caucase* par Frédéric Dubois de Montpéreux, Paris, Gide, 1839-1843 en 6 volumes ; *Voyages de M. Le Chevalier Chardin en Perse et autres lieux de l'Orient*, Paris, J.-B. Mazuel, 1723 ; *Russie* par Jean-Marie Chopin, Paris, F. Didot, 1838 en 2 volumes.

⁹⁷ « Instruction pour l'occupation, la défense et l'attaque des forêts, villages, ravins et autres sujets locaux ».

devint en 1856 chef de l'état-major du Caucase. Après 57 ans de guerre, il lui fallut trois ans pour pacifier le Caucase Est et cinq ans le Caucase Ouest. En 1858, il fut nommé lieutenant général du Caucase⁹⁸. Cette trajectoire, certes exceptionnelle, mérite cependant d'être soulignée. L'influence qu'il put avoir au cours de sa brillante carrière sur les hautes sphères politiques cautionne l'idée d'une diffusion large de sa vision de l'Orient.

Le Caucase : un Orient marqué par la guerre

La dualité caucasienne : chrétiens et musulmans

Le facteur religieux pesait lourdement dans le jugement porté par les Russes sur les populations locales. L'opposition géographique entre Caucase et Transcaucasie lui est liée. Les officiers désirant se rendre en Géorgie devaient passer à travers la chaîne du Caucase par la célèbre route militaire de Vladikavkaz à Tiflis en suivant la vallée du Terek et le défilé du Darial en territoire non pacifié. Le Terek marquait une frontière de civilisation : avant de le franchir, l'on disait adieu à l'Europe. La vallée était « humide et sombre », le paysage « triste et sauvage ». Le jeune Alexis Soltykoff (1801-1859) poursuit sa description :

« les montagnes s'entassaient les unes sur les autres autour de moi. Un *aoul* solitaire se cache dans une gorge ténébreuse (...). S'il y a un bout du monde, c'est ici qu'il doit être »⁹⁹.

Il s'agit du territoire des Tchétchènes. Après quelques heures de chevauchées, l'officier découvrait « la Krestovaïa Gora » (la montagne de la Croix) :

« tout le sauvage de la nature avait disparu. Sous mes pieds, devant mes yeux, se découvrait un espace immense. Des montagnes, des vallées, des forêts, des prairies se réunissaient en un seul tableau grandiose et plein d'harmonie. Je ne sais si le contraste m'exagérait l'effet de ce spectacle, mais jamais je n'avais vu un calme plus imposant, une tranquillité plus majestueuse. Ce pays était la Géorgie »¹⁰⁰.

La Géorgie, terre fertile, était décrite comme « un paradis terrestre » opposé au « chaos primitif » des montagnes du Daghestan. À la Géorgie, le soldat associait le vin de Kakhétie,

⁹⁸ De 1861 à 1871, il occupa le poste de ministre de la Guerre

⁹⁹ SOLTYKOFF (Alexis), *Voyages dans l'Inde et en Perse*, Paris, V. Lecou, 1853, p. 306.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 307-308

des paysages ruraux réconfortants. C'est un pays « heureux » où les habitants sont « indolents »¹⁰¹.

La montagne fascine par « l'horrible beauté de ce spectacle grandiose et imposant », mais fait naître chez les Russes « de l'effroi, comme devant l'entrée de l'enfer »¹⁰². Même contraste avec les territoires cosaques quand, après une campagne contre les Montagnards, les soldats retrouvent avec joie les « riantes *stanitzi* des bords du Terek, aux belles et jolies filles et au bon vin »¹⁰³.

Si le regard porté sur les Géorgiens, les Arméniens ou les Ossètes était moins dépréciatif que la description faite des Musulmans, il reflétait cependant une vision condescendante : les Russes n'ignoraient pas que le christianisme s'était implanté à une époque très reculée - au IV^e siècle -, mais méprisaient ce qu'il était devenu : une foi toute en apparence, en usage et coutume, trop formelle.

« L'Évangile demeure presque inconnu au Mingrélien et à l'Ossète, tandis que les paroles du Coran font l'étude et la méditation de tout disciple de Mahomet ».

Les Russes pensaient que les préceptes musulmans influençaient la vie de tous les peuples¹⁰⁴ : ils déplorent le sort des jeunes femmes dans les villages arméniens :

« [elles] ne s'y montrent jamais qu'enveloppées dans de voiles épais. Rien n'égale leur sauvagerie. Si elles aperçoivent un homme, elles s'empressent de fuir, car pour ces chrétiens, devenus musulmans par leurs habitudes, la présence d'une femme est considérée comme une souillure »¹⁰⁵.

Ainsi les Russes venus « planter leurs aigles » pour « la sainte mission de délivrer du joug mahométhan » ces chrétiens d'Orient, les considéraient avec les mêmes a priori négatifs que les Turcs et les Persans.

Les officiers russes étaient surpris par la diversité des ethnies de confession musulmanes et apprenaient assez vite à les différencier les unes des autres : leur degré de coopération avec les Russes servait d'échelle de valeur. Le long de la rivière Kouba vivaient :

¹⁰¹ BENKENDORF (Constantin de), Souvenirs intimes d'une campagne au Caucase pendant l'été de l'année 1845, Paris, Firmin Didot Frères, 1858, p. 111.

¹⁰² KOTZEBÜE (Maurice de), Voyage en Perse à la suite de l'ambassade russe en 1817, traduit de l'allemand par M. Breton, Paris, A. Nepven, 1819, p. 64

¹⁰³ BENKENDORF (Constantin de), op. cit., p. 26.

¹⁰⁴ Ibid., p. 109.

¹⁰⁵ SOLTYKOFF (Alexis), op. cit., p. 320.

« les Tcherkesses, les kabardnis et différentes tribus non moins aimables, qui font métier de dévaliser les voyageurs. Quand ces malheureux sont désolés par la peste ou la famine, ils recherchent la protection des Russes (...) mais à la première occasion, ils reprennent leurs habitudes et commettent d'affreux brigandages ».

Les récits les diabolisaient volontiers : ils « hantent » la plaine de la Kabarda et ont « des expressions farouches »¹⁰⁶. Les Tchétchènes dès le début du XIXe siècle étaient les plus redoutés, habitant « des contrées presque inabordables »¹⁰⁷. Le général Ermolov (1771-1861) les décrivait comme « les plus acharnés des bandits » vivant sur la ligne du Caucase et disait : « on peut justement appeler la Tchétchènie, le nid de tous les bandits »¹⁰⁸. D. A. Milioutine (1816-1912), plus mesuré en général, rappelle que cette « peuplade belliqueuse est par préférence encline aux razzias et aux pillages »¹⁰⁹. Tcherkesses, Kabardes et Tchétchènes étaient perçus comme des êtres primitifs, vivant de la pêche, de la chasse, de l'élevage et du brigandage. « Un homme rougirait de travailler, plus il a commis de vols et de meurtres, plus il est considéré dans sa tribu »¹¹⁰. Un ton vif et emporté caractérise les descriptions des Montagnards considérés comme paresseux, voleurs, animés par la cruauté et la vengeance.

Tcherkesses et Tchétchènes, n'étaient pas les seuls à être en contact avec l'armée russe, comme le montre ce passage d'Ernest Stackelberg (1813-1870) :

« Ici les Koïssouboulines, la tribu de Nagrave, combattent héroïquement les bandes rebelles de Schamil (*sic*), et obtiennent un drapeau d'honneur pour leur bravoure et leur fidélité à la Russie ; là les Goubètes, les Itschkérines, les Aoukhs, enclins au vol et au pillage, font de vaines tentatives pour percer nos lignes militaires »¹¹¹.

De nombreux textes révèlent cependant une admiration pour les Montagnards, notamment à partir des années 1830. Des qualités leur étaient reconnues : l'indépendance, l'ardeur guerrière, la grande adresse dans le maniement des armes, la « sobriété inouïe », le respect pour les vieillards, la stricte observation des règles de l'hospitalité (les *kounaks*), le dévouement à l'amitié, le stoïcisme, le mépris de la mort. Les Russes avaient appris à connaître ces sociétés patriarcales régies par une éthique guerrière avec leur propre code d'honneur faisant du combat et du pillage un devoir pour les hommes :

« Les Montagnards par éducation, conceptions et mœurs, et même au sein de leurs sociétés ne

¹⁰⁶ Ibid., p. 301

¹⁰⁷ KOTZEBÜE (Maurice de), op. cit., p. 15

¹⁰⁸ ERMOLOV (A. P.), Zapiski, Moscou, Vyschaïa chkola, 1991, p. 285. Il ajoute qu'ils étaient environ 6 000 familles.

¹⁰⁹ MILIOUTINE (D. A.), Opisanie voennykh deïstvii 1839 goda v Severnom Dagestane, Saint-Pétersbourg, 1850, p. 10.

¹¹⁰ KOTZEBÜE (Maurice de), op. cit., p. 13.

¹¹¹ GAGARINE (G. G.), STACKELBERG (E.), Le Caucase pittoresque, Paris, Plon, 1847, p. 7.

reconnaissent aucun pouvoir, en dehors de la force des armées, aucune obligation en dehors de celles qu'on peut imposer par les armes »¹¹².

Le *djiguite*, mot turco-tatar passé en russe qui désigne un cavalier et un tireur d'élite, était respecté. Le Russe, un *ghiaour* (chrétien), était l'ennemi naturel des Montagnards et nul n'avait à redire à cela.

Certains musulmans acceptèrent la domination russe et collaborèrent avec les armées impériales : ainsi, en 1817, le général qui commandait à Kazbek était un montagnard très loyal à l'égard de la Russie. Mais les trahisons furent aussi nombreuses et contribuèrent à durcir le jugement russe.

Les ethnies non rebelles bénéficiaient d'un jugement bienveillant. Stackelberg soulignait « les mœurs douces des Karatchaïs aux pieds de l'Elbrouz, des Koubetchis et des Andis dans le Daghestan ». Cette dernière région abritait aussi « la vie laborieuse des Avars, des Koïssouboulines et des Salataves ». Les Nogaïs et Koumyks, dans la plaine, entre Terek et Soulak, étaient aussi vus comme « doux et dociles »¹¹³.

L'Orient hostile : expérience de la guerre et nouvelle croisade

La guerre dans le Caucase se fit contre divers ennemis, tous musulmans : les Persans et Ottomans, les Khans, puis les Montagnards¹¹⁴. Le franchissement du Terek fut « pour beaucoup (...), un adieu éternel à [la Russie] »¹¹⁵. Violence et mort ressortaient de ce contact avec l'Orient.

Il était plus facile pour les militaires russes de combattre les Persans, les Turcs et les khans - des ennemis traditionnels, que les Montagnards. Animés par le *Ghazawat* - guerre sainte - ils

¹¹² SEREBRIAKOV (Lazar' Markovitch), *Mysli o delakh nachikh na Kavkaze* (1842), cité par GORDIN (Iakov), op. cit., p. 242.

¹¹³ MILIOUTINE (D. A.), op. cit., p. 6.

¹¹⁴ 1803-1804 : guerre contre la Perse. Les khanats au nord de l'Araks sont conquis. Ghiandja est rebaptisée Élisabethpol. La guerre s'éternise. En 1813, le traité du Gulistan laissa à la Russie les khanats conquis. 1806-1812 : guerre contre la Turquie. 1825 : soulèvement de la Tchétchénie. 1826-1828, guerre contre la Perse conclue par la paix de Tourkmanchaï qui donne à la Russie les khanats de Nakhitchevan et Erivan. 1828-1829, guerre contre la Turquie, conclue par la paix d'Andrinople. La Russie reçoit les forteresses d'Akhalcik et d'Akhalkalaki ainsi que le littoral de la mer Noire avec les villes d'Anagra et Poti. Les peuples montagnards du Caucase résistèrent ponctuellement à la présence russe. En 1834, fédérés par l'imam Chamil, ils mirent en échec les troupes russes. En 1840 tout le Caucase oriental se souleva. Hadji-Mourad, régent des Avars, rallia Chamil. Ce dernier fut capturé en 1859

¹¹⁵ BENKENDORF (Constantin de), op. cit., p. 131.

devinrent un ennemi redouté dont l'importance numérique ne cessa de croître. Ils étaient regardés comme un adversaire mystérieux et effrayant. Un officier énumère ainsi les ethnies révoltées :

« la Grande et la Petite Tchétchénie, voisines avec les Koumy Aoukhovtsi et Khatkalykovtsi, les Itchkéri, la nombreuse société de la Tchétchénie montagnarde, et même la peuplade des Argoun : Choubouzi, Chatoïtsi, Kisty ».

Sa conclusion est laconique : ils constituent « une masse de peuples hostiles aux Russes »¹¹⁶. L'ennemi semblait un monstre à mille têtes. Le cadre naturel concourait à cette vision terrifiante du Caucase : « chaque village peut servir de forteresse »[[Ibid., p. 15.]]. Il était difficile de dominer « les épaisses forêts tchétchènes et les montagnes pierreuses et inaccessibles du Daghestan ». La guérilla issue de ce conflit entre Russes et Montagnards était déroutante : ainsi l'identité de l'ennemi, le terrain et les combats eux-mêmes appartenaient à la sphère de l'inconnu.

L'expérience caucasienne fut pour beaucoup éprouvante voire radicale. La mort était vécue comme un fatalisme. La plus courante était « une mort ignorée et sans gloire » comme celle du capitaine d'infanterie Passiette : « un montagnard blotti derrière un arbre lui décocha une balle et lui brisa la jambe »¹¹⁷. Il mourut huit jours plus tard. Entre 1839 et 1842, 400 officiers perdirent la vie au Caucase et 6 000 hommes furent blessés ou tués.

Les annales sur les guerres contre les Montagnards contiennent des récits de massacres et de pillages. Ainsi, en 1816, le général Delpozzo avait promis à ses troupes que les « femmes, les enfants, le bétail et autres objets de capture seraient leur propriété ». Trente ans plus tard un autre officier supérieur rapportait que « tout le butin devenait la propriété de l'unité concerné »¹¹⁸. Il s'agissait d'une guerre coloniale où les mesures édictées par Pierre le Grand sur la disposition du butin étaient ignorées¹¹⁹. Les adversaires étaient considérés comme des inférieurs. On trouve des descriptions des ravages de la guerre : Benkendorf (1817-1858) en route pour Miathly en remontant le Koïssou, note en effet en 1845 :

« Tout le pays avait été autrefois très peuplé. La vigne, principalement cultivée par des Arméniens, en avait formé la richesse principale. Actuellement tout portait le cachet de la désolation »¹²⁰.

¹¹⁶ MILIOUTINE (D. A.), op. cit., p. 10.

¹¹⁷ BENKENDORF (Constantin de), op. cit., p. 17.

¹¹⁸ BELIAVSKII (N. N.), POTTO (V. A.), *Utverzhdeniye russkogo vladychestva na Kavkaze*, Pt. 1, Vremya A.P. Yermolova, 1816-1826 gg., Tiflis, 1904, p. 156, cité par KEEP (John L.), *Soldiers of the Tsar. Army and Society in Russia, 1462-1874*, Oxford, Clarendon Press, 1988 (1985, 1re éd.), p. 218.

¹¹⁹ Le Règlement militaire de 1716 stipulait notamment : « même chez l'ennemi, il est interdit sous peine de mort, de molester les habitants ». Cité par ANDOLENKO (C. R.), *Histoire de l'armée russe*, Paris, Flammarion, « L'Histoire », 1967, p. 41.

¹²⁰ BENKENDORF (Constantin de), op. cit., p. 26.

À la fin des années 1820, l'ennemi du soldat russe n'était plus le *mochennik* ou le *razboïnik*¹²¹ mais le fanatique combattant pour la foi musulmane et muride. Le muridisme¹²² se développa dans l'est puis l'ouest du Caucase depuis Boukhara. La doctrine était perçue comme la cause principale de la guerre, ses chefs étaient les ennemis désignés des Russes. Ils symbolisaient des adversaires forts et sérieux :

« À tous nos lecteurs, sans aucun doute, le nom de Kazy-Moulla est connu ; il était devenu tellement puissant dans les montagnes qu'en 1830 et 1831, en nombreuse compagnie, il [s'était jeté] dans les plaines de Tarkovski et Koumiksy, [avait] pillé le Kizliar, assiégé les forteresses de Viezapnyi, Bournyi et même Derbent, menacé Grozny et Vladikavkaz »¹²³.

En 1832, les Russes purent concentrer suffisamment de troupes au Daghestan pour infliger à Kazy Moullah une défaite complète. L'imam fut tué en 1832 au cours d'une bataille à Guimrami. Ses successeurs remportèrent de plus belles victoires encore contre les Russes : Gamzat-Bek prit possession de la capitale Avar Khounzakh. Chamil, devenu imam en 1834, étendit l'influence du muridisme. Il était décrit comme un chef militaire et politique ayant les manières d'un despote oriental. Il exigeait de ses compagnons d'armes une discipline de fer. Ses manières étaient « cruelles » ; il semait la « terreur » au sein des populations civiles du Daghestan. « Avec Chamil et les murides, on n'a de choix qu'entre un dévouement sans borne et la mort ! »¹²⁴. En 1839, à la suite d'une lutte interne chez les Tchétchènes, Tachaev-Khadji prit la tête du peuple et se plaça sous la protection de Chamil. Les Russes cherchaient aussi à intimider les populations, comme le montre la lettre du général Grabbé au peuple d'Itchkérie, diffusée en arabe et datée du 13 mai 1839 :

« J'ai appris que l'indigne et vil muride Chamil, vieux compagnon de Kazy-Moulla, que les troupes russes ont tué près de Guimrami, a parmi les Itchkériens de nombreux amis. Le vil moulla d'Andreevski, le traître Tachaev-Khadji vous ment, essaye de vous soulever contre le gouvernement russe (...) et avec Chamil persuade tous les habitants d'accepter la charia (...). Les aouls qui donnent refuge à Tachav-Khadji seront détruits jusqu'à la dernière pierre, et vos enfants se souviendront longtemps comment on châtie ceux qui se révoltent »¹²⁵.

Pour mieux combattre le muridisme, les Russes avaient besoin de le comprendre : des articles spécialisés parurent sur ce thème, dont celui de G. Neverovski publié dans le *Voennyi Journal* en 1847. Il montrait comment cet enseignement religieux, apparu d'abord dans le Daghestan Sud, « sous l'air modeste d'une piété musulmane », « a pris les armes, entraînant toute la

¹²¹ Bandit que seul le butin intéresse.

¹²² De « murid » : novice, disciple. Cet enseignement religieux se fondait sur le renoncement ascétique de l'individu à sa volonté personnelle au nom de sa proximité avec Dieu. Il devint l'idéologie de la résistance aux troupes russes. Ses prédicateurs étaient présents dans le Daghestan, en Tchétchénie.

¹²³ MILIOUTINE (D. A.), op. cit., p. 16.

¹²⁴ BENKENDORF (Constantin de), op. cit., p. 120.

¹²⁵ MILIOUTINE (D. A.), op. cit., p. 134-135.

frontière orientale dans une révolte sans fin et une guerre sanglante »¹²⁶. Une étude lui fut aussi consacrée dans le journal *Kavkaz*, par N. V. Khanykov, en 1846.

Sous le commandement de Chamil, l'image des Montagnards évolua : de lâches bandits, ils devinrent de valeureux guerriers. La reconnaissance de la puissance de l'ennemi permettait de relativiser les défaites russes ; Milioutine pouvait ainsi écrire au sujet des opérations armées au nord-Daghestan en 1839 :

« les opinions peuvent différer sur la signification qu'aura cette expédition *dans l'histoire de la frontière caucasienne* ; mais sans aucun doute tous ceux qui y ont pris part reconnaissent à l'unanimité que *dans l'histoire de l'armée russe* elle est une des pages les plus brillantes »¹²⁷.

Le nom de Chamil, associé aux expéditions malheureuses de 1839, 1842, 1844 et 1845 devint populaire dans tout l'empire. Retranché dans ses différents quartiers généraux - des *aouls* haut perchés -, le chef muride semblait invincible¹²⁸. La « croisade » entreprise par les Russes en réponse à la résistance des Montagnards fut longue et difficile : ces années de guerres caucasiennes donnèrent à la Russie un nouveau type de soldats, reconnus par leurs compatriotes comme des héros de l'impérialisme.

Les « Caucasiens » : des héros entre Orient et Occident

Le « Caucasien » était « un Russe transformé par le Caucase », un soldat qui empruntait aux Montagnards certains traits de caractères comme l'orgueil et l'intolérance. Il était peu discipliné, mais courageux et « sans lui, on ne ferait rien qui vaille au Caucase »¹²⁹. Il forçait l'admiration pour son endurance : à l'aise dans la guerre des forêts et des montagnes, apte à bivouaquer dans les glaciers de la chaîne lesghienne et ne craignant pas la balle tchéchène. Il souffrait de sa dépendance de Saint-Pétersbourg, se faisant peu d'illusion sur les grandes expéditions qui y étaient décidées. Il se caractérisait par son « esprit frondeur, [ses] idées de liberté, d'émancipation et d'opposition ». Cette tournure d'esprit,

« très prononcée dans ce pays, semble être descendue des montagnes. On la respire avec l'air, au sein de cette nature libre et grandiose »¹³⁰.

¹²⁶ Ibid., p. 16

¹²⁷ Ibid., p. 3.

¹²⁸ De nombreux dessins témoignent de la fascination exercée par le muridisme, tels ceux de Gagarine montrant la Mosquée de Yarag où le muridisme fut prêché pour la première fois en 1823 par Moullah Mohammed ou Svidanie gen. Kliouki fon' Kluguenaou s Chamilem' (Galerie Tretiakov, Moscou)

¹²⁹ BENKENDORF (Constantin de), op. cit., p. 99.

¹³⁰ Ibid., p. 5.

L'influence spécifique du Caucase sur les soldats qui y servirent longtemps contribua à véhiculer une représentation positive du Caucase, le soldat caucasien étant inconsciemment porteur d'un modèle caucasien. Les récits popularisèrent leurs valeurs et dressaient volontiers leurs portraits. Benkendorf évoque Labintzoff¹³¹, qui servit toute sa vie au Caucase et reçut en 1828 la Croix de Saint-Georges pour la prise de Kars à la tête de son régiment des Kabardintsy, ayant agi contre l'avis du commandant en chef Paskiévitich. Nikolaï Koulibakine était surnommé « le lion rugissant et bondissant ». Homme d'esprit, mais au caractère impossible, il était criblé de blessures dont une bonne partie avait été reçue en duel¹³². Certains régiments, comme celui de Koura, symbolisait les Caucasiens : ils partageaient avec les Montagnards leurs valeurs belliqueuses.

Des officiers haut gradés, héros de l'épopée russe au Caucase, fascinaient leurs contemporains pour leur attitude vis-à-vis des peuples orientaux. Tsitsianof (1754-1806), prince d'origine géorgienne, commandant en chef du Caucase en 1801, pensait que seules « des mesures sévères et décisives » pouvaient triompher de « l'absence de discipline et de l'entêtement » des peuples asiatiques habitués à une autorité despotique illimitée. « Ils prendraient l'équité du gouvernement russe pour de la faiblesse » écrivait-il à l'empereur¹³³. Il usait volontiers de méthodes cruelles et incarnait la brutalité de l'impérialisme russe¹³⁴. Il se « comportait comme un puissant asiatique »¹³⁵. En mars 1803, il répondit ainsi au premier conflit opposant les Russes aux Lesghi :

« A-t-on déjà vu sur terre que la mouche entrait en pourparlers avec l'aigle ? Au fort est le propre d'ordonner, et le faible est né pour se soumettre au fort »¹³⁶.

Sa conduite inaugura le comportement type du « Caucasien ». Au lieu des traditionnelles caresses et flatteries à l'égard des orientaux, il privilégia la rudesse et la confiance en la parole donnée. Il relevait à la fois du satrape oriental et du Moscovite éduqué. À la mi-juillet 1804, il engagea son armée de 4 000 hommes contre les 20 000 hommes d'Abbas-Mirza. Revenant sur

¹³¹ Ibid., p. 79.

¹³² Ibid., p. 17-18.

¹³³ RHINELANDER (L. Hamilton), « Tsitsianov Prince Pavel Dmitrievitch », in WIECZYNSKI (Joseph L.) (ed.), *The Modern Encyclopedia of Russian and Soviet History*, vol. 40, Gulf Breeze, Academic International Press, 1985, p. 51-55.

¹³⁴ Sa vision influença celle du comte Nesselrode qui déclarait en 1816 : « Les rapports de la Russie avec les États et les peuples d'Asie se trouvant, dans cette partie du monde, près de nos frontières, sont à ce point particuliers qu'on s'expose aux pires inconvénients si l'on applique les principes qui fondent les relations politiques en Europe. Ici, tout est basé sur la réciprocité et la bonne foi ; chez les peuples asiatiques, au contraire, seule la crainte peut vous garantir, et il n'est pas pour eux de traité sacré », cité par HELLER (Michel), *Histoire de la Russie et de son empire*, Paris, Flammarion, 1999 (Plon, 1997, 1re éd.), p. 737

¹³⁵ DOUBROVIN (N. F.), *Istoria voïny i vladitchestva russkikh na Kavkaze*, SPB, 1888, t. IV, p. 28, cité par GORDIN (Iakov), op. cit., p. 70.

¹³⁶ Cité par GORDIN (Iakov), op. cit., p. 75.

le terrain des opérations en 1817 et rencontrant des soldats qui y avaient participé, Maurice de Kotzebüe s'étonnait que cet exploit n'ait pas connu un plus grand retentissement en Russie. Il raconte alors en détail les opérations menées par les Russes et conclut :

« le nom de Sizianoff [*sic*] est tellement redouté en Perse que l'on s'en sert comme d'un épouvantail pour les enfants »¹³⁷.

Tsitsianof fut assassiné en 1806 par le khan de Bakou qui fit porter sa tête et ses mains au Shah en témoignage de fidélité. Il fut le modèle d'Ermolov, qui, lorsqu'il devint proconsul du Caucase en 1816, poursuivit sa politique d'intimidation. À la tête d'une armée de 45 000 hommes, il construisit notamment la forteresse de Grozny en 1818 et la ligne de défense pour lutter contre les déserteurs et les brigands. C'est lui qui demanda le changement du nom du corps géorgien en corps caucasien. L'image de son collaborateur, le général Véliaminov, s'inscrivait dans la même veine : « Il y avait en lui du philosophe du XVIIIe et en même temps du pacha »¹³⁸. Pendant plus de vingt ans, il ne connut que le bivouac du Caucase. Il était solitaire et endurci. Les Montagnards l'avaient surnommé « le général jaune ». Il « s'entourait d'un prestige de terreur et d'épouvante, source de toute force en Asie »¹³⁹.

Des non-Russes, comme de valeureux guerriers géorgiens ou circassiens, contribuèrent également à la renommée des Caucasiens. L'on trouve pourtant à leur égard des remarques péjoratives révélatrices de la condescendance dont ils faisaient l'objet : lors de la campagne de 1845, un premier assaut dans le Handjémir révéla la bravoure des Géorgiens.

« Beaucoup même la poussent à la stupidité (...). Rien n'est plus pittoresque, plus mâle, plus guerrier et plus sauvage en même temps que cette troupe de Géorgiens »¹⁴⁰.

Après la révolte décembriste et les guerres de 1828, le commandement changea de nature au Caucase. Paskiévitich, remplaçant Ermolov, critiquait la politique de son prédécesseur :

« L'orientation de notre politique et de nos relations avec [les Montagnards] était erronée. La cruauté décuplait en particulier leur haine et les poussait à la vengeance ; le manque de fermeté, l'indécision sur un plan général révélaient notre faiblesse ou notre insuffisante force »¹⁴¹.

Mais la politique resta la même et les « Caucasiens » perdurèrent. Ils étaient porteurs d'un imaginaire colonial fort, qui contribua à créer le mythe moderne de la présence russe au Caucase. Ils renvoyaient une image à la fois romanesque et flatteuse de l'armée russe, décalée

¹³⁷ KOTZEBÜE (Maurice de), op. cit., p. 70-71.

¹³⁸ BENKENDORF (Constantin de), op. cit., p. 79.

¹³⁹ Ibid.

¹⁴⁰ Ibid., p. 54.

¹⁴¹ Cité par HELLER (Michel), op. cit., p. 738.

de la réalité : cette armée comptait de nombreux déserteurs et subissait des échecs répétés sur le terrain¹⁴². Le Caucasiens, soldat qui empruntait à l'Asie sa brutalité et son indiscipline, était mal perçu à Saint-Pétersbourg. En 1856, alors que la guerre contre les Montagnards n'en finissait pas, A. I. Baryatinski fut nommé vice-roi du Caucase. Il s'appuya sur Milioutine qui appliqua ses méthodes de commandement en supprimant les pires abus, en responsabilisant les officiers subalternes. Il leur dispensa une formation générale avec des cours de grammaire, d'arithmétique, de gymnastique, et d'usage des nouvelles armes, montrant sa volonté de réformer et de « civiliser » les troupes caucasiennes. La défaite de Chamil en 1859 semblait cautionner ses méthodes.

À travers l'expérience militaire, le regard russe sur le Caucase se chargea de plus d'un paradoxe : considéré comme un espace inquiétant et hostile - associé aux Montagnes et Montagnards - le Caucase exerça une réelle fascination sur ceux qui y servirent. Leurs récits témoignent de la place importante que cette expérience occupa dans leur vie et dans celle de leur patrie. Ce territoire « asiatique » de l'empire symbolisait un Orient viril et martial. Le contact avec des peuples et une nature considérés comme « primitifs » commanda deux types de réactions : dans un premier temps la conscience de la supériorité de la civilisation russe - qui s'affirmait également vis-à-vis des peuples chrétiens de la région - et dans un deuxième temps l'acceptation d'une influence du milieu et des mœurs locales sur les Russes. Des qualités caucasiennes - l'indépendance, le courage, la symbiose avec la nature - émergent de cette littérature de témoignage. Elles sont la face lumineuse des éléments caucasiens repoussants, comme la cruauté, la perfidie ou l'austérité. Au Caucase, l'homme confronté au chaos et à l'adversité, apprenait à s'endurcir et retrouvait des valeurs simples et éternelles. Le soldat russe avait conscience d'y devenir asiatique, c'est-à-dire impitoyable, courageux et fataliste. Bien qu'officiellement désavoué, il devint le symbole populaire de la présence russe en Orient. Il inspira notamment les plus grands écrivains : Pouchkine citait les noms d'Ermolov et Tsitsianov dans ses vers patriotiques ; Lermontov, dans un *Héros de notre temps*, popularisa le type du jeune officier caucasien des années 1830, en *bourka* avec ses cartouchières niellées, un poignard à la main, vivant en circassien, son fusil sur le dos, dormant à la belle étoile. Tolstoï dans *Hadji Mourad* montrait la face sombre de ces faux héros de la guerre coloniale en dénonçant la mort d'un général pour avoir voulu « anéantir » les Tchétchènes. Les officiers continuaient à croire à la « fiction d'une bataille à l'arme blanche » alors qu'il s'agissait d'une guérilla. Nul combat « homérique » ne pouvait attendre le soldat russe au Caucase¹⁴³.

YVAN LECLÈRE

¹⁴² Ses succès contre les armées persanes et ottomanes contribuèrent à lui donner l'image d'un « corps d'élite ».

¹⁴³ TOLSTOÏ (Léon), *Hadji Mourad*, traduit du russe par Alexandre V. Soloviev et Georges Haldas, Genève, Édito-Service, 1962, p. 33-35 et 48.

Cela fait maintenant plus de quatre ans que j'ai commencé à m'intéresser aux pays baltes et aux vieux-croyants¹⁴⁴. Ces derniers sont issus d'un schisme - *raskol* - survenu au sein de l'Église orthodoxe russe au milieu du XVIIe siècle après l'introduction de réformes liturgiques par le patriarche Nikon (dont la plus célèbre concerne le signe de croix avec trois doigts et non plus deux)¹⁴⁵.

Attachés à la tradition proprement russe, les opposants à ces changements furent excommuniés en 1666 et persécutés. Nombreux furent ceux qui fuirent vers les périphéries de l'empire ou l'étranger. Ainsi sont apparues dès la fin du XVIIe siècle les premières communautés du *raskol* sur les territoires baltes, c'est-à-dire en Livonie - sous domination suédoise - et en Lituanie. Les nobles polonais et allemands qui accueillirent les fuyards étaient très intéressés par cet apport de main-d'œuvre rurale après les ravages des guerres et des épidémies. L'intégration de ces provinces à l'Empire russe au cours du XVIIIe siècle n'interrompt pas le mouvement de migration, la noblesse locale soucieuse de ses intérêts économiques et de ses libertés continuant à offrir une certaine protection contre les autorités centrales. Au début des années 1860, les communautés baltes du *raskol* représentent un volume d'au moins 70 000 fidèles ; cette périphérie occidentale de l'empire est alors l'une des provinces où la concentration de schismatiques est la plus forte.

Jusqu'à la fin du règne de Nicolas Ier, la relation des vieux-croyants baltes au pouvoir tsariste est caractérisée par une forte hostilité¹⁴⁶ et un lourd contentieux (traditionnellement le tsar est assimilé à l'Antéchrist ou à son serviteur). Cependant, la seconde moitié du siècle est marquée par un spectaculaire rapprochement, et l'intégration des schismatiques dans la communauté nationale russe. Cette intégration et la diffusion du sentiment national russe parmi les vieux-croyants constituent le thème directeur de mes recherches pour le doctorat.

Le rapprochement entre les persécutés et le bourreau devient manifeste à partir du règne d'Alexandre II, et surtout à partir de l'insurrection lituano-polonaise de 1863, à la répression de laquelle les vieux-croyants participent activement dans l'ensemble du gouvernement général de Vilnius, qui correspond alors à la Lituanie, à l'est de la Lettonie (qu'on appelle Latgale) et à une partie de la Biélorussie. Cette prise de parti au cours du soulèvement a conduit à une redéfinition radicale des relations sociales : les anciens protecteurs (les nobles polonais) sont devenus les nouveaux ennemis et l'ancien bourreau (le tsar) l'objet d'un dévouement extrême. Comment expliquer cette inversion brutale et soudaine des rôles ?

¹⁴⁴ LECLÈRE (Yvan), « Les vieux-croyants dans l'Estonie de l'entre-deux-guerres (1920-1939) », Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin, printemps 2002, no 13, p. 73-85 [résumé de maîtrise]

¹⁴⁵ PASCAL (Pierre), *Avvakum et les débuts du raskol*, Paris, Mouton, 1969 (1938, 1re éd.), et MICHELS (G. B.), *At War with the Church: Religious Dissent in Seventeenth-Century Russia*, Stanford, Stanford U. P., 1999.

¹⁴⁶ ZHILKO (A.), MEKSHS (E.), « Staroobradchestvo v Latvii. Vchera i sevodnja », Revue des études slaves, 1991, t. 69, fascicule 1-2, numéro spécial « Vieux-croyants et sectes russes du XVIIe siècle à nos jours » sous la direction de M. Niqueux, p. 73-88.

Ce renversement intrigue encore aujourd'hui les historiens, qui peinent à l'expliquer, se contentant généralement de reprendre soit la thèse des populistes Herzen et Ogarev, c'est-à-dire celle de la manipulation (« jacquerie » des paysans vieux-croyants contre les nobles polonais organisée par les autorités tsaristes), soit la thèse de fonctionnaires tsaristes de l'époque qui voyaient dans l'engagement des vieux-croyants l'expression naturelle de leurs racines russes. Ces thèses ont été certes « modernisées », les historiens soviétiques ont montré la lente dégradation des relations entre paysans vieux-croyants et propriétaires fonciers polonais au cours du XIXe siècle et, quant à la seconde hypothèse, on pourrait parler du résultat de la diffusion du sentiment national parmi les dissidents religieux, de la « naissance d'une nation » russe.

La lecture des documents contenus dans les archives du gouvernement général de Vilnius¹⁴⁷ (rapports de fonctionnaires, notes prises par le gouverneur général Mouraviev, et prières émanant des communautés vieilles-croyantes) permet d'apporter un nouveau regard sur l'engagement des *raskolniki* contre les insurgés lituaniens et polonais, ses mécanismes et ses motivations. A-t-on affaire à une jacquerie qu'on serait tenté de qualifier de « classique », c'est-à-dire à un conflit opposant avant tout des paysans à des nobles ? Ou assiste-t-on à un mouvement plus « moderne », national ? L'année 1863 marquerait-elle l'effacement des clivages religieux anciens au profit des sentiments nationaux, la réconciliation et la fusion des vieux-croyants et des orthodoxes au sein d'une même communauté nationale russe ? 1863, naissance d'une nation ?

Pour bien comprendre ce qui s'est passé en 1863, il est nécessaire tout d'abord de saisir l'état des relations entretenues par les vieux-croyants avec le pouvoir tsariste et avec les nobles lituano-polonais à la veille de l'insurrection, puis de se faire une idée bien précise de la trame des événements, avant d'étudier les représentations qu'ils ont engendrées.

Prémices d'une explosion

Le développement des antagonismes sociaux entre paysans vieux-croyants et propriétaires fonciers polonais, l'asservissement progressif d'une grande partie des *raskolniki* réfugiés depuis le XVIIIe siècle, alors que ces derniers cherchaient à fuir autant le servage que les persécutions religieuses, tout cela a déjà été démontré par les historiens soviétiques¹⁴⁸. Par contre on a jusqu'à aujourd'hui assez peu insisté sur les conséquences concrètes de cette dégradation, c'est-à-dire sur la diffusion de comportements violents et d'une réelle agitation parmi les schismatiques à la veille de l'insurrection lituano-polonaise.

Les vieux-croyants fuient autant le servage que le tsar antéchrist, ce qui fait d'eux non seulement une dissidence religieuse, mais aussi une force de contestation sociale et politique, un danger potentiel pour l'ordre existant. Cette réalité est aussi bien comprise par les comités secrets aux affaires du raskol constitués par Nicolas Ier, qui ont rassemblé une grande quantité

¹⁴⁷ Archives historiques d'État de Lituanie, Vilnius (plus loin AHEL), fonds 378.

¹⁴⁸ KOCIEVSKIJ (A. S.), « Zakreposhchenie krest'jan-starooobradcev Belorussii v konce XVIII-nachale XIX v. », Voprosy agrarnoj istorii centra i severo-zapada RSFSR, 1972, p. 115-122.

d'informations sur les schismatiques, que par les populistes de Londres Herzen et surtout Ogarev qui, au début des années 1860, cherchent à gagner le soutien des vieux-croyants pour un éventuel renversement du régime tsariste¹⁴⁹.

Cependant ce danger potentiel que représentait le raskol pour l'ordre en place aux yeux des fonctionnaires et des populistes ne semble pas avoir été compris par les vieux-croyants eux-mêmes. Les tentatives d'Herzen et Ogarev d'associer les schismatiques à leur entreprise ont rencontré très peu de succès dans l'empire et aucun dans le gouvernement général de Vilnius. L'idée révolutionnaire intéressait assez peu les *raskolniki*. Chez eux le rejet du servage ne semble pas avoir abouti à la formation d'un projet politique, révolutionnaire.

En fait, comme le montrent des recherches récentes, le mécontentement à l'égard des propriétaires nobles qui tendaient à les asservir s'est surtout traduit parmi les vieux-croyants par une forte criminalité : pendant la première moitié du XIXe siècle, au moins la moitié des bandits de grand chemin du gouvernement général de Vilnius sont issus du raskol, alors que les communautés ne représentent qu'une infime minorité, peut-être 1 %, de la population de la région¹⁵⁰. Ce banditisme se consacre essentiellement au pillage des manoirs nobles et des églises catholiques, les vols se faisant le plus souvent en présence des propriétaires, à main armée, et à visage découvert : on a affaire à une criminalité particulièrement brutale, signe de l'ampleur de la dégradation des relations entre les vieux-croyants et leurs anciens protecteurs nobles, vers qui la violence propre au raskol est déjà orientée avant même le soulèvement de 1863. Ce fait est assez peu présent à l'esprit des fonctionnaires tsaristes et des populistes, qui pensent que c'est le tsar qui serait la première cible d'une éventuelle révolte des vieux-croyants.

Or au début des années 1860 Alexandre II suscite plus l'enthousiasme et l'espoir que la haine parmi les vieux-croyants : la politique à l'égard du raskol est assouplie et le servage aboli. Les comités secrets pour la répression du schisme sont dissous. Les grandes campagnes de conversions forcées et de fermetures de lieux de culte prennent fin.

L'expression « tsar libérateur » a un sens très concret pour 4 000 vieux-croyants de Latgale qui sous Nicolas Ier avaient été enrôlés de force dans une colonie militaire de type Arakcheev près de la ville de Dinabourg et convertis sous la contrainte à l'orthodoxie : la colonie est dissoute en 1856, et les conversions sont reconnues comme non valides par le ministre de l'Intérieur Valuev en 1861¹⁵¹, les paysans pouvant revenir à la Vieille Foi sans que cela entraîne de sanctions judiciaires.

Le développement d'un antagonisme parfois violent entre les vieux-croyants et leurs anciens protecteurs nobles d'un côté et le surgissement d'un « tsar libérateur » de l'autre forment donc un arrière-plan qui nous aide à mieux comprendre les événements de 1863.

¹⁴⁹ MERVAUD (M.), « Une alliance ambiguë : Herzen, Ogarev et les vieux-croyants », *Revue des études slaves*, 1991, t. 69, fascicule 1-2, p. 119-134.

¹⁵⁰ PRASPALIAUSKIENĖ (R.), *Nereikalingi ir pavojingi : XVIII a. pabaigos-XIX a. pirmosios pusės elgetos, valkatos ir plėšikai Lietuvoje*, Vilnius, Žara, 2000, p. 90.

¹⁵¹ AHÉL, f. 378, section des affaires générales, année 1864, dossier 248, p. 125-137.

La pierre d'achoppement

Dès le début de l'année 1863 les nationalistes polonais et lituaniens lancent des actions armées en Pologne et en Lituanie. Cependant leur mouvement n'aboutit pas à la formation d'une véritable armée : l'armée russe n'a affaire qu'à des bandes plus ou moins nombreuses qui harcèlent les représentants de l'autorité tsariste et parfois s'adonnent au pillage de communautés paysannes restées à l'écart du soulèvement - d'ailleurs dans l'ensemble la base populaire de la rébellion est restreinte.

L'extension du soulèvement au gouvernement de Vitebsk et en particulier à la Latgale (Lettonie orientale) est prévue par les insurgés pour le printemps : le 14 avril, une bande dirigée par le comte Plater attaque dans la forêt un convoi d'armes qui se dirige vers la forteresse de Dinabourg et s'empare du chargement. Ce coup doit permettre l'embrasement de la région. Mais c'est compter sans les vieux-croyants des environs de Dinabourg qui s'attaquent à leur tour à la bande de Plater, pour livrer ensuite les insurgés à la forteresse de Dinabourg et restituer les armes. Cette intervention fait complètement échouer le plan des rebelles.

Les *raskolniki* ne se contentent pas de cette action d'éclat, et se mettent à arrêter de leur propre chef des nobles polonais suspects de complicité avec les rebelles ; les paysans des environs, quelle que soit leur confession religieuse, suivent leur exemple et s'attaquent à plusieurs dizaines de manoirs nobles qu'ils pillent après en avoir arrêté les propriétaires polonais¹⁵². Le travail des champs est complètement déserté dans le district de Dinabourg au profit de la chasse aux rebelles, plus motivante. En mai, cette jacquerie patriotique s'étend aux paysans orthodoxes du gouvernement de Mogilev. Ainsi se réalise un scénario que n'avaient prévu ni les insurgés ni les autorités : les campagnes s'embrasent en faveur du pouvoir russe.

Les populistes comme Herzen et Ogarev ont parlé à propos de ce mouvement paysan d'une « jacquerie organisée par le haut » : les autorités locales auraient demandé aux vieux-croyants leur secours après l'attaque du convoi d'armes et les auraient incités à se soulever contre la noblesse polonaise, en répandant des rumeurs effrayantes au sujet des intentions des insurgés à l'égard des populations russes. Cette thèse de la manipulation a été reprise par les nobles polonais qui ont pu rédiger leurs souvenirs à propos des événements survenus en Latgale¹⁵³.

Cependant un document contredit cette thèse : il s'agit d'une lettre rédigée par des vieux-croyants qui ont participé au mouvement et qui demandent à Mouraviev la mise aux arrêts de certains nobles. Ils n'évoquent nulle part un appel au secours lancé par les autorités locales le 14 avril 1863 : ils se sont rassemblés après la nouvelle de l'attaque du convoi d'armes et ont ensuite décidé de leur propre chef de poursuivre les rebelles. Leur action semble avoir été spontanée, sans intervention initiale des autorités russes.

Pour mieux comprendre cette réaction subite des *raskolniki*, il vaudrait mieux recadrer l'événement dans son contexte plutôt que d'évoquer une imaginaire manipulation. Tout

¹⁵² BREZHGO (B. P.), *Ocherki po istorii krest'jankikh dvizhenij v Latgalii, 1577-1907*, Riga, Akademija Nauk Latvijas SSR, 1956, p. 114-117.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 115-116.

d'abord, en 1863, le 14 avril tomba un dimanche, et pas n'importe quel dimanche, puisqu'il s'agissait de la fin de la seconde octave pascale : le long et rigoureux Carême venait récemment de s'achever, la communauté vieille-croyante du district de Dinabourg était donc en pleine période festive, réunie au grand complet chaque dimanche pour fêter la Résurrection du Christ, la victoire sur la mort, sur l'Adversaire... D'autre part il s'agit des *raskolniki* de la colonie militaire abolie en 1856 : ils vouent une affection toute particulière au tsar libérateur Alexandre II qui les a affranchis du double joug de l'armée et de l'Église orthodoxe. Contre ce tsar adulé une partie de la noblesse polonaise locale se soulève, et la bande des rebelles est dirigée par le comte Plater, nom honni qui à lui seul symbolise la dégradation des relations entre vieux-croyants et propriétaires fonciers polonais au cours du XIXe siècle (les vieux-croyants du district de Dinabourg ont été enrôlés de force dans la colonie militaire après s'être révoltés contre un Plater). Et grâce à l'art militaire appris au temps de la colonie, les *raskolniki* pouvaient aisément montrer leur reconnaissance au tsar libérateur et prendre leur revanche sur le passé. Nul n'est besoin d'évoquer une manipulation pour expliquer la « jacquerie ».

D'ailleurs l'irréalité de la manipulation est démontrée par la réaction des autorités tsaristes elles-mêmes, plus effrayées qu'enthousiasmées par la révolte populaire. Les premiers rapports de gendarmerie qui arrivent à Saint-Petersbourg font complètement abstraction de la motivation patriotique qui anime la jacquerie, ne font pas le lien avec l'épisode du convoi d'armes, et ne décrivent que l'attaque et le pillage de manoirs par les paysans, dont les nobles polonais seraient les victimes innocentes¹⁵⁴. Si le ministère des Propriétés de l'État rétablit rapidement la vérité sur les faits, la méfiance n'en demeure pas moins. Le tsar lui-même craint une jacquerie patriotique sanglante à l'exemple de celle qui a ravagé la Galicie autrichienne en 1846 (dans le contexte, là aussi, d'un soulèvement polonais)¹⁵⁵.

Afin de canaliser le mouvement sans le réprimer de manière violente, le gouvernement édicte le 22 avril 1863 les règles pour la constitution de milices rurales dans les gouvernements du Nord-Ouest : le recrutement est laissé à la charge des communautés paysannes, et les troupes d'une centaine d'hommes au maximum chacune doivent être dirigées par un sous-officier militaire, se consacrer essentiellement à la protection des villages ou de lieux précis (routes, ponts...) contre les attaques rebelles, et arrêter des suspects seulement en cas d'ordres précis¹⁵⁶.

Les milices paysannes remportent un certain succès dans le gouvernement général de Vilnius - en particulier dans ses parties biélorusse et lettonne - et fournissent un appoint non négligeable aux troupes russes. Des paysans de toutes les confessions y ont été enrôlés, mais les vieux-croyants, pourtant à l'origine de la « jacquerie » de Dinabourg, se sont plutôt tenus à l'écart de cette institution. Les communautés vieilles-croyantes se sont mobilisées contre les rebelles, mais dans un cadre spécifique, à part.

Dès le mois de mai 1863, des représentants des communautés vieilles-croyantes de Latgale et du nord-est de la Lituanie proposent au gouverneur général Mouraviev de constituer des

¹⁵⁴ Archives historiques d'État de la Fédération de Russie (Saint-Petersbourg), fonds 109, première section, année 1863, dossier 23, 90e partie, p. 111.

¹⁵⁵ À ce sujet on peut consulter l'article de DOLBILOV (M.), « Kul'turnaja idioma vozrozhdenija Rossii kak faktor imperskoj politiki v Severo-Zapadnom krae v 1863-1865 gg. », *Ab Imperio*, 2001, no 1-2.

¹⁵⁶ BREZHGO (B. P.), *op. cit.*, p. 118.]

milices à cheval sur le modèle cosaque (très populaire parmi les vieux-croyants, la Vieille Foi étant très répandue parmi les cosaques du Don). Le recrutement de ces milices « cosaques » (*sotni*) n'a pas été pris en main par les communautés (*obshchestva*) paysannes reconnues par l'État, mais par les communautés religieuses vieilles-croyantes et leurs cadres, qui n'avaient aucun statut officiel. En tout quatre milices d'une centaine d'hommes chacune, dirigées par des vrais cosaques du Don (vieux-croyants) désignés par le commandement militaire russe, ont été constituées, et chargées essentiellement de la garde des voies ferrées. Elles ont servi au moins jusqu'au printemps 1864¹⁵⁷.

Même pour les *raskolniki* qui ne vivent pas au sein d'importantes communautés de coreligionnaires, là aussi on note une préférence pour l'action en dehors des milices constituées par les communautés paysannes, un certain refus de se mêler à ceux qui ne confessent pas la Vieille Foi : dans ce cas, l'enrôlement dans les auxiliaires de l'armée (messagers, éclaireurs...) prévaut sur la participation aux milices rurales.

Cette incapacité à se mêler aux paysans catholiques, luthériens ou orthodoxes révèle la primauté persistante des clivages religieux sur les clivages sociaux (on n'a pas de véritable communion paysanne face aux nobles de la rébellion) et nationaux (les paysans orthodoxes et vieux-croyants ne combattent pas ensemble malgré leur identité russe commune), même au plus fort du soulèvement lituano-polonais. L'engagement des *raskolniki* aux côtés du pouvoir tsariste ne correspond donc véritablement ni à une « jacquerie », ni à une « lutte nationale ». Ce n'est pas une vraie jacquerie parce que les vieux-croyants de Latgale qui ont lancé le mouvement sont des paysans d'État dépendant directement du fisc (ils n'ont aucun rapport de dépendance envers un propriétaire foncier noble), et que la solidarité inter-confessionnelle entre paysans est restée embryonnaire. Ce n'est pas non plus une lutte nationale car le sentiment d'appartenir à une communauté russe qui dépasse les clivages religieux est quasiment inexistant : la constante volonté de faire « bande à part », ainsi que l'extrême rareté des mentions à l'identité russe dans les lettres adressées aux autorités, le montrent.

Ce qui motive avant tout l'engagement des vieux-croyants, c'est le dévouement au tsar libérateur, dévouement quasiment mystique, aux dimensions millénaristes, car la montée sur le trône d'un tsar bon qui tranche avec la succession des antéchrists annonce les débuts d'une ère résolument nouvelle. L'élément moteur, c'est la légitimité dynastique, bien plus que la « conscience de classe » ou la « conscience nationale ». Mais les autres acteurs du drame, les insurgés tout comme les représentants de l'autorité tsariste, se révèlent incapables de comprendre cette réalité dans leur interprétation des événements.

Eux et nous

L'atmosphère de la guerre civile pousse en effet à l'élaboration de schémas d'interprétation assez simples, binaires, opposant deux camps bien définis, les rebelles plutôt polonais et les Russes, ces schémas supposant la présence d'un sentiment national fort parmi les vieux-croyants.

¹⁵⁷ AHÉL, fonds 378, section des affaires générales, année 1863, dossier 1393.

Les pratiques des rebelles à l'égard des vieux-croyants et des orthodoxes à partir du printemps 1863 semblent indiquer que les insurgés ont le sentiment d'avoir affaire à une communauté russe unie, à une nation ennemie. Les nobles polonais qui ont écrit leurs souvenirs au sujet des événements de Latgale ne se sont pas vraiment posé la question de la motivation des vieux-croyants, car cela leur semblait relever de l'évidence : des fonctionnaires russes sont venus chercher l'aide des *raskolniki*, et ces derniers ont répondu à l'appel parce qu'ils étaient russes.

À l'époque du soulèvement, les représailles exercées par les rebelles à l'égard des villages vieux-croyants et orthodoxes révèlent une hostilité croissante à l'égard de tout ce qui représente sur place la nation russe colonisatrice : on coupe la barbe des popes (symbole des traditions orientales), on pend des paysans orthodoxes ou vieux-croyants accusés de collaboration avec l'armée russe. L'exemple le plus célèbre concerne le village lituanien d'Ibenai, dans les environs duquel était installé un hameau de vieux-croyants : dans la nuit du 6 au 7 août 1863, une bande rebelle pend tous les habitants mâles en âge de combattre (onze hommes en tout)¹⁵⁸.

Les pendaisons de « collaborateurs » s'inscrivent dans une entreprise plus large d'expulsion de la population rurale russophone, à l'aide de menaces et d'intimidations, ou avec des moyens plus légaux comme la rupture des baux. En effet, en 1863, environ cinq mille familles de vieux-croyants et d'orthodoxes du Nord-Ouest louent à bail (en *arend*) des terres à des nobles lituano-polonais, on les appelle des *arendatory*. Grande est la tentation pour ces nobles, s'ils soutiennent le soulèvement, de rompre les contrats et d'expulser les *arendatory* russes. Il est difficile d'évaluer l'ampleur du phénomène : le gouverneur général a été averti de plusieurs centaines de cas, mais les autorités de districts ont pu en traiter d'autres. Dès juin 1863, le gouverneur général de Vilnius Mouraviev interdit ces expulsions et impose même le prolongement des baux des *arendatory* orthodoxes et vieux-croyants si ces baux arrivent à terme. Cependant cette mesure est impuissante à empêcher les manœuvres d'intimidation et de harcèlement menées par les bandes insurgées contre les hameaux russophones isolés. Dès le mois d'août 1863, les autorités militaires ont dû organiser le relogement d'une cinquantaine de familles sur des terres de l'État¹⁵⁹.

Cette tentative d'expulsion massive pousse le pouvoir tsariste à percevoir à son tour les vieux-croyants comme appartenant aux « Nôtres », à la communauté russe.

Car avant que ce mouvement d'expulsions ne devienne manifeste, le dévouement des vieux-croyants du Nord-Ouest au tsar est très peu évoqué par les ministres et les autorités locales, comme le montre le journal tenu par le ministre de l'Intérieur Valuev. De Saint-Pétersbourg le dévouement verbal des marchands moscovites du raskol¹⁶⁰ - qui ne coûte pourtant aucune goutte de sang de la part de ces derniers - est plus visible car les marchands en question se rendent auprès du tsar en avril et savent se faire voir, tandis qu'à propos des paysans vieux-croyants du district de Dinabourg qui se soulèvent contre les nobles polonais, parfois au prix

¹⁵⁸ KVIKLYS (B.) (dir.), *Mūsų Lietuva : Krašto vietovių istoriniai, geografiniai, etnografiniai bruožai*, Boston, Lietuvos enciklopedijos leidykla, 1964, t. 2, p. 357-358.

¹⁵⁹ AHÉL, fonds 378, section des affaires générales, année 1863, dossier 1795.

¹⁶⁰ VALUEV (P. A.), *Dnevnik P. A. Valueva, ministra vnutrennikh del*, Moscou, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1961, t. 1, p. 219.

de leur vie, on parle plus d'un soulèvement paysan, d'une « jacquerie » en faveur du tsar libérateur qui a aboli le servage, que d'un soulèvement spécifiquement vieux-croyant.

Ce n'est qu'avec les premières mesures prises contre les expulsions d'*arendatory* que l'on commence à célébrer le dévouement vieux-croyant dans les gouvernements du Nord-Ouest. Dans ses lettres au tsar et au ministre de l'Intérieur, le gouverneur général de Vilnius Mouraviev fait d'eux les meilleurs représentants de la *narodnost'* russe dans la région, car ils ont su conserver pendant plusieurs siècles leurs traditions malgré leur isolement dans un environnement catholique¹⁶¹. Ils constituent un rempart contre les influences polonaises et latines, et sont très attachés à leur identité nationale ; ce sont des membres à part entière de la communauté russe. D'ailleurs Mouraviev préfère utiliser à leur propos non pas le mot « *raskolniki* » (schismatiques) - terme officiel qui souligne la séparation entre orthodoxes et vieux-croyants - mais l'expression plus positive de « *starovery* » (vieux-croyants) ou de « *staroobryadcy* » (vieux-ritualistes), qui insiste sur leur attachement à l'ancienne tradition russe, et donc leur appartenance à la communauté nationale russe.

Mais chez les vieux-croyants ce sentiment d'appartenir à la communauté nationale russe est encore très faible en 1863. Comme le montrent les requêtes qu'ils adressent au tsar et au gouverneur général¹⁶², ils ont la vision d'un empire non pas multinational mais multireligieux, les clivages qui le traversent sont avant tout confessionnels, et le seul ciment d'unité est le dévouement à l'empereur, et plus particulièrement la prière que chaque sujet récite selon ses propres rites à l'intention du tsar. L'autre grand clivage évoqué est celui qui oppose les sujets fidèles au tsar libérateur et les rebelles, partage en deux camps qui s'opère en fonction de valeurs judiciaires (on implore ou célèbre la Justice de l'empereur et du gouverneur général) et non pas nationales. Les vieux-croyants sont bien plus dévoués à leur souverain et à leur foi qu'à leur nation, c'est la légitimité dynastique qui domine dans leur esprit, et non le sentiment russe.

Ce décalage entre le discours officiel et l'état d'esprit des *raskolniki* du gouvernement général de Vilnius se manifeste à partir du début de l'année 1864 par la multiplication des maisons de prière ainsi que par un nouvel essor du banditisme vieux-croyant qui profite du désordre ambiant¹⁶³ (la distinction entre chasse aux rebelles et pillage n'est pas toujours bien nette). Depuis le règne de Nicolas Ier il est interdit aux schismatiques de construire ou réparer des maisons de prière, à moins d'obtenir l'autorisation de l'empereur, mais en 1863 l'impression d'une réconciliation définitive avec ce dernier incite les vieux-croyants à se passer de cette autorisation formelle, et les maisons de prière commencent à fleurir à travers les provinces du Nord-Ouest. Malgré l'étiquette « Russes » qu'on tente de leur imposer, les vieux-croyants demeurent des vieux-croyants et se comportent comme tels - schismatiques... et bandits.

¹⁶¹ DOLBILOV (M.), op. cit.

¹⁶² AHEL, f. 378, section des affaires générales, année 1864, dossier 248.

¹⁶³ AHEL, f. 378, section des affaires générales, année 1867, dossier 279.

Conclusion

En 1863, les vieux-croyants ne sont donc pas encore des Russes, dans le sens où ils n'ont pas véritablement le sentiment d'appartenir à une communauté nationale qui transcende les clivages religieux. Il est prématuré de parler d'une « naissance » de la nation russe pendant le soulèvement lituano-polonais, car parmi les paysans du raskol ce sont encore l'identité confessionnelle et la légitimité dynastique qui prévalent sur l'appartenance nationale. En 1863 le sentiment national n'est réellement présent qu'au niveau des élites, de la noblesse polonaise et des fonctionnaires russes qui administrent le gouvernement général de Vilnius. La diffusion dans des strates plus larges de la société ne s'est pas encore faite.

La situation est même paradoxale, car l'historiographie a l'habitude d'opposer une société civile au sein de laquelle le sentiment national tend à se développer et un pouvoir central russe qui répugne à le promouvoir car trop attaché au statu quo et au caractère multinational de l'empire. Dans les provinces du Nord-Ouest de 1863 c'est l'inverse : les autorités tsaristes et notamment le gouverneur général Mouraviev font la promotion de l'identité nationale russe alors qu'elle n'existe pas encore dans la conscience des vieux-croyants.

En fait les fonctionnaires russes n'ont pas vraiment le choix dans le gouvernement général de Vilnius : le fait vieux-croyant n'est pas reconnu par les lois de l'empire (on ne parle que de schismatiques et ceux-ci n'obtiennent l'ensemble des droits civils qu'en 1905), et surtout les communautés du raskol (organisées autour de maisons de prière souvent clandestines et de *nastavniki* tout aussi clandestins) n'ont aucune existence officielle, il est donc hors de question de s'appuyer sur elles. Il vaut mieux promouvoir l'identité nationale russe que de reconnaître le particularisme vieux-croyant, et c'est ce que le pouvoir russe s'applique à faire à partir de 1863 à travers son programme de russification. À partir de 1863, les gouvernements du Nord-Ouest deviennent un laboratoire pour la promotion par les autorités du sentiment national russe parmi les populations russophones, fait encore trop peu mis en valeur par les historiens.

MICHEL TISSIER

Après plusieurs décennies de répression des mouvements d'opposition au régime autocratique, la révolution russe de 1905 est le moment d'une extraordinaire libération de la parole politique. Cette libération ne correspond pas seulement à la possibilité pour les divers

courants de l'opposition - libéraux, héritiers du populisme ou marxistes - d'exprimer leurs revendications à l'égard du pouvoir tsariste. Elle signifie aussi pour eux une occasion unique de s'adresser directement et à une large échelle à ces Russes que la société éduquée appelle « le peuple » (*narod*) et qui forment l'immense majorité de la population de l'empire.

La partie de l'élite culturelle russe engagée pour la transformation de la société, connue sous le nom d'« intelligentsia », considère en effet qu'elle a une mission supérieure : éduquer les masses¹⁶⁴. Cette ambition « pédagogique » n'est certes pas nouvelle : malgré leurs divergences de vue, les divers opposants à l'autocratie au début du XXe siècle tirent généralement leurs idées sur la nécessaire éducation du peuple de la vulgate populiste forgée dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Mais les concessions libérales obtenues du régime, et en premier lieu l'organisation des premières élections nationales dans l'empire, forment un contexte inédit pour l'ambition pédagogique de l'intelligentsia à destination du « peuple ». Dans les années 1905-1906, les brochures à destination du public le plus large possible prolifèrent, sur des thèmes aussi variés que la forme du régime politique, la question agraire, le mouvement ouvrier ou les problèmes nationaux. Ces brochures sont imprimées à des tirages inconnus jusque là. Elles sont diffusées dans l'empire, dans les provinces centrales surtout, par des éditeurs souvent liés aux nouveaux mouvements politiques¹⁶⁵.

Dans cette mobilisation éditoriale à la faveur du contexte révolutionnaire, un thème manifeste particulièrement la volonté « pédagogique » des auteurs et des éditeurs russes à destination des masses : celui des libertés et des droits individuels¹⁶⁶. Cela correspond à l'importance prise par ce thème dans le discours politique de l'époque. La revendication des libertés et des droits individuels figure ainsi en bonne place, très souvent la première, dans les programmes des nouveaux partis politiques au moment de la campagne pour les élections à la première Douma d'empire. Les brochures sur les droits individuels se caractérisent par l'usage d'un langage spécialisé, parfois technique, y compris quand elles s'adressent au public le moins éduqué. Le vocabulaire que la société éduquée russe utilise pour revendiquer les libertés

¹⁶⁴ L'opposition entre ces catégories est précisée et nuancée par les contributions d'Abbott Gleason, William G. Wagner et Charles E. Timberlake dans CLOWES (Edith W.), KASSOW (Samuel D.), WEST (James L.) (ed.), *Between Tsar and People. Educated Society and the Quest for Public Identity in Late Imperial Russia*, Princeton, Princeton University Press, 1991. La relation de cette partie de l'élite avec les paysans et son interprétation par l'historiographie de la période impériale sont analysées dans BURBANK (Jane), INGERFLOM (Claudio), « Paysans et intellectuels en Russie », *Études rurales*, 1999, no 149-150, p. 173-180 (entretien), ainsi que dans BURBANK (Jane), « Litiges civils et société dans la Russie rurale des années 1905-1917 », *Genèses*, 2003, no 50, p. 24-25.

¹⁶⁵ L'édition d'ouvrages politiques au sens large pendant la période révolutionnaire fait l'objet d'estimations chiffrées dans RUBAKIN (N.), « Knižnyj priliv i knižnyj otliv » [Le flux et le reflux des livres], *Sovremennyj mir*, 1909, no 12, 2e section, p. 3-4 : il souligne la part prise par les brochures au détriment des livres plus épais, et il estime que sur la période 1905-1907, l'impression de titres politico-économiques atteignait environ 70 millions d'exemplaires par an, ce qui équivaut à l'ensemble des titres imprimés en 1901, tous domaines confondus. Voir aussi le commentaire de LÛBLINSKIJ (S.B.), *Knižnoe delo v gody pervoj russkoj revolûcii (1905-1907 godov)* [L'édition dans les années de la première révolution russe (1905-1907)], Moscou, Kniga, 1974, p. 9. Le boom de la presse périodique est parallèlement étudié par FERENCZI (Caspar), « Freedom of the Press under the Old Regime, 1905-1914 », in CRISP (Olga), EDMONDSON (Linda), (ed.), *Civil Rights in Imperial Russia*, Oxford, Clarendon Press, 1989, p. 195 et 205.

¹⁶⁶ Voir TISSIER (Michel), « Une nouvelle « marche au peuple » ? La pédagogie des droits civils en Russie (1905-1906) », DEA d'histoire sous la direction de Serge Berstein, Institut d'études politiques de Paris, 1998.

individuelles (« inviolabilité de la personne », « liberté de parole », « liberté de conscience », etc.) est ainsi diffusé auprès d'un public plus large. Dans les années 1905-1907 s'est donc constitué un corpus de textes plus ou moins faciles d'accès mêlant propagande politique et vulgarisation de notions juridiques, sur les libertés individuelles principalement. Est-ce un phénomène nouveau, propre au contexte révolutionnaire ? Dans son ampleur, cela ne fait aucun doute. Cependant, la recherche d'antécédents à cette littérature a permis de montrer qu'elle vient à la suite d'un genre déjà présent plusieurs années avant les événements révolutionnaires de 1905, c'est-à-dire avant que le thème des libertés et droits individuels ne s'impose dans le discours politique national. Dès la fin du XIX^e siècle, des auteurs et des éditeurs ont en effet entrepris de « vulgariser » le droit et les notions juridiques en général. Or ce premier courant de vulgarisation du droit semble s'être constitué sans lien explicite avec un projet politique précis.

Le présent article a donc pour but non seulement de décrire l'essor de la vulgarisation du droit au tournant du XX^e siècle, mais aussi de montrer comment ses enjeux intellectuels et politiques évoluent entre ce premier moment et l'époque de la première révolution russe. Il s'inscrit dans une recherche plus vaste sur le problème des libertés individuelles en Russie entre 1894 et 1917¹⁶⁷. Il s'agit notamment de comprendre quelle conception du droit sous-tend la promotion des libertés individuelles durant les années révolutionnaires et, plus généralement, de montrer comment le droit est mis au service de la contestation politique, par qui et avec quels résultats.

L'étude qui va suivre sur les débuts de la vulgarisation du droit au tournant du XX^e siècle abordera dans un premier temps les raisons de l'intérêt manifesté au sein de l'intelligentsia pour la question du droit. On présentera ensuite les différents acteurs de la vulgarisation du droit en montrant comment se structure un nouveau secteur de l'édition. Enfin, le commentaire des débats suscités par cette littérature permettra de montrer en quoi elle modifie le rôle attribué au droit dans une société russe travaillée par une contestation de plus en plus ouverte de l'autocratie.

Les années 1890 : enjeux de la question du droit dans une Russie en mutation

La Russie des années 1890 connaît une industrialisation à un rythme très soutenu, accroissant la mobilité de la population russe, contribuant à la création d'un marché national, bouleversant les catégories de la société d'ordres traditionnelle d'ancien régime. Aux transformations économiques et sociales, liées à l'essor du capitalisme et à l'expansion de la population dite « ouvrière », s'ajoutent des mutations d'ordre culturel. Les recherches historiques ont permis d'établir qu'à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, le taux d'alphabétisation de la population russe augmentait de manière significative, sous l'effet conjoint d'une offre scolaire en plein essor et d'une demande non moins croissante de formation élémentaire aussi bien en

¹⁶⁷ Ma thèse, en cours de rédaction sous la direction de Marie-Pierre Rey, est provisoirement intitulée : « Les libertés individuelles en Russie, 1894-1917. Propagande, vulgarisation juridique et usages du droit ».

ville qu'à la campagne¹⁶⁸. C'est dans le cadre de ces profondes transformations que se manifeste l'intérêt de l'opinion publique pour le droit et pour la place qu'il occupe dans la société russe.

Ces changements ont même contribué à renouveler le débat en la matière, alors que les réformes des années 1860 avaient d'abord placé au cœur de la discussion la relation entre la loi (*zakon*) et le droit coutumier (*obyčnoe pravo*). En effet, après la libération des serfs (1861) et la réforme du système judiciaire russe (1864), une séparation partielle avait été établie entre deux systèmes judiciaires. Il y avait d'un côté la justice des paysans, électeurs de leurs propres juges dans les tribunaux de canton (*volost'*) où ils avaient à connaître des litiges civils entre paysans du même canton, ainsi que de certaines affaires pénales mineures. Le reste de la population russe dépendait de tribunaux dont le fonctionnement était calqué sur les modèles français ou allemand. Ce choix avait été salué à l'origine par toute une partie de l'intelligentsia pour laquelle les particularités du monde paysan rendaient légitime une forme d'autonomie judiciaire dans les campagnes. Il fut pourtant progressivement remis en cause. En particulier, la pratique de ces tribunaux ruraux fut abondamment critiquée, au motif que les juges élus par les paysans étaient incompetents, et que leur corruption et leur inefficacité étaient notoires. Cette justice rurale était réputée avoir entraîné l'effet inverse du but recherché : affaiblir la « conscience juridique » du paysan au lieu de l'affermir¹⁶⁹.

C'est ainsi que le principe de la mise sous tutelle administrative des paysans a prévalu en 1889, à la faveur des contre-réformes menées sous le règne d'Alexandre III. De nouveaux fonctionnaires ont alors été institués pour surveiller les campagnes. Ces « chefs ruraux » (*zemskie načal'niki*) étaient dotés de pouvoirs tout à la fois administratifs et judiciaires, ce qui contredisait le principe de séparation des pouvoirs formellement reconnu depuis 1864.

Ces dispositions nouvelles n'avaient pas tari, bien au contraire, le flot de critiques venues de l'intelligentsia, des libéraux en particulier, pour déplorer tout ce qui éloignait le « peuple » du droit commun au lieu de l'intégrer à la vie juridique et sociale de la nation. En 1899, la publication des carnets où Aleksandr Novikov, lui-même ancien « chef rural », décrit les relations de pouvoir à la campagne, contribue à alimenter dans l'opinion publique la critique de l'arbitraire des fonctionnaires¹⁷⁰. Novikov y promeut l'idée que les paysans ont besoin « non de contrôle, mais de développement à travers l'éducation »¹⁷¹. L'objectif de nombre de libéraux ou de radicaux consiste désormais à réunir les conditions d'une « citoyenneté » commune à toutes les couches de la population. La tutelle exercée par l'administration sur les

¹⁶⁸ Les résultats de la scolarisation en milieu rural sont étudiés dans EKLOF (Ben), *Russian Peasant Schools. Officialdom, Village Culture, and Popular Pedagogy, 1861-1914*, Berkeley, University of California Press, 1986, p. 394-418.

¹⁶⁹ L'origine de ces dispositions et le débat auquel elles ont donné lieu sont retracés dans FRIERSON (Cathy A.), « Rural Justice in Public Opinion: The Volost' Court Debate, 1861-1912 », *Slavonic and East European Review*, 1986, vol. 64, no 4, p. 529-538.

¹⁷⁰ NOVIKOV (A.), *Zapiski zemskogo načal'nika* [Les carnets d'un chef rural], Saint-Pétersbourg, 1899.

¹⁷¹ Selon les mots de Cathy A. FRIERSON, op. cit., p. 540. Sur la question de « l'arbitraire » des *zemskie načal'niki*, voir GAUDIN (Corinne), « Les *zemskie načal'niki* au village : coutumes administratives et culture paysanne en Russie, 1889-1914 », *Cahiers du monde russe*, XXXVI (3), 1995, p. 252.

paysans leur est odieuse bien entendu, mais le maintien de tribunaux séparés pour les paysans est également vu par certains comme un obstacle sur cette voie¹⁷².

Ces conclusions de nature politique rejoignent justement les enseignements que les mutations sociales et culturelles de la Russie inspirent aux composantes libérales ou populistes de l'élite. Celles-ci considèrent dans leur ensemble que le contexte est très favorable pour faire l'éducation du « peuple ». Nikolaj Rubakin, un publiciste important dans ces années-là, observe avec attention l'économie du livre en Russie et sa pénétration dans l'ensemble des couches sociales¹⁷³. Dès 1903-1904, il note pour sa part combien le marché du livre s'est transformé au cours de la décennie 1890, avec l'apparition d'un nouveau type de lecteurs, l'ouvrier des usines dans les grands centres industriels, originaire de la campagne dont il n'est d'ailleurs pas coupé. Ainsi Rubakin constate parallèlement la diffusion de la lecture en milieu rural, en dehors des zones industrielles. Au total, il dresse le tableau d'un marché du livre russe qui est en pleine expansion au tournant du XXe siècle, et dont le dynamisme provient du renouvellement du lectorat par ces couches de la population que les publications traditionnelles, calendriers et ouvrages religieux d'un côté, littérature de fiction « populaire »¹⁷⁴, ne suffisent plus à satisfaire.

Que le constat de Rubakin soit justifié ou non, les membres des classes cultivées qui s'intéressent à l'édification des « masses » et à l'état de leur « conscience juridique » s'estiment fondés à profiter de l'appétit nouveau de lecture et de savoir qu'ils constatent chez elles pour leur proposer des nourritures adéquates. C'est ce que certains publicistes ou écrivains se font fort de leur offrir, notamment en composant pour elles des œuvres spécialement destinées à leur faire connaître « le droit ». Toutefois, avant la révolution de 1905, cette volonté de proposer une sorte d'éducation civique à ceux des Russes qui savent lire et écrire reste en partie contrainte par les bornes que l'administration tsariste fixe à tout le secteur de l'édition et de la presse. La première limite, c'est bien entendu la censure préalable exercée par l'administration impériale sur toutes les publications non périodiques. Mais il faut aussi compter avec les « recommandations » des instances officielles, notamment le ministère russe de l'Instruction publique, qui visent à filtrer les ouvrages diffusés auprès du grand public, surtout dans les bibliothèques et les salles de lecture. Le développement de la vulgarisation juridique dans les années 1890 est donc tributaire de ce cadre, ce qui nécessitera aussi de préciser sa relation avec les positions officielles.

La constitution d'un nouveau secteur éditorial

¹⁷² FRIERSON (Cathy A.), op. cit., p. 543-544.

¹⁷³ Voir GRIN (C. I.), « Stat'â N.A. Rubakina "Kniznyj potok" i ee značenie dlâ izučeniâ istorii knigi v Rossii » [L'article de N.A. Rubakin "Un flot de livres" et sa portée pour l'étude de l'histoire du livre en Russie], in Kniznoe delo v Rossii vo vtoroj polovine XIX-načale XX veka [L'édition en Russie dans la deuxième moitié du XIXe siècle et au début du XXe], 1992, vol. 6, p. 9-10. Les articles de Rubakin furent publiés dans la revue Russkaâ mysl' [La pensée russe], en 1903 (nos 3 et 12) et 1904 (no 4).

¹⁷⁴ Étudiée dans le livre de BROOKS (Jeffrey), *When Russia Learned to Read. Literacy and Popular Literature, 1861-1917*, Princeton, Princeton University Press, 1985.

Un des recueils les plus emblématiques de l'ambition pédagogique de l'intelligentsia au tournant du XXe siècle s'intitule « Que faut-il donner à lire au peuple ? Index critique des livres pour la lecture à destination du peuple et des enfants »¹⁷⁵. Les trois volumes de ce recueil, dont chacun se veut exhaustif au moment de sa publication, sont édités sur une vingtaine d'années entre 1884 et 1906. Ils témoignent de l'évolution des catégories auxquelles une grande partie de l'intelligentsia russe avait recours pour classer ses centres d'intérêt, et de la constitution progressive d'un secteur nouveau dans l'édition, celui de la littérature de vulgarisation du droit. Ainsi, en 1888, sur les sept sections que contient la deuxième édition du premier volume, la dernière concerne les ouvrages sur « la gestion des affaires locales et la vie économique du peuple » (*zemscoe delo i narodnoe hozâjstvo*). Une telle dénomination montre évidemment l'importance du contexte institutionnel dans lequel l'élite « engagée » inscrit dans les années 1880 son activité politique et sociale pour transformer la Russie et pour « faire société » avec les masses : c'est celui des institutions d'autonomie locale créées par les réformes des années 1860, les *zemstva*. En même temps, comme élément d'une classification intellectuelle des ouvrages destinés à la lecture populaire, la dénomination retenue apparaît encore tâtonnante, par comparaison avec les six autres catégories dégagées par le recueil : littérature spirituelle et morale, belles lettres, sciences naturelles, histoire, biographies et géographie. En outre, cette septième et dernière section représente moins de 1 % de l'ensemble des ouvrages recommandés à la lecture du « peuple »¹⁷⁶.

Publié en 1906, le troisième volume du recueil s'est bien étoffé. Sa préparation a duré environ cinq ans, c'est pourquoi il porte de manière somme toute limitée la marque des événements révolutionnaires de 1905. Compte tenu de l'expansion du marché du livre même avant cette date, la sélection des titres y apparaît beaucoup plus forte que dans les éditions précédentes. Les six sections classiques déjà nommées sont toujours présentes. S'y ajoutent cinq nouvelles sections consacrées à la vulgarisation dans des domaines de compétence scientifiques et techniques, qui regroupent désormais un quart des titres recensés. Parmi elles figure une section sur la « littérature juridique pour le peuple » (*populârno-ûridičeskaâ literatura*), qui représente près de 5 % du total des ouvrages recommandés à la lecture¹⁷⁷.

La comparaison entre le premier et le dernier volume du recueil « Que faut-il donner à lire au peuple ? » fait également apparaître une modification dans la structure des deux ensembles de publications recensées. La courte sélection de titres effectuée par le baron Korf au début des années 1880 regroupait des brochures principalement consacrées au fonctionnement des institutions paysannes et aux charges de leurs responsables locaux (le *staroste* élu par

¹⁷⁵ ALČEVSKAÂ (H. D.) (dir.), *Čto čitat' narodu? Kritičeskij ukazatel' knig dlâ narodnogo i detskogo čteniâ*, Saint-Pétersbourg, vol. 1 : 1884 (1888, 2e éd.), vol. 2 : 1889, vol. 3 : 1906.

¹⁷⁶ Mais l'auteur de la sélection pour cette section n'a pas pu terminer son travail, il fut emporté par la maladie : c'était le baron N. A. Korf (1834-1883), membre actif du mouvement des *zemstva* et auteur de manuels pédagogiques.

¹⁷⁷ Compte non tenu de la douzième section consacrée aux livres en langue ukrainienne (tous genres confondus). Outre la section intitulée « littérature juridique pour le peuple », les nouvelles sections ont pour titre : « physique, chimie et astronomie », « médecine », « médecine vétérinaire et élevage » et « agriculture, technologie et artisanat ». Ces deux dernières rubriques d'ouvrages de vulgarisation sont les plus importantes (respectivement 7 % et 6 % des titres sélectionnés), juste devant la littérature juridique pour le peuple.

l'assemblée de village, le *staršina* élu par l'assemblée de canton)¹⁷⁸. L'examen du recueil publié en 1906 montre au contraire une offre de titres beaucoup plus variée : on y trouve également des ouvrages sur le droit de propriété, sur le droit de la famille et les successions, sur les impôts et le fisc, etc. En outre, plusieurs auteurs se sont fait une spécialité des ouvrages de vulgarisation du droit, avec plusieurs titres à leur actif. Mais un nombre limité d'éditeurs occupe manifestement la plus grande part du « marché » de ces ouvrages de vulgarisation juridique. Pour l'édition de 1906, la sélection des titres de la section concernée a été faite par deux auteurs différents. Le premier, Nikolaj Petrovič Družinin, est lui-même le plus prolifique des vulgarisateurs du droit et il analyse ici le travail de ses concurrents. Le second, V. N. Širâev, juriste de profession, s'est vu confier par les éditeurs du recueil, soucieux d'impartialité, la critique des productions du seul Družinin.

Le travail de Družinin forme un ensemble relativement cohérent, classé en trois catégories de lecteurs par Širâev selon le caractère plus ou moins accessible des brochures. Les données bibliographiques présentées par Širâev sont succinctes, mais une recherche complémentaire permet d'établir que, sur les dix ouvrages de Družinin recensés, six sont publiés chez le même éditeur, à savoir la rédaction de la revue *Detskoe čtenie* (« Lecture pour enfants ») et de son supplément destiné aux enseignants *Pedagogičeskij listok* (« Le bulletin pédagogique »). Ces deux revues sont dirigées à l'époque par un pédagogue et théoricien de l'éducation dont la notoriété dépasse le seul milieu éducatif, Dmitrij Ivanovič Tihomirov (1844-1915). Družinin a collaboré au supplément *Pedagogičeskij listok*, au milieu d'autres contributions pour des revues concurrentes, comme *Russkaâ škola* (« L'école russe ») ou *Obrazovanie* (« L'éducation »). Plusieurs de ses articles, écrits à la fin des années 1890, portent précisément sur la question de la vulgarisation du droit¹⁷⁹. Chez le grand éditeur moscovite Ivan Dmitrievič Sytin, Družinin est également l'auteur en 1902 d'un « abécédaire de droit ». Cette brochure, dont la couverture est en couleurs, est vendue 10 kopecks¹⁸⁰. Il s'agit en réalité de l'édition séparée d'un texte extrait du *Livre des adultes* (*Kniga vzroslyh*), qui connaissait alors un grand succès dans le domaine de l'instruction des adultes en Russie. C'est une sorte de manuel progressif, en trois volumes, qui fait alterner des textes littéraires pour la lecture et des articles censés regrouper le minimum de connaissances fondamentales dans diverses branches du savoir (botanique, mathématiques, physique, chimie, géographie, ethnographie, histoire...). Il a été conçu précisément par les auteurs du recueil « Que faut-il donner à lire au peuple ? », c'est-à-dire par les animateurs de l'école privée dominicale pour femmes de Har'kov, qui est souvent présentée comme le modèle du mouvement des « écoles du dimanche » pour adultes en Russie. *Le livre des adultes* était considéré à l'époque comme une « encyclopédie populaire ». La contribution de Družinin, à destination des élèves les plus avancés de ces écoles pour adultes, est intitulée à l'origine « Principes élémentaires de droit et de législation ». Une

¹⁷⁸ Sur le fonctionnement de ces institutions, lire en français : STOLIAROFF (Ivan), *Un village russe*, Paris, Plon, 1992.

¹⁷⁹ DRUŽININ (N. P.), « O prepodavanii i populârizacii prava » [Sur l'enseignement et la vulgarisation du droit], *Russkaâ škola*, 1897, no 9-10, p. 252-273 ; « O graždanskom vospitanii » [Sur l'éducation civique], *Obrazovanie*, 1898, no 9, p. 51-55 ; « Učebnik prava i morali dlâ anglijskikh načal'nih škol » [Un manuel de droit et de morale pour les écoles primaires anglaises], *Pedagogičeskij listok*, 1899, no 4, p. 414-434 ; « Značenie i celi prepodavanîâ zakonovedeniâ » [Le sens et les buts de l'enseignement de la jurisprudence], *Russkaâ škola*, 1900, no 5-6, p. 237-254.

¹⁸⁰ DRUŽININ (N. P.), *Azbuka zakonovedeniâ*, Moscou, I. D. Sytin, Izdanie Har'kovskoj Častnoj Ženskoj Voskresnoj školy, 1902, 48 p.

brochure destinée à présenter *Le livre des adultes* au public étranger, publiée en France autour de 1900, fait l'éloge du travail de Družinin en notant que « les articles [de la subdivision « Principes élémentaires de droit et de législation »] appartiennent à la plume d'un vulgarisateur de talent, qu'une série de publications populaires d'un caractère juridique a rendu célèbre en Russie »¹⁸¹.

Les ouvrages dont Družinin fait à son tour la critique dans ce même volume III du recueil « Que faut-il donner à lire au peuple ? » peuvent être regroupés dans deux ensembles. Il s'agit soit de séries de titres dus à un même auteur qui publie chez un ou plusieurs éditeurs, soit de collections d'ouvrages rédigés par des auteurs différents, mais publiés par un seul et même éditeur. Dans le premier ensemble, le concurrent le plus sérieux de Družinin est Viktor Aleksandrovič Gol'cev (1850-1906), juriste de formation, publiciste et personnage très important de la vie intellectuelle et politique russe à l'époque, puisqu'il dirigeait *de facto* depuis 1885 la rédaction de la revue moscovite d'orientation libérale modérée *Russkaâ mysl'* (« La pensée russe »). À l'instar de Družinin, Gol'cev publie dans la revue *Pedagogičeskij listok* des articles sur la vulgarisation du droit, ensuite repris sous forme de brochures par les éditions des revues *Detskoe čtenie* et *Pedagogičeskij listok* dans la collection « La bibliothèque des instituteurs » (*Učitel'skaâ biblioteka*)¹⁸².

Parmi les éditeurs qui publient des ouvrages de vulgarisation du droit, la sélection de 1906 fait encore apparaître deux noms importants. Il s'agit d'une part de l'éditeur moscovite K. I. Tihomirov, dont la maison est née au début des années 1890 et qui s'est spécialisé dans la littérature de vulgarisation en général, essentiellement avec des brochures illustrées sur l'agronomie, la botanique, la médecine vétérinaire, ou encore les métiers de l'artisanat. Parmi plusieurs titres de vulgarisation du droit inscrits à son catalogue, cette maison réédite et met au goût du jour une série de dix brochures, à six kopecks chacune, écrites dès les années 1880 par Nikolaj Blinov, qui met en scène les aventures quotidiennes d'un staroste de village et exalte les diverses activités de service public au sein de la communauté villageoise. Enfin, le deuxième ensemble qui se dégage est celui de la collection intitulée « La bibliothèque juridique pour tous » (*Obšedostupnaâ biblioteka pravovedeniâ*), publiée par la Société pour la diffusion des livres utiles, placée sous le patronage de l'empereur. En 1906, cette collection compte seulement cinq titres parus, à cinq kopecks la brochure. Sa direction scientifique est assurée par un universitaire, professeur à l'établissement d'enseignement supérieur juridique Demidovskij à Âroslavl', où plusieurs des auteurs sont également en poste. Aucune logique éditoriale ne semble se dégager de la collection en tout cas, puisqu'elle comprend sans ordre une brochure sur « la loi » en général (*O zakone*, par N. I. Palienko, 1903, 48 pages), une

¹⁸¹ Il s'agit d'une brochure spécialement éditée pour le public étranger, dont il existe aussi une traduction en anglais : ABRAMOFF (Y.), *Le livre des adultes et le milieu dans lequel il a été rédigé*, trad. E. Leprêtre, Paris, C. Delagrave, s.d., 75 p.

¹⁸² GOL'CEV (V. A.), « Pravovedenie v načal'noj i srednej škole », [L'étude du droit à l'école primaire et secondaire], *Pedagogičeskij listok*, 1895, no 2 ; du même, la série : « O populârizacii pravovedeniâ » [Sur la vulgarisation de l'étude du droit], *Pedagogičeskij listok*, 1899, à raison d'un article dans chacun des huit numéros annuels, reprise ensuite dans : GOL'CEV (V. A.), *Osnovnye ponâtiâ o pravovedenii* (Èlementarnyj očerk) [Éléments sur les notions fondamentales pour l'étude du droit], Moscou, Izdanie red. žurnalov Detskoe čtenie i Pedagogičeskij listok, 1900, 70 p. Selon le même principe, la série « Besedy o pravovedenii » [Entretiens sur l'étude du droit], parue dans la même revue en 1900-1901, est ensuite publiée en brochure par le même éditeur sous le titre *Ugolovnoe pravo i ugolovnyj sud. Èlementarnyj očerk* [Éléments sur le droit pénal et la justice pénale], Moscou, 1901, 67 p.

autre sur le Conseil d'État, et trois autres sur des éléments du droit civil russe (les conditions de vente et d'achat d'un bien, la tutelle et la curatelle, ou l'héritage). Il s'agit là d'une collection dont les sources d'inspiration officielles ne font pas de doute.

Il n'est guère possible, malheureusement, de déterminer les tirages de ces publications. Chez un éditeur comme Ivan Dimitrievič Sytin, qui domine au début du XXe siècle le marché du livre populaire avec ses titres en littérature de fiction ou ses calendriers, il n'y a pas de compte précis des tirages, et un titre pour lequel existe une demande est simplement réimprimé quand le stock s'épuise. Cependant, le nombre des rééditions numérotées constitue un signe relativement fiable de succès, communément admis à l'époque en tout cas. Le plus souvent, ces rééditions s'effectuent sans modification du texte, mais parfois avec des changements de maquette, voire sous un titre différent. À cet égard, les brochures de Družinin, Gol'cev ou Blinov, dont beaucoup ont été écrites à la fin des années 1880 ou au début des années 1890, se trouvent encore facilement au début du XXe siècle, en ayant quelquefois changé de maison d'édition dans l'intervalle.

La structure de ce nouveau secteur de l'édition impose pourtant de s'interroger sur le caractère véritablement « populaire » de la littérature de vulgarisation du droit. L'activité intellectuelle des auteurs, les réseaux éditoriaux et les conditions dans lesquelles ils publient leurs travaux de vulgarisation montrent plutôt qu'une frange bien particulière du « public » est visée : les instituteurs et les professeurs, notamment ceux qui exercent dans les écoles subventionnées par les *zemstva*, auprès desquels la revue *Pedagogičeskij listok* est un prescripteur bien installé. Dans le contexte révolutionnaire de 1905-1906, Družinin fait par exemple figure d'auteur de prédilection pour la rédaction de cette revue, qui signale aux lecteurs ses nouveaux titres comme les anciens en ne lésinant pas sur les recensions et les encarts publicitaires.

Certaines brochures de vulgarisation sont certes publiées par des éditeurs qui ont véritablement une grande expérience de la commercialisation du livre « populaire ». Gol'cev est ainsi l'auteur de deux opuscules publiés dans la collection des « éditions à bon marché » de la maison d'édition Sytin, la mieux implantée dans les milieux populaires, en ville comme à la campagne. Sa brochure « Qu'est-ce que les impôts et dans quel but est-ce qu'on les collecte ? » (*Čto takoe podati i dlâ čego ih sobiraût?*), d'abord sortie en 1887 aux éditions de la revue *Russkaâ mysl'*, connaît par exemple en 1903 une cinquième édition de trente-six pages au format de poche que Sytin propose au prix de trois kopecks¹⁸³. Mais, même dans ce cas, le système de prescription continue à fonctionner : l'ouvrage porte ainsi une mention attestant qu'il a été « approuvé » par le comité scientifique du ministère de l'Instruction publique pour la diffusion dans les salles de lecture gratuites et pour les lectures publiques organisées à l'intention d'un auditoire « populaire ».

Le lectorat capable de contribuer à la relative longévité de ces brochures sur le marché du livre, jusqu'à 1905 au moins, ce n'est donc pas « le peuple » auquel les brochures sont théoriquement destinées, mais bien plutôt les médiateurs et prescripteurs de toutes sortes, comme les enseignants des écoles de *zemstva*, les responsables de bibliothèques ou de salles de lectures. La mention du caractère « populaire », « accessible à tous » ou « pour le grand public », de la vulgarisation du droit doit donc être tenue pour un élément de la rhétorique

¹⁸³ Sytin sort d'ailleurs la même année et au même prix un deuxième titre de Gol'cev dans la même collection : GOL'CEV (V. A.), *Čto takoe kazna i kazennye den'gi?* [Qu'est-ce que le fisc et le trésor public ?], Moscou, I. D. Sytin, 1903, 35 p.

commerciale des auteurs et des éditeurs, pour un argument de vente destiné à la partie la moins privilégiée de l'intelligentsia, celle qui se sent le plus proche du « peuple » puisqu'elle en est, le plus souvent, tout juste issue.

Ainsi, les articles théoriques sur la vulgarisation du droit, de Družinin, Gol'cev, ou d'autres auteurs, abordent assez peu la question du public à atteindre et se contentent en général de parler de « littérature pour le peuple ». S'ils contiennent éventuellement une critique de la manière dont est mise en œuvre l'intention vulgarisatrice, ou de la conception du droit retenue, ces articles contestent rarement l'idée que le peuple est le destinataire final des ouvrages de vulgarisation. En 1897, Družinin émet bien quelques réserves sur la pertinence d'une démarche qui consiste à s'adresser directement à une population tout juste alphabétisée :

« [...] le but principal de la vulgarisation du droit ne doit probablement pas être, à l'heure actuelle en particulier, de fournir les manuels adéquats aux gens du peuple qui savent lire et écrire. Nos classes éduquées elles-mêmes n'ont pas encore le degré de connaissances juridiques souhaité, et ne disposent pas de bons manuels. De ce fait, la riche littérature juridique, tant nationale qu'étrangère, leur est inaccessible, et elles-mêmes, qui côtoient directement le peuple, ne peuvent pas lui apporter les notions et les informations juridiques qu'il faudrait. C'est pourquoi il serait bon que le but de la vulgarisation du droit soit également, et même en priorité pour le moment, de satisfaire les besoins des classes éduquées en la matière »¹⁸⁴.

Mais Družinin se contredit presque aussitôt, en recommandant d'avoir recours au langage parlé et à la forme du dialogue pour écrire les ouvrages de vulgarisation du droit, dans le but de les rendre accessibles au plus grand nombre. En réalité, l'obsession du « peuple » dans le discours sur la vulgarisation du droit est pratiquement incontestée. C'est, bien entendu, parce que le problème fondamental posé par cette littérature spécifique est de nature politique : le contexte général, de plus en plus marqué par la contestation du régime, devait contribuer à le manifester clairement. Si l'idée de faire accéder l'ensemble de la population russe à une meilleure connaissance du droit apparaît comme une préoccupation largement partagée, le contenu du discours à tenir sur le droit devient, lui, objet de débat.

Vulgariser le droit, mais lequel ?

Dans une Russie où les partis politiques sont interdits, les années qui précèdent la révolution de 1905 sont celles où s'unifient les diverses composantes de l'opposition libérale non révolutionnaire. Elles viennent à constituer un « mouvement de libération » de moins en moins informel, bientôt structuré par l'organisation illégale « Union de libération », qui en appelle au remplacement pacifique du régime autocratique russe par un système

¹⁸⁴ DRUŽININ (N. P.), « O prepodavanii... », op. cit., p. 270.

constitutionnel et démocratique¹⁸⁵. Le droit, ses fondements et sa fonction dans la société sont évidemment des éléments essentiels du programme du mouvement de libération. De plus, nombre de ses membres les plus actifs et les plus visibles sont des juristes de formation et de profession, avocats ou professeurs des universités. Un des organes les plus influents du mouvement de libération est alors la revue juridique hebdomadaire *Pravo* (« Le droit »), fondée en 1898 à Saint-Pétersbourg, dont le comité de rédaction comprend certains des spécialistes du droit, praticiens ou philosophes, les plus éminents de l'empire¹⁸⁶. Cette revue contient à la fois des articles théoriques sur le droit et des commentaires de l'actualité politique où sont critiquées assez ouvertement, malgré la censure, les diverses occasions où se manifeste l'arbitraire de la bureaucratie tsariste.

Il apparaît donc assez naturel que des membres du mouvement de libération, et notamment ceux qui collaborent à la revue *Pravo*, s'intéressent à la constitution d'un corpus d'ouvrages visant à vulgariser « le droit » auprès du public russe. Les liens de plusieurs « vulgarisateurs » patentés avec le mouvement de libération peuvent d'ailleurs être relativement étroits. Gol'cev a lui-même été un membre actif, à la fin des années 1870, du mouvement des membres de *zemstva*, qui était en quelque sorte un précurseur du mouvement de libération. À la tête de la revue *Russkaâ mysl'* à Moscou, il conserve au début du XXe siècle une certaine aura dans les milieux libéraux, d'autant plus qu'il a eu dans le passé à souffrir des persécutions de l'administration. D'autres liens existent : un des fondateurs de *Pravo*, Nikolaj Platonovič Karabčevskij, avocat très célèbre à l'époque, participe à la création en 1902 à Saint-Pétersbourg d'une nouvelle revue hebdomadaire, « tous publics », nommée *Ūrist* (« Le juriste »), dont Družinin devient d'ailleurs un collaborateur régulier. La revue ne prétend certes pas toucher les masses rurales, mais compte prendre sa part dans la diffusion des connaissances juridiques. Dans le premier numéro, l'auteur anonyme de l'éditorial fait précisément référence aux brochures de vulgarisation du droit qui connaissent, selon ses termes, un grand succès à ce moment-là¹⁸⁷. Et il appelle ses compatriotes à prendre conscience que le droit est dans leur vie quotidienne ce que la prose est dans celle du bourgeois gentilhomme de Molière.

Pourtant, s'il y a accord pour souhaiter le développement des connaissances sur le droit et reconnaître l'intérêt de la vulgarisation dans son principe, le contenu des ouvrages est loin de susciter une approbation unanime. C'est justement de la revue *Pravo* que la première critique d'envergure vient à la fin de l'année 1901 avec un article de celui qui dirige *de facto* la revue, Iosif Vladimirovič Gessen (1865-1943), sous le titre « La littérature juridique pour le peuple : essai d'examen critique »¹⁸⁸. Gessen ne conteste ni l'utilité d'un travail de vulgarisation du droit, ni l'opportunité de recourir à la diffusion de brochures pour le mettre en œuvre. Mais pratiquement aucune des brochures existant sur le marché à l'époque ne trouve grâce à ses yeux, ni celles de Družinin, ni même celles de Gol'cev, pour ne parler que des auteurs les

¹⁸⁵ L'histoire de ce mouvement est retracée dans : GALAI (Shmuel), *The Liberation Movement in Russia, 1900-1905*, Cambridge, Cambridge University Press, 1973.

¹⁸⁶ Voir WALICKI (Andrzej), *Legal Philosophies of Russian Liberalism*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1992, p. 220-221.

¹⁸⁷ « Po zakonu » [En vertu de la loi], *Ūrist*, 3 novembre 1902, p. 2.

¹⁸⁸ GESSEN (I. V.), « Ūridičeskaâ literatura dlâ naroda (opyt kritičeskogo razbora) », *Pravo*, 1901, no 47, p. 2035-2049 ; no 48, p. 2089-2101 ; no 49, p. 2164-2173. L'article fut ultérieurement publié sous forme de brochure, sous le même titre, à Saint-Pétersbourg en 1902.

mieux connus. La plume ironique de Gessen se plaît à relever les approximations et les erreurs des différents auteurs, mais le reproche fondamental qu'il fait à la littérature juridique « pour le peuple » - sans jamais remettre en cause le choix du destinataire - concerne la conception du droit qu'elle véhicule. Loin de s'attacher à résumer ou à détailler les dispositions du droit positif en vigueur en Russie, qu'il s'agisse de droit civil ou de droit pénal, c'est la notion même du droit que les brochures de vulgarisation devraient élucider pour le lecteur :

« Il faut avant tout, bien entendu, faire prendre conscience que dans la vie sociale le droit existe effectivement, comme un puissant facteur culturel ; il faut éclairer le rôle de ce facteur et ouvrir les yeux sur le fait que chaque habitant de l'empire de toutes les Russies qui, en vertu de l'article 47 des lois fondamentales, doit être administré selon le strict respect des lois, est un sujet du droit qu'il doit défendre non seulement dans son intérêt mais pour l'intérêt général »¹⁸⁹.

Gessen explicite son idée du « droit » en apportant l'exemple de deux brochures récentes qui lui semblent convenir. Le plus remarquable est que ces exemples ne sont justement pas des brochures de vulgarisation du droit au sens strict, mais des récits historiques. Le premier raconte l'histoire du servage en Russie, et le second l'histoire de l'Angleterre. L'un et l'autre semblent à Gessen propres à « éveiller et renforcer la conscience juridique » des lecteurs. Il explique ainsi l'intérêt de la brochure sur l'histoire de l'Angleterre :

« [l'auteur expose l'histoire de l'Angleterre] du point de vue de la lutte interne et externe qu'il a fallu endurer au peuple anglais, avant de parvenir à sa situation actuelle. Il aboutit à la conclusion que le peuple y est parvenu lui-même grâce à ses efforts persévérants et continus, qu'aucune force, aucune perfidie ni aucune ruse n'a pu briser. L'histoire de cette lutte donne à l'auteur la possibilité d'aborder chemin faisant toutes les questions importantes du droit - la séparation des pouvoirs, les principes fondamentaux de la procédure judiciaire, la liberté de la personne, la liberté de conscience, que « dans le monde entier les hommes ont dû conquérir par la force », les relations entre les fonctionnaires, etc. »¹⁹⁰.

La nature des critiques formulées par Gessen à l'égard de la vulgarisation du droit apparaît donc très clairement : elle est politique. Il n'est pas question pour lui, et pour toute une partie du mouvement de libération, de cautionner une vulgarisation juridique qui, en expliquant le droit et son fonctionnement, appelle implicitement au respect de lois que le mouvement de libération honnit. Le paradoxe le plus intéressant de cette controverse, c'est bien entendu que la critique de la vulgarisation du droit telle qu'elle se pratique en Russie au début du XXe siècle provient de juristes comme Gessen qui sont eux-mêmes des spécialistes reconnus du droit positif¹⁹¹. Cet apparent paradoxe s'explique en réalité par l'existence d'un débat théorique très vif dans la communauté juridique russe et internationale à l'époque, sur la question de l'origine du droit. Les juristes libéraux russes sont eux-mêmes partagés, entre tenants de la doctrine du droit naturel et partisans de théories sociologiques ou psychologiques du droit.

¹⁸⁹ Ibid., p. 2171.

¹⁹⁰ Ibid.

¹⁹¹ Gessen est ainsi un spécialiste du droit de la famille.

Mais tous s'opposent à la tradition allemande du positivisme légal qui dominait au XIX^e siècle¹⁹² : or l'insistance des vulgarisateurs russes sur les lois et pratiques judiciaires russes existantes à l'époque leur semble rentrer dans ce cadre qu'il faut combattre.

C'est ainsi que Širâev, dans son évaluation des diverses productions de Družinin pour le recueil « Que faut-il donner à lire au peuple ? » en 1906, se montre également très sévère :

« [leur] défaut commun, ou [leur] lacune, c'est l'absence d'une interprétation critique du matériau exposé et pour ainsi dire une révérence devant le droit positif [...] ».

Širâev ajoute :

« Une telle foi, à notre avis nullement justifiée, dans la puissance salutaire des lois en vigueur inspire tous les travaux de Monsieur Družinin ; chez le lecteur, une telle relation à la législation positive, en l'absence d'interprétation critique et de point de comparaison, pourrait faire naître une représentation pas totalement exacte et conforme à la réalité du régime juridique de la Russie »¹⁹³.

Širâev n'est amené à juger ici que la production de Družinin. Mais, comme chez Gessen, son jugement s'applique en réalité à la vulgarisation du droit telle qu'elle est pratiquée par la quasi-totalité des auteurs jusqu'à 1905. C'est seulement dans le contexte révolutionnaire de 1905-1906 que la vulgarisation du droit change de signification. Conformément à la volonté générale de transformation de la société russe, la nouvelle littérature sur le droit à destination du peuple ne peut plus se contenter de décrire le régime juridique de l'empire. Elle développe au contraire l'idée que le droit correspond à un projet politique pour la Russie. De fait, dans cette nouvelle génération de brochures de vulgarisation, le droit positif russe ne va plus être la base des connaissances sur le droit en général. Il est, au contraire, tenu en discrédit. Est valorisée, par contraste, l'idée que le droit doit incarner l'exigence supposée universelle de justice. C'est ce qui explique la place nouvelle prise par la question des libertés individuelles. À cet égard, l'expérience juridique russe préexistante devient un contre-modèle, et les exemples à suivre sont uniquement ceux des États étrangers occidentaux dont l'histoire est censée illustrer les « progrès » du droit.

Conclusion

¹⁹² Voir WALICKI (Andrzej), op. cit., p. 213-217.

¹⁹³ ALČEVSKAÂ (H. D.) (dir.), op. cit., t. 3, p. 471-472.

Autour de 1905, il y a une remise en cause du modèle éditorial de la vulgarisation du droit, tel qu'il s'est mis en place depuis les années 1890 autour de quelques éditeurs spécialisés et d'auteurs principalement non professionnels du droit.

Ce modèle est contesté par des personnalités dont la compétence juridique est d'une part beaucoup plus grande, et qui, d'autre part, sont surtout engagées dans une lutte politique où la définition du « droit » constitue un objectif primordial.

Une nouvelle littérature à destination du « peuple » va donc se répandre à partir de l'année 1905, sous le double effet d'une demande décuplée et d'une censure relâchée. Elle puise bien entendu ses ressources dans l'actualité politique du pays. L'un de ses thèmes récurrents, c'est la revendication des libertés individuelles et politiques pour les Russes, comme véritable moyen de développer leur « conscience juridique ».

L'apparition de cette nouvelle thématique constitue une victoire pour ceux qui avaient critiqué un genre de vulgarisation du droit trop respectueux des lois. De nouveaux auteurs vont essayer d'expliquer non seulement ce qu'est le droit, mais surtout le fait que les Russes ont des droits. Leur œuvre de vulgarisation va dès lors directement mêler le politique au juridique. Dans le discours à destination des masses, comme dans le débat public en général, la liaison qui unit le politique au juridique devient un enjeu majeur des conflits de la période 1905-1917.

SUZANNE POURCHIER

L'arsenal emblématique auquel ont eu recours les nouveaux États, issus des renaissances nationales du XIXe siècle en Europe médiane, correspond à des catégories bien répertoriées et bien étudiées. Les républiques baltes, dont l'indépendance fut proclamée à l'issue de la Première Guerre mondiale, bâtirent elles-mêmes, en deux décennies environ, une série de références identitaires. Soigneusement préservées, celles-ci constituent un fonds dans lequel ces États, restaurés après 1991, s'empressèrent de puiser pour reconstruire leur visibilité et proclamer leur continuité historique.

Parmi les « outils » de communication étatique, les éléments visuels sont d'une portée et d'une lisibilité universelles. C'est pourquoi leur élaboration et leur choix ont toujours été l'objet d'études particulièrement attentives et ont mobilisé des artistes qui ont participé ainsi à l'aventure patriotique de leur pays. L'enjeu n'est rien moins que la création de l'arsenal identitaire¹⁹⁴ revendiqué par tout nouvel État.

À cet égard, le cas de la Lettonie se distingue car, lorsque les patriotes lettons veulent élaborer cette emblématique, ils se trouvent devant une réalité historique particulière. Aucun passé prestigieux ne peut être revendiqué, contrairement à la Lituanie, dans la continuité du

¹⁹⁴ C'est ce qu'Anne-Marie Thiesse qualifie de « check-list identitaire » dans *La création des identités nationales. Europe XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Le Seuil, 1999, p. 224.

grand-duché. Aucun passé univoque ne peut être invoqué, à l'instar de l'Estonie, qui s'inscrit entièrement dans la province de la « vieille » Livonie et dont les populations finno-ougriennes ont subi de conserve les mêmes jougs.

La Lettonie doit se construire à partir de provinces aux destins rendus divers après l'issue de la guerre de Livonie (1629). Si le dernier partage de la Pologne-Lituanie, en 1795, a regroupé l'ensemble du territoire letton au sein de l'Empire russe, le statut de ces provinces n'y est pas identique. À l'est, la Latgale (l'Inflanty du Royaume polonais aux XVIIe et XVIIIe siècles) devenue partie intégrante du gouvernorat de Vitebsk au sein de l'Empire russe en 1772, au nord la Vidzème (la Livonie du Sud) qui, en 1629, passe sous domination suédoise, enfin la Kurzème (Courlande) et la Zemgale, provinces unies et prospères au sein du duché de Courlande-Zemgale, à l'ouest et au centre du pays.

La tâche à accomplir pour doter le nouvel État d'attributs est d'autant plus complexe et difficile que la concrétisation du processus se situe pendant une période troublée par plusieurs conflits : événements révolutionnaires russes, Première Guerre mondiale qui place le territoire de la future Lettonie sur la ligne du front Est, et enfin guerre de libération nationale qui, après la proclamation de l'indépendance le 18 novembre 1918, prolonge les combats jusqu'à l'expulsion des forces étrangères en novembre 1920. Ces longues années de guerre constituent au demeurant un épisode fondateur de la Lettonie, et les tirailleurs lettons¹⁹⁵, dont l'héroïsme fut unanimement salué, sont au cœur de ces combats et de ces luttes politiques. Cela explique la part prise par l'emblématique militaire dans l'imaginaire des Lettons après 1920, et la centralité de la représentation de ces régiments d'élite.

Davantage que le drapeau national et les armoiries, déjà amplement étudiés, c'est donc sur le registre militaire de l'expression de l'identité que portera cette étude. Il s'agit de mettre en évidence le parallélisme entre évolution des symboles et événements historiques et de montrer le caractère central de l'emblématique et de la représentation des régiments de tirailleurs lettons dans la construction nationale de la république de Lettonie.

Au sein de l'armée russe, les tirailleurs lettons

Quand l'Allemagne déclare la guerre à la Russie le 1er août 1914, les troupes de l'Empire russe, mobilisées depuis le 30 juillet, constituent une force supérieure à celle de l'Allemagne avec, pour l'infanterie seule, 33 régiments représentant au total 4 100 000 combattants. Les Lettons, pourtant déjà travaillés par un courant d'autonomie nationale, choisissent immédiatement leur camp et leur loyauté à l'Empire russe est sans faille. Une analyse d'Henry de Chambon, directeur de la *Revue parlementaire*, résume bien la situation :

« La Lettonie espérait, grâce à la victoire de la Russie, se débarrasser des barons baltes et de l'emprise germanique ; elle escomptait aussi une amélioration sérieuse de sa situation dans le

¹⁹⁵ Le terme de tirailleur est la traduction consacrée du terme letton *strelnieks*, celui qui tire. En fait il désigne le soldat d'infanterie, appelé « chasseur » dans d'autres pays comme en Pologne.

cadre de l'Empire russe. Elle avait tout à perdre de la victoire allemande, elle pouvait beaucoup gagner de la victoire russe »¹⁹⁶.

Au cours du temps, la guerre prend une signification précise pour les Lettons qui ont connaissance de plans élaborés à Berlin en vue de l'annexion des provinces de Kurzème et Vidzème et d'une implantation de colons allemands qui participeraient ainsi à la réalisation du Baltikum, vaste ensemble germanique esquissé par les chevaliers Teutoniques. Une victoire allemande signifierait donc la fin définitive de leurs rêves d'autonomie ou d'indépendance.

Les Lettons sont mobilisés dans le XXe corps d'armée et envoyés sur le front de l'Ouest entre Petrograd et Riga. Sous commandement russe, ils subissent des pertes considérables¹⁹⁷, laissant par ailleurs la Kurzème pratiquement sans protection militaire. Il n'y a là que deux bataillons de réservistes lettons sans entraînement particulier. Cependant ceux-ci réussissent à protéger la forteresse de Daugavgriva[[Qui signifie en letton : embouchure de la Daugava.]] et, alors que les troupes russes avaient cédé du terrain, ils parviennent à reconquérir Jelgava (Mitau) en avril 1915.

Cet exploit attire l'attention du commandement suprême des forces russes qui répond favorablement à la proposition du député letton de la Douma, Janis Goldmanis, le 25 mai 1915, de former des bataillons de tirailleurs lettons[[Au sein de l'armée russe les formations ne prenaient pas en compte les nationalités de l'empire, seuls les Lettons seront dotés de bataillons spéciaux : cf. SPEKKE (A.), op. cit., p. 329.]], et ce malgré une double opposition. En effet les Germano-Baltes d'une part, souvent officiers supérieurs de l'armée impériale, se souvenant des révoltes post-révolutionnaires en province (1905), craignent d'armer les Lettons, tandis que, d'autre part, les Russes des provinces de la Baltique voient là une menace de prise d'indépendance, une fois la guerre terminée.

Un décret est cependant signé dès le 13 juillet 1915¹⁹⁸ pour donner leur autonomie à des unités lettones au sein de l'armée. Le commandement est dévolu à des officiers lettons, donnant leurs ordres en langue lettone, laquelle peut être utilisée également dans les textes figurant sur emblèmes accordés à ces formations. En outre, il est précisé que ces troupes ne serviront pas en dehors du territoire letton. L'importance de ces dispositions est immédiatement perçue par l'intelligentsia patriotique lettone, comme en témoigne cet appel :

¹⁹⁶ CHAMBON (Henri de), *Origines et histoire de la Lettonie*, Paris, Mercure Universel, 1933, p. 24.

¹⁹⁷ 27 998 morts sur un total de troupes d'infanterie de 35 505 hommes, selon les chiffres donnés par SPEKKE (Arnolds), *History of Latvia, an Outline*, Stockholm, M. Goppers, 1957, p. 327.

¹⁹⁸ Règlements provisoires des régiments de tirailleurs qui prévoyaient notamment que les tirailleurs auraient leurs propres drapeaux et porteraient un insigne particulier sur leurs uniformes.

« Après 700 ans le destin de notre peuple se construit de nouveau. Après 700 ans de souffrances et d'attente, le rêve de renaissance culturelle du peuple doit s'accomplir. Aujourd'hui ou jamais. Sur le champ de bataille vous, les fils de la Lettonie, devez créer le destin et la gloire de votre peuple. Vous, gens de Vidzème et de Latgale, qui dans les champs travaillez toujours avec vos charrues, et vous, gens de Kurzème dont les faux sont rouillées dans les prés de vos pères, troquez vos faux et vos charrues contre l'épée du guerrier. Et vous tous qui êtes largement disséminés au loin mais dont le cœur bat pour la patrie, tendez la main pour le combat. Plus nous avons perdu, plus nous devons regagner. Le temps de la haine doit se transformer en un temps de grands efforts pour tout notre peuple. Frères, mieux vaut aller au combat que de ne rien faire et d'être ruinés sur les bords des chemins étrangers. Comme toujours, dans ce moment difficile, restons fidèles à notre patrie et forgeons nous-mêmes son destin.

Sur le billot j'ai posé ma tête pour défendre ma patrie. Frères, l'heure est venue. Celui qui croit, vaincra. En avant avec le drapeau des Lettons, pour l'avenir de la Lettonie »¹⁹⁹.

Origine paysanne de la population lettone, engagement des Lettons sous des bannières étrangères (russe ou allemande) et ennemies, appel à l'unité : le décor de l'action est campé par ce texte, écrit par les écrivains lettons Atis Kenins et Karlis Skalbe²⁰⁰, vibrant d'un patriotisme qu'il convient de resituer dans le contexte d'alors.

Durant l'été 1915, quand cet appel est lancé, le front de la guerre germano-russe s'établit en Kurzème, à l'ouest du territoire, de part et d'autre du fleuve Daugava. À la suite du recul des armées russes devant les armées allemandes, Riga et la Vidzème se trouvent menacées. On assiste en conséquence à une vaste opération de déplacement de populations, transportées vers l'intérieur de la Russie à partir de la Kurzème et de la ville de Riga, simultanément vidée d'une partie de ses installations industrielles et stratégiques. Pour faire face à l'inorganisation russe, ces masses de réfugiés (environ 800 000²⁰¹) s'organisent elles-mêmes sous la direction du « Comité letton pour les réfugiés », creuset dans lequel se développera plus concrètement l'idée nationale lettone.

Dans l'épreuve des combats, les responsables russes réalisent la valeur des soldats lettons particulièrement disciplinés et efficaces. Par ailleurs les Lettons comprennent que leur avenir est entre leurs mains. Aussi, quand, le 1er août 1915, le général russe Mihaïl Aleksejev donne l'ordre no 21370 pour le recrutement de bataillons de tirailleurs lettons, la levée se fait massivement, avec des civils volontaires ou des soldats ayant demandé leur mutation à partir d'autres régiments. Quant aux officiers, certains se voient refuser ce transfert, l'état-major appréciant trop leurs capacités dans leur commandement au sein d'unités russes. Dès

¹⁹⁹ Manifeste « Pulcejaties zem latviezsu karogiem » (Rassemblez-vous sous les drapeaux lettons), publié dans Dzimtenes vestenis (Le messager de la patrie), 28 juillet 1915. Traduction S. Pourchier.

²⁰⁰ Et signé par Janis Goldmanis et Janis Zalitis, députés lettons à la Douma d'empire.

²⁰¹ Le nombre enregistré par le Comité central pour le secours des réfugiés aurait été de 730 000 réfugiés début 1916 et de 1 000 000 en mars 1917. Cf. PLAKANS (Andrejs), *The Latvians, a Short History*, Stanford, Hoover Institution Press, 1995, p. 115.

novembre 1915 la formation des huit bataillons²⁰² (de 1 500 hommes chacun) rattachés au XXe corps d'armée russe - auquel s'ajoute un bataillon de réservistes de 10 000 hommes - est terminée²⁰³.

Les tirailleurs lettons tiennent alors leurs positions dans les marécages de l'embouchure de la Daugava (*Daugavgriva*) et livrent d'âpres batailles, dont celles de Kekava, en mars et juillet 1916 mais surtout celles de *Naves sala* (l'île de la mort) jusqu'en septembre 1916. En fait ces troupes d'élites sont envoyées en divers points du front, là où les affrontements sont les plus lourds et où les troupes russes ont besoin de renfort. Sous le commandement du colonel Briedis, les attaques se font de nuit, sans tirs d'artillerie préalables, et parviennent ainsi à ouvrir des brèches dans les lignes ennemies. Ultérieurement d'autres combats évoluent de façon analogue : une offensive réussie des troupes lettones suivies d'un soutien insuffisant des armées russes entraînant une perte finale de terrain. Les batailles de Noël 1916, commencées le 23 décembre et qui durèrent 25 jours, constituent une étape décisive dans cette phase des hostilités : en attaque frontale sur 8 kilomètres pour libérer la Kurzème (bataille de *Lozmeteju Kalns*, la colline du canon), les Lettons maintiennent leurs positions. Mais, exténuées par la violence et la longueur de ces combats, les troupes lettones se replient momentanément vers l'arrière pour une courte récupération, tandis que les effectifs russes qui les remplacent ne peuvent contenir l'avance des Allemands, aidés de renforts venant du front occidental (Verdun). Finalement les Lettons, revenus au front, permettent, en poursuivant les combats par une température de - 32°, de stopper les troupes allemandes.

Sans que soit altéré le prestige des tirailleurs lettons, dont les victoires provisoires sont connues, l'offensive russe perd du terrain, l'état-major impérial se montrant incapable d'envoyer les soutiens nécessaires à la poursuite des percées durement ouvertes, ou même à la consolidation des positions conquises. Les pertes sont sévères²⁰⁴ et ces vains sacrifices sont ressentis avec amertume chez ces combattants lettons qui voient s'effondrer par ailleurs leurs espoirs nationaux.

Pourtant, en mai 1917, les Lettons de ces régiments²⁰⁵ soutiennent encore le gouvernement provisoire russe dont ils espèrent l'octroi de l'autonomie. Le respect de l'autorité des officiers règne dans les rangs lettons qui ne cèdent ni à la fraternisation qui rapproche soldats russes et allemands, ni aux sirènes bolcheviques.

Le triomphe des emblèmes porteurs de l'idée nationale

²⁰² À la fin de l'année 1916, ces formations seront fondues en 8 régiments avec un effectif de 35 000 soldats et 500 officiers : cf. RUTKIEWICZ (Jan), « Les Lettons sous les armes », *Militaria*, juillet 1997, no 144, p. 34.

²⁰³ PETERSONE (Inta) (dir.), *Latvijas Brivības cīņas 1918-1920*, Riga, Preses Nams, 1999, p. 172.

²⁰⁴ 10 000 hommes pour les combats de Noël 1915 et janvier 1916 selon ROZENSTEINS (H.), *Latvijas Armija 20 gados* [L'armée de la Lettonie dans les années 20], Riga, Armijas staba Apmacības daļa, 1940, p. 56.

²⁰⁵ Devant l'afflux des volontaires, les bataillons ont été transformés en régiments répartis en 2 brigades, en 1916 : *ibid.*, p. 55

Afin de créer une emblématique lettone pour ces régiments nationaux, une commission ad hoc est mise en place dès 1915, à laquelle participent notamment l'avocat Gustavs Kempelis, vice-président du Comité d'organisation des tirailleurs lettons, le lieutenant-colonel Andrejs Peka et le peintre Ansis Cirulis. Les projets présentés à l'état-major reçoivent l'approbation de celui-ci et sont rapidement réalisés. Pour la contribution graphique, qui nous intéresse ici, le rôle d'Ansis Cirulis est déterminant car il est chargé des projets de drapeaux et d'insignes. Inspiré par le courant du romantisme national, cet artiste déjà renommé, formé à l'Académie Stiglitz²⁰⁶ de Saint-Pétersbourg, s'impliquera ensuite à de nombreuses reprises pour d'autres figurations emblématiques et notamment pour la conception du drapeau national. Nombre de petites nations en effet, ne disposant pas d'une large réserve d'artistes et de graphistes spécialisés, ont mobilisé pour ces tâches plus « appliquées » les artistes les plus connus et les plus appréciés.

Proposer des représentations qui s'adressent au peuple, à la fois militaire et civil, et qui, à cet effet, puisent dans l'imaginaire commun des Lettons, nourris des symboles célébrés dans les chants populaires lettons (les *dainas*), telle est l'idée directrice de ces projets.

Examinons tout d'abord les drapeaux²⁰⁷ prévus dans les règlements provisoires de juillet 1915. À cette époque, l'aigle bicéphale de l'Empire russe cohabite avec les symboles lettons sur les drapeaux de ces bataillons. Ainsi, pour le premier bataillon de la *Daugavgriva*, sur un côté du drapeau se déploie l'aigle bicéphale russe avec des inscriptions en caractères cyrilliques, tandis que sur l'autre resplendit le soleil, symbole essentiel de la mythologie lettone, croisé de deux épées, évoquant clairement l'attribut d'un héros d'épopée lettone, *Lacplešis* (le déchireur d'ours), dont la particularité est d'avoir toujours triomphé de l'envahisseur. Le message patriotique des inscriptions, en letton, qui ne figurent que sur cette face, est assez clair : « Ne soyez pas tristes, soldats, le soleil argenté se lève »²⁰⁸ :

Pour le deuxième bataillon, le côté russe du drapeau est très similaire au précédent tandis que, sur l'autre face, on peut voir une épée entourée d'éclairs foudroyants, symboles du dieu *Perkons*, le dieu du tonnerre dans le panthéon balte. Une devise en letton entoure les symboles : « Dans les temps difficiles pour la patrie, ses fils doivent aller l'aider »²⁰⁹.

D'autres devises véhiculent également des messages clairement patriotiques : « Sur le billot, j'ai mis ma tête pour défendre ma patrie »²¹⁰, devise finale du manifeste de la création des bataillons de tirailleurs lettons (*cf. supra*).

²⁰⁶ Particulièrement reconnue pour l'enseignement des arts appliqués.

²⁰⁷ Cf. PRANDE (Alberts), *Pieminas vainags. Latvijas kritusiem varoniem* [La couronne du souvenir. Aux héros de la Lettonie tombés au champ d'honneur], Riga, Publication officielle du Comité de construction du cimetière de Bralu Kapi, 1926.

²⁰⁸ *Nebedaitees, kara viri, sidrabota saule lec*. Document fourni par le Musée de la photographie, Riga

²⁰⁹ *Tevu zemei gruti laiki deleem jaiet paliga* (graphie ancienne).

²¹⁰ *Uz ezinas galvu leiku sargat savu tevu zeme* : cf. la fin du texte du manifeste « *Pulcejaties zem latviezsu karogiem* » cité supra.

Une esquisse de drapeau proposée par Cirulis, mais jamais réalisée, a été conservée. On y voit le soleil argenté - particularité des *daiņas* lettons - frappé d'une épée avec la devise suivante : *Tevu zemes Brivestibu Pirksim mes ar asinim !* (La liberté de notre patrie, achetons-la avec notre sang !), et l'on y lit en marge une note écrite par le général russe chargé de l'homologation du projet : « Cette devise peut être comprise de deux façons »²¹¹. En effet on peut se demander ce que recouvre le terme de patrie : la Russie ou déjà la future Lettonie ?

Élément essentiel et distinctif des tirailleurs lettons, qui sont par ailleurs dotés d'uniformes russes, l'insigne de poitrine est l'emblème par excellence de ces troupes d'élite. Très analogue pour les soldats et les officiers, avec cependant quelques déclinaisons selon des variantes de fabrication et de couleurs, il se porte sur la vareuse, sous la capote. Cet emblème cristallise la lettonité de ces combattants et devient un témoin fidèle des tribulations de l'histoire de ces régiments.

Ainsi, en 1915, l'insigne des soldats est embouti d'une seule pièce²¹² et représente un soleil rayonnant-flammé entouré d'une couronne de feuilles de chêne et de branches de sapin, une épée traversant en diagonale l'insigne qui est surmonté des armes de l'Empire russe : l'aigle bicéphale, portant le sceptre et le globe. Au centre de l'emblème, disposées circulairement, on lit les lettres L S B en alphabet latin (*Latviesu Strelnieku Bataljons*) et leur traduction en alphabet cyrillique. La symbolique est claire : tous ces emblèmes puisent dans la mythologie lettone : le soleil (*Saule*) personnalisé dans le panthéon letton, la couronne de chêne des célébrations champêtres de la fête des Jean (*Ligo*), l'épée de *Lacplešis*, le héros de l'épopée nationale éponyme.

Pour les officiers, l'ornementation est analogue mais la fabrication est différente et s'apparente davantage à celle des pièces de joaillerie²¹³ : l'insigne n'est pas embouti mais constitué de parties distinctes soudées²¹⁴ entre elles, l'épée est en argent avec une garde dorée - ou en or - comme le sont également le soleil et l'aigle.

Au sein de l'armée russe où les insignes, attributs, pièces d'uniformes sont souvent portés avec une rigueur toute relative, les combattants de ces bataillons lettons, respectueux des règles édictées, se remarquent par le port de leurs uniformes portés avec grande sobriété.

De plus la communauté de langue au sein de ces bataillons facilitait une proximité entre les officiers et la troupe, bien peu en usage dans l'armée russe en général.

On comprend mieux, dans ces conditions, qu'au-delà de leur signification militaire et politique, ces bataillons eurent un rôle de catalyseur de l'idée lettone. Ils furent le creuset des forces culturelles qui s'étaient formées antérieurement à bas bruit et généralement dans la clandestinité. À défaut d'une institution visible, tel qu'un gouvernement en exil pour d'autres

²¹¹ Pour l'historien A. Spekke, cette remarque aurait été formulée par le tsar (op. cit., p. 329) tandis que, pour Alberts Prande, la remarque aurait été écrite de la main du général Nikolaj Nikolajevic (op. cit., p. 77).

²¹² 45 x 35 mm.

²¹³ Ces insignes étaient achetés par les officiers sur leurs propres deniers auprès de joailliers souvent réputés dont la maison Erhard de Saint-Petersbourg.

²¹⁴ 50 x 40 mm.

nations en formation²¹⁵, c'est vers ces régiments que convergèrent tous les espoirs et les efforts des patriotes et de l'intelligentsia. Écrivains, musiciens, acteurs, artistes, tous se mobilisèrent autour de cet embryon, désormais officiel, du futur État letton.

C'est également autour des bataillons de tirailleurs lettons et des réfugiés qu'est élaboré le drapeau national letton dont l'origine est communément admise. Il s'agit du drapeau rouge-blanc-rouge, à bandes horizontales, inspiré de celui de la ville de Cesis, en Vidzème, mentionné dans la *Chronique des rimes (Atskanu Hronika)* au XIII^e siècle. En effet, outre les drapeaux militaires, un drapeau letton civil s'impose, surtout parmi les réfugiés, loin de leur patrie. C'est un enseignant et journaliste de Valmiera, Janis Lapins, qui en dessine l'un des premiers projets, en 1916. L'usage de ce drapeau ne se généralise cependant que plus tard après les événements révolutionnaires de 1917²¹⁶ et ses proportions et couleurs définitives font l'objet d'études diverses par des artistes comme Oskars Grosvalds, Ansis Cirulis et Valdemars Tone. Finalement le projet de ces deux derniers artistes sera retenu, avec des proportions de 2/1/2 pour les bandes rouge pourpre entourant la bande blanche.

Les insignes au cœur d'un enjeu politique

Compte tenu de l'amertume - voire de l'humiliation - ressentie par les combattants lettons depuis le début des hostilités et devant le constat d'incompétence du commandement des forces militaires russes, il apparaît logique que les Lettons accueillent favorablement le changement apporté par les événements de 1917 et la chute du régime tsariste. Il est non moins logique qu'ils poursuivent leur soutien à la Russie et à ses gouvernements successifs, certains qu'en cas de victoire allemande, c'en est fait de leurs espoirs nationaux.

Par ailleurs, au sein du Comité exécutif du Conseil uni des régiments de tirailleurs lettons (*Latviesu pulku apvienotas padomes izpildkomiteja* ou *Iskolastrels*)²¹⁷, élu en avril 1917 conformément aux instructions du gouvernement provisoire, les idées des sociaux-démocrates trouvent un terrain favorable. Lors du deuxième congrès de ce comité, en mai 1917, cette orientation politique est affirmée. Convaincu que l'ennemi national est l'Allemagne, ce comité se rallie alors au camp des bolcheviks, ce qui ne recueille pas l'assentiment général.

²¹⁵ Comme dans le cas polonais ou tchèque

²¹⁶ Cf. l'article de PUMPURINS (Talis), « Latvijas valsts karoga veidosanas vesture (XIXgs. 70.gadi - 1923.gads). Promocijas darba kopsavilkums » [L'histoire de l'élaboration du drapeau de l'État letton (des années 1870 du XIX^e siècle à 1923). Sommaire de thèse de doctorat], Cesis, Publication du Musée d'histoire et d'art de Cesis, 2003. Cf. également CHAMPONNOIS (Suzanne), WOCIAL (André), « Symboles nationaux de la Lettonie », Cahiers du Centre d'études de l'Europe médiane, s.d., no 10 (« Emblèmes et drapeaux de l'Europe médiane »), p. 31-42.

²¹⁷ Comité formé à la suite de l'ordre du gouvernement provisoire pour placer les différentes unités sous l'autorité de comités élus.

Sur le front de l'Ouest les combats se poursuivent et Riga tombe aux mains des Allemands, le 3 septembre 1917. Le ressentiment croît encore davantage parmi les Lettons. Ceux-ci prennent conscience de la faiblesse de l'état-major et de celle du gouvernement provisoire russes dont les jours sont désormais comptés. Ils se retrouvent ainsi à la croisée de chemins bien opposés.

Après la prise de pouvoir des bolcheviks, en novembre 1917, une partie des tirailleurs choisit de combattre dans leur camp, Lénine ayant fait miroiter la possibilité d'une indépendance pour la Lettonie - « Pour une Lettonie libre, une Russie libre » -, ce que le gouvernement provisoire de Kerenski ne leur avait jamais promis. Ils deviennent, le 13 avril 1918, la division soviétique des tirailleurs lettons, forte de 18 000 soldats commandés par le colonel Vaceitis. Ils continuent à faire face aux Allemands qui occupent les pays baltes et la Biélorussie et veillent, à Petrograd puis à Moscou, sur les lieux clefs détenus par les bolcheviks. Cette protection du pouvoir bolchevique les ancrera, pour la postérité, dans le camp révolutionnaire.

Une autre partie de ces tirailleurs, cependant, rejoint les rangs anti-bolcheviques sur les fronts du Nord (armée du général Yudenich), de l'Est (Kolchak, Denikine et Wrangel). À la faveur de la désorganisation qui suit le traité de Brest-Litovsk (mars 1918), certains rejoignent les rangs des nationalistes lettons qui apportent leur soutien à Karlis Ulmanis, l'un des responsables du Conseil provisoire letton formé le 30 juillet 1917, à Valmiera. Les Lettons prennent en effet conscience de ce qui menace l'avenir de leur territoire national tel qu'il l'ont rêvé : la Courlande et Riga sont octroyés à l'Allemagne, la Latgale, à la Russie, tandis que la Vidzème, dont le sort est laissé dans l'indécision, semble devoir basculer dans le camp allemand.

Avec les troupes anti-bolcheviques, certains font retraite par la Russie et vont, au-delà de la Russie d'Europe, jusqu'en Russie orientale, comme ce fut le cas pour le bataillon de Troisk et le régiment d'Imanta, réunis tardivement, avec l'aide des Français[[Commandés par le général Janin.]], par des officiers lettons²¹⁸ qui rassemblèrent des soldats appartenant précédemment à diverses formations et qui, après un périple de plusieurs mois, revinrent finalement en Lettonie par la mer. Leur lettonité est d'autant plus ressentie qu'au sein de l'armée russe, ils sont perçus comme des *inorodcy*, c'est-à-dire des non-russes²¹⁹, ce qui les amène parfois à masquer leur identité. Ces tirailleurs formeront le cœur de la future armée nationale lettone.

Pour les patriotes lettons, l'objectif est devenu alors l'indépendance de leur pays, contre les Allemands qui occupent leur territoire. En outre, pour beaucoup, soutenir la cause des armées russes « blanches » et de leurs alliés, qui ne peuvent que contribuer à la restauration de l'Empire russe, leur apparaît contraire à leur but. Les mois qui suivent voient, en une mêlée souvent confuse, et parfois fratricide²²⁰, s'affronter, sur le territoire de la future Lettonie, quatre pouvoirs antagonistes : les nationalistes lettons, la *Landeswehr* des Germano-Baltes, les soldats allemands de la *Reichswehr*, et les bolcheviks, et ce jusqu'à la libération complète du pays.

²¹⁸ Regroupés au sein de l'Union nationale des combattants des régiments lettons.

²¹⁹ Cf. JANIN (Marcel, Gal), « Influence des unités lettonnes pour la solidité et l'activité du front russe », *Latviesu Strelniki*, 1936, no 7, p. 669

²²⁰ Par exemple en octobre 1919, les tirailleurs lettons de l'armée bolchevique livrent combat contre leurs compatriotes engagés aux côtés du Prince A. Livens sur le front du Nord.

Dans cette confusion, le 18 novembre 1918, aussitôt après l'armistice du 11 novembre²²¹, est proclamée la république de Lettonie (comprenant la Kurzème-Zemgale, la Vidzème et la Latgale) et se forme le gouvernement de Karlis Ulmanis. À l'issue de la guerre, une partie des troupes revient en Lettonie et, avec des soldats lettons démobilisés dès 1917 et restés dans leur pays, se met au service du gouvernement provisoire letton. Pour faire face aux bolcheviks, les forces régulières allemandes devaient rester sur le territoire letton, selon un accord avec les alliés, jusqu'à la mise en place d'une armée nationale lettone. Mais, à la suite du retrait non prévu des Allemands, les troupes bolcheviques occupent Riga. La guerre continue avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs : sur les restes de la *Reichswehr* se forment les corps francs de Rüdiger von der Goltz et, sur les débris de l'armée russe et de la *Landeswehr* germano-balte, les troupes de Bermond-Avaloff, le tout constituant des forces ultra-conservatrices et pangermanistes face aux bolcheviks, russes majoritairement²²².

Dès janvier 1919, le gouvernement de Karlis Ulmanis parvient à constituer la première armée de la république de Lettonie : un seul bataillon²²³, sous le commandement du colonel Kalpaks[[Celui-ci trouva la mort en mars 1919 et fut remplacé par le capitaine Balodis.]]. Ces soldats - les *kalpakiesi* - combattent tout à la fois les bolcheviks, les armées blanches, la *Landeswehr*, et les corps francs allemands. Après un bref épisode bolchevique de janvier à mai 1919 à Riga[[Gouvernement bolchevique de Peteris Stucka.]], puis allemand avec le gouvernement du pasteur Niedra à Valka, le gouvernement d'Ulmanis est transféré de Jelgava (Mitau) à Riga, une fois cette ville libérée par l'armée lettone avec l'aide des alliés. Les troupes allemandes évacuent finalement la Lettonie le 30 novembre 1919 et l'armistice avec la Russie est conclu le 1er février 1920, suivi d'un traité de paix signé le 11 août 1920.

Dans ce contexte particulièrement complexe, on peut se demander comment évoluèrent les emblèmes des tirailleurs lettons. En 1917, après la chute du régime tsariste, il est compréhensible que des tirailleurs aient tout simplement modifié, par des moyens artisanaux, leur insigne de poitrine en décapitant l'aigle bicéphale, symbole d'un régime qu'ils rejetaient. Pour affirmer le caractère révolutionnaire de leur combat, certains ajoutèrent un fond de tissu rouge. D'autres reçurent de nouveaux insignes avec, à la place de l'aigle impérial, une étoile rouge frappée jusqu'en 1922, de l'emblème de l'armée soviétique : une charrue et un marteau.

Pour les tirailleurs qui se sont engagés contre les bolcheviks - particulièrement des officiers - notamment en Sibérie et en Extrême-Orient, dans le bataillon de Troisk et le régiment d'Imanta, ou encore pour ceux qui désertèrent l'Armée rouge sur le front de Latgale en 1919, l'aigle est remplacé par le soleil levant letton, ou encore un petit écu aux couleurs de la Lettonie (rouge-blanc-rouge) : cf. les illustrations ci-contre²²⁴.

²²¹ Qui comportait l'abrogation des dispositions du traité de Brest-Litovsk concernant les provinces baltes.

²²² Quelques soviets de soldats allemands s'étaient en effet formés.

²²³ Les Allemands, toujours présents sur le territoire letton, s'opposaient à un recrutement plus large.

²²⁴ Illustrations extraites de l'article de KRIGERE (Ilze), « Krusu nozime - latviesu strelnieku simbols », Revue du Musée de la guerre, Riga, 2002.

La déclinaison de ces variantes est particulièrement riche et le caractère artisanal de ces « bricolages » amène souvent le spécialiste en insignes à s'interroger sur l'origine et l'appartenance de tel ou tel insigne. Confrontés à des conditions de combats particulièrement difficiles, à des intendants souvent débordés, les tirailleurs, comme tous les combattants, s'équipèrent souvent avec les dépouilles des belligérants russes, allemands, ou bolcheviks dont ils arrachaient les attributs. Leur insigne de poitrine était érigé alors en emblème unique, symbole d'appartenance, et leur permettait de s'identifier.

Insignes de tirailleurs lettons

Insigne de poitrine d'officiers. Surmonté du Saulite des forces nationalistes lettones. Après 1919.

Insigne de poitrine d'officiers. Fabrication « Erhard » Petrograd), 1915.

Insigne de poitrine. Aigle décapité. Année 1917.

Quant aux drapeaux des régiments de l'armée nationale lettone formée en 1919, un rapide examen visuel en fait ressortir les motifs puisés dans l'ethnographie et la mythologie ainsi que le patriotisme flamboyant des slogans qui, bien évidemment, ne sont plus qu'en letton.

Autre support majeur d'emblématique, le casque d'acier (modèle Adrian 1915 livré initialement par la France à l'armée impériale) subit une évolution parallèle. Originellement les casques fournis aux Russes portent un attribut frontal en tôle de fer emboutie représentant les armoiries impériales. Avec l'avènement du gouvernement provisoire, en mars 1917, les attributs impériaux sont retirés à l'aide de baïonnettes et souvent remplacés par la cocarde tricolore destinée aux casquettes. Ceci vaut pour les tirailleurs lettons comme pour les autres éléments de l'armée russe. Avec la naissance des premières unités de tirailleurs lettons au service des nationalistes la cocarde est enlevée et le casque est utilisé sans attribut. Dès que des attributs lettons de casquettes sont fabriqués, plus ou moins artisanalement (un L dans un cercle surmonté de trois étoiles, l'ensemble servant de base à un soleil radiant), certains tirailleurs en ornent leur casque.

Après la constitution d'une armée nationale (en juillet 1919), de nouvelles cocardes normalisées sont distribuées. Le L a disparu et seules demeurent les trois étoiles représentant la Courlande-Zemgale, la Latgale et la Vidzème. Il règne à cet égard un certain désordre dans la mesure où l'usage de la cocarde n'est jamais généralisé. Et lorsque viendra le temps d'une réorganisation des uniformes et de l'emblématique de l'armée lettone à l'issue de la guerre civile en 1922, les autorités lettones interdisent les cocardes quelles qu'elles soient.

Cette démarche, qui va dans le sens de l'homogénéisation et de la sobriété, peut être interprétée de deux manières. Il s'agit d'une réaction évidente à l'encontre du caractère bigarré et désordonné des uniformes des armées, tant rouges que blanches, mais peut-être davantage encore, d'un souci d'homogénéité afin d'affirmer le caractère uni et déterminé du peuple letton²²⁵.

Conclusion : l'emblématique mythologisée

En 1923 une Association des anciens tirailleurs lettons voit le jour ainsi qu'un organe de liaison, le magazine *Latviesu strelnieks* (« Le tirailleur letton »), qui paraîtra de 1924 à 1940. La symbolique de cette épopée s'amplifie alors. On octroie de nouveaux insignes[[Fabrication de la société Bank. Diamètre 40 mm.]] à ceux des combattants qui avaient perdu le leur. Ce sont soit des insignes régimentaires de 40 mm de diamètre avec le soleil, l'épée et l'aigle, soit de petits insignes de 25 x 20 mm. Ces derniers peuvent être portés sur les vêtements civils et même également sur les vêtements féminins, l'insigne étant alors utilisé comme une fibule, pièce d'ornement courante dans le costume national letton. Dans l'ensemble, la production artistique de l'entre-deux-guerres est largement influencée par la représentation de ces tirailleurs, que ce soit en peinture - avec notamment les œuvres de Tillbergs, de Tone ou de Grosvalds²²⁶ -, ou au théâtre avec le succès populaire de la pièce d'August Lavins *Svaigznu Pulki* (Les régiments des étoiles) ou celle de Lidya Auzane, *Dzizmtene sauc* (La patrie t'appelle).

En fait, au-delà des clivages idéologiques, le tirailleur letton est perçu comme le bras armé de la nation en lutte. L'iconographie des années 1920 le représente comme un héros de l'ancienne Lettonie, d'un âge d'or mythique, qui ne connaissait pas le morcellement de la patrie. Le *strelnieks* apparaît comme une incarnation moderne de *Lacplesis*, le tueur d'ours, héros d'une mythologie construite, qui s'est, au cours des siècles, opposé aux envahisseurs étrangers. C'est, dans la mémoire collective, cette assimilation entre tirailleurs, *dainas* ancestraux, épopée nationale mythique élaborée par Pumpurs au XIXe siècle, qui a été l'une des pierres d'angle de la construction nationale lettone.

²²⁵ Liasse de correspondance avec l'historien militaire letton, en exil en Grande-Bretagne, Indulis Kazocins dans les années 1970-1980.]

²²⁶ Le peintre Jazeps Grosvalds consacra au thème des tirailleurs le cycle *Latviesu Strelnieki*, dont chaque exemplaire de la revue éponyme reproduit l'un des tableaux.

À cet effet l'histoire est revisitée, minimisant le rôle de ces tirailleurs dans l'histoire de la Russie soviétique. Ainsi, l'historien A. Spekke affirme dans son *Histoire de la Lettonie*²²⁷ : « ... Pourtant leur objectif reste largement patriotique ». Il cite également le fait que souvent, au lieu de chanter l'*Internationale*, les soldats lettons chantaient l'hymne letton *Dieu sauve la Lettonie*, et le fait que des trains de combattants lettons arrivant de province à Moscou étaient décorés, non de drapeaux rouges révolutionnaires, mais de drapeaux lettons que les soldats ne voulaient pas enlever. Autre exemple : un ouvrage déterminant sur le sujet, *L'armée de la Lettonie dans les années 20*²²⁸, présente ces tirailleurs de façon univoque aux côtés des nationalistes, sans qu'apparaisse leur rôle dans les événements révolutionnaires.

Par ailleurs, il nous a été impossible de trouver des chiffres précis et cohérents donnant la proportion de soldats ayant combattu dans l'Armée rouge et restés en Russie soviétique et de ceux qui ont rejoint la Lettonie pour combattre les bolcheviks et soutenir le gouvernement provisoire de la Lettonie.

On comprend l'enjeu : tirailleurs lettons, troupe d'élite au cœur des armées révolutionnaires russes, comme l'a mis en lumière l'historiographie soviétique, ou tirailleurs lettons, force patriotique disciplinée et organisée au service de l'idée nationale, tels qu'ils sont passés à la postérité dans l'historiographie de la Lettonie de l'entre-deux-guerres ? Il n'en reste pas moins que leurs emblèmes ont influencé profondément l'iconographie de la Lettonie à la fois dans l'élaboration des emblèmes militaires de la nouvelle armée lettone et dans l'inspiration des artistes et écrivains, pendant la première décennie de la république de Lettonie.

CRISTOBAL DUPOUY

1937 est resté ancré dans les mémoires comme l'année qui symbolisa dans toute son horreur, l'extension de la barbarie humaine, sa lâcheté, sa brutalité aveugle, l'atrocité d'une guerre qui ne tarda pas à déchirer toute une nation. En effet, le dimanche 26 avril, jour de marché, lorsque des familles entières se promenaient insouciantes dans les rues bondées d'une petite localité du pays Basque, les bombes tombèrent sur eux et leur ville, Guernica, faisait ainsi une entrée pour le moins fracassante dans l'histoire.

Ce fut une attaque délibérée sur la population civile, plus spécifiquement, contre le pays Basque et Euskadi, bastion républicain et surtout indépendantiste. Les forces du général Franco entendaient ainsi mater dans son noyau le plus dur et dans la population espagnole dans un sens plus large, les vellétés républicaines et indépendantistes qui secouaient l'Espagne d'alors.

²²⁷ Cf. . SPEKKE (Arnolds), op. cit., p. 335.

²²⁸ ROZENSTEINS (H.), op. cit.

À la suite de ce drame humain, le gouvernement basque, relayé par le gouvernement républicain, initia une vaste campagne pour que les enfants du pays puissent sortir du territoire espagnol et ainsi échapper à la barbarie. Plusieurs pays répondirent à l'appel, notamment la France, la Belgique et l'Angleterre. L'Union soviétique pour sa part, fut la dernière à donner son accord²²⁹. L'URSS bénéficiait en Espagne d'une large sympathie parmi les républicains et ne demeurait pas tout à fait étrangère aux yeux des Espagnols. En effet, de nombreux Soviétiques luttèrent en ce moment en Espagne dans le cadre des Brigades internationales qui avaient pris leurs quartiers généraux dans la ville d'Albacete ; ville qui fut à son tour fortement bombardée par les forces fascistes.

Près de 30 000 enfants purent quitter l'Espagne durant la guerre civile grâce à la coordination en grande partie de la Croix-Rouge et des mouvements de solidarité socialistes et communistes furent créés à cet effet. Presque tous retournèrent en Espagne une fois la guerre civile terminée, à l'exception des 3 000 qui avaient été envoyés en Union soviétique.

C'est l'incroyable épopée et histoire peu connue des enfants de républicains espagnols, envoyés en Russie pour échapper à la guerre civile espagnole en 1937, que nous nous apprêtons à suivre. Il s'agit ici d'étudier le sort réservé à ces enfants qui se voient pris dans la tourmente de l'histoire (guerre civile espagnole, grande guerre patriotique, guerre froide) avec en toile de fond Franco, Staline, Dolorès Ibaruri « La Pasionaria » et Khrouchtchev. Ils auront, de près ou de loin, chacun à sa manière, des influences variées sur la destinée de ces « orphelins ». Il s'agira de voir dans quelle mesure ceux-ci, une fois devenus adultes, ont contribué au rapprochement avec le monde hispanique lorsque l'Union soviétique s'ouvrait au continent latino-américain.

Le départ

L'évacuation se met en place vite, très vite et, déjà à la mi-juin, un premier contingent d'enfants quitte le sol espagnol pour l'URSS. Il y a au total quatre « convois » qui se succèdent pendant l'été 1937. Ainsi partent en direction de l'Union soviétique, dans des navires aux noms aussi saisissants que le « Palo de Cabos », « La Habana » et le « Félix Dzerjinski » des centaines d'enfants espagnols. Presque trois mille²³⁰ enfants de républicains gagnent de cette façon l'URSS et cela en grande partie grâce au gigantesque travail mené par le Secours rouge

²²⁹ CAMILO (Jaime), « Los niños de Rusia », Tibidabo Films, 2001. Ainsi, pour beaucoup d'enfants qui étaient sur le point de partir pour l'Angleterre, leur destination fut changée au dernier moment pour l'URSS qui venait d'accéder à la demande du gouvernement républicain.

²³⁰ Le chiffre exact est de 2 996 enfants selon l'inventaire des sources établi par le Centre espagnol de Moscou (Moscou, 1986, p. 1). Cet inventaire sera cité par la suite par le sigle « CEM ». Ce recueil est un recensement, le plus complet fait jusqu'à aujourd'hui, qui s'appuie largement sur les sources du Comité de la Croix-Rouge internationale, de tous les Espagnols venus en URSS depuis les années 1930 jusqu'au milieu des années 1950, date à laquelle ont immigré principalement quelques milliers des résidents déjà établis en Union soviétique.

international²³¹ en étroite collaboration avec le parti communiste espagnol (PCE) et le ministère de l'Instruction publique espagnol²³².

Pour une grande partie des Espagnols de l'époque et surtout pour les gens proches du parti socialiste et communiste, l'URSS fait figure de véritable « paradis terrestre ». Y a-t-il un meilleur endroit au monde pour envoyer ses enfants ? De plus, au milieu de l'année 1937, les parents, comme d'ailleurs une large frange de la population espagnole, croient fermement que la guerre civile va être de courte durée et que l'issue sera favorable aux républicains.

La majorité de ces enfants sont d'origine basque et asturienne mais en réalité toute l'Espagne est représentée ; des enfants venus un peu de partout, de Malaga, de Madrid, de Terruel, de Barcelona, d'Oviedo, de Guíjon²³³, pour énumérer seulement les villes les plus importantes. Ces enfants, qui ont entre 2 et 15 ans et qui, pour leur majorité, sont issus de la classe ouvrière et paysanne espagnole ont de nombreux parents militant au sein d'une organisation ouvrière (UGT, CNT) ou dans les partis de gauche (le PSOE, PCE, parti radical)²³⁴. L'URSS ne semble pas faire de ce militantisme une condition pour recevoir les enfants, toutefois dans les fiches personnelles des enfants il est toujours question de la tendance politique des parents. Ce qui n'empêche pas la venue en territoire soviétique des enfants ou des adultes espagnols sans une appartenance politique déterminée²³⁵.

En Union soviétique ils sont reçus comme des héros. Poing levé et au son de l'Internationale ces « orphelins » espagnols descendent les passerelles des bateaux à Leningrad ou à Yalta pour être reçus par un important comité de pionniers locaux et des komsomols²³⁶. L'accueil ne manque pas d'être utilisé par la propagande soviétique qui fait de l'URSS le seul pays capable de prendre la défense des opprimés dans le monde et de mener une lutte effective contre la barbarie fasciste. De nombreux reportages sont ainsi réalisés sur l'accueil fastueux qui leur est réservé (concerts en leur honneur, gala au Bolchoï) d'une part pour être montrés en URSS, d'autre part pour être diffusés à l'étranger et surtout en Espagne où ils seront projetés dans les maisons syndicales, dans les mairies ou dans les sièges régionaux du PCE²³⁷.

Au fur et à mesure qu'ils arrivent en Union soviétique, les enfants sont accueillis dans les douze maisons pour enfants (orphelinats - *detskie doma dlia ispanskih detej*) réservés dans un

²³¹ GARF RSFSR : A-307, opis 2, delo 1363, p. 4.

²³² Ibid., 2, 692, p. 1-2. Les fiches individuelles des enfants espagnols montrent en outre que c'est le Commissariat du peuple à l'Instruction publique de l'URSS qui prend la responsabilité du séjour de ces enfants et que les enfants dépendent directement de ce ministère.

²³³ Ibid., 1, 2, p. 46

²³⁴ C'est ce qui ressort des fiches personnalisées établies pour chaque enfant : voir A-307, 2, 86 et A-307, 2, 692.

²³⁵ C'est le cas par exemple de Nieves Fernandez Rodriguez, veuve (son mari fut tué lors de la guerre civile), qui se rend en URSS avec ses trois enfants et cinq neveux pour travailler dans la maison no 9 : A-307, 2, 1363, p. 4.

²³⁶ CAMILO (Jaime), op. cit.

²³⁷ Entretiens réalisés en octobre-novembre 2003 au Centre espagnol de Moscou avec « des enfants de la guerre ».

premier temps aux seuls Espagnols. Les maisons sont réparties sur tout le territoire de l'Union soviétique ; à Leningrad et dans sa banlieue, à Moscou et dans sa région, à Kiev, à Odessa, à Kherson et à Kharkov. Ces centres accueillent un nombre plus au moins similaire d'enfants, la maison no 1, inaugurée le 1er août 1937, située dans la région de Moscou, accueille 358 enfants²³⁸.

L'URSS ne lésine pas pour bien accueillir ces nouveaux invités. Rien que pour la maison no 1 et ses nouveaux locataires, l'État dépense plus d'un million trois cent trente mille roubles²³⁹ (mise en état de la maison, sa transformation en orphelinat, soins médicaux donnés aux enfants, vêtements, scolarité et autres frais). Pour la nourriture des enfants, on avait estimé un coût de 7,25 roubles par personne et par jour, mais en réalité la somme affectée est beaucoup plus importante atteignant 11,43 roubles et pouvant aller jusqu'à 13 roubles par enfant²⁴⁰. Cela revient à une dépense considérable, plus de 350 roubles par mois pour chaque enfant et cela sans compter les autres dépenses induites. Lorsqu'on considère par exemple que le docteur de la maison d'enfants no 1 a un salaire mensuel de 500 roubles et que les indemnités du directeur de cette même maison se montent à 650 roubles (ce sont là les salaires les plus élevés²⁴¹), on peut considérer que ces enfants sont des hôtes privilégiés du pouvoir soviétique et que tout est fait pour que ces enfants ne manquent absolument de rien. Des sculptures achetées 5 500 roubles pièce décorent la maison d'enfants no 1, un piano est acheté dans la foulée en 1937. La maison no 5 dispose d'une bibliothèque avec plus de 400 titres en espagnol²⁴². Tout est fait pour donner à l'étranger une image de prospérité, de largesse et de compassion du peuple soviétique envers ces orphelins espagnols, et ainsi détourner les regards trop pressants sur l'éventuelle famine qui a sévi dans une partie du pays quelques années auparavant ou sur les terribles procès de Moscou qui ont assombri le blason soviétique.

Éducation et travail politique

L'enseignement est dispensé en espagnol²⁴³, car la venue des enfants est perçue comme temporaire et on garde le souci de ne pas couper les liens avec l'Espagne pour que ces enfants

²³⁸ GARF RSFSR : A-307, 1, 27, p. 18.

²³⁹ Ibid., 7, 1, 2, p. 5. C'est une somme considérable, sachant en plus qu'il y a neuf autres maisons qui doivent être destinées à accueillir ces enfants, cela prend finalement des dimensions pharamineuses.

²⁴⁰ Les repas servis étaient proches de la cuisine espagnole, comme se le rappellent aujourd'hui quelques ex-enfants ; du café au lait était servi au petit déjeuner : c'était un privilège réservé dans ces années à la haute nomenclature soviétique. Les enfants étaient donc des privilégiés de premier ordre, lorsqu'on sait aujourd'hui qu'en Ukraine sévissait quelques années auparavant une famine atroce : A-307, 1, 2, p. 8.

²⁴¹ Ibid., 1, 333, p. 1-3.

²⁴² Ibid., 1, 226, p. 3

²⁴³ Ibid., 1, 24, p. 1-11

puissent continuer sans entraves leur scolarité dans leur pays une fois le conflit fini. La république espagnole dépêche à cet effet 213 adultes espagnols, pour la majorité des instituteurs et des surveillants²⁴⁴, venus accompagner les enfants dans leur traversée.

Une importance toute particulière est donnée au travail politique des enfants. Nombreux sont les rapports des éducateurs sur le travail politique de masse. En effet, les organisations de pionniers en un premier lieu, puis celles de komsomols encadrent la formation des enfants. Dans une enquête réalisée à la maison no 1, les éducateurs se félicitent de la participation des enfants à hauteur de 97,3 % au komsomol, estimant que celui-ci joue un rôle principal pour leur épanouissement²⁴⁵. En ce sens, ces Espagnols bénéficient d'une éducation toute soviétique où la formation politique a une importance particulière. Cela exprimerait en outre la volonté sous-jacente du pouvoir soviétique d'endoctriner ces enfants avant leur éventuel retour en Espagne. L'année scolaire est ainsi parsemée de conférences que l'on peut considérer comme faisant partie du travail politique des autorités ; travail qui s'accroît lorsque les enfants commencent à manier le russe avec plus d'aisance et cela est vrai surtout après la guerre. Deux fois par semaine les élèves sont rassemblés en petits groupes, ce qui facilite, comme le rappelle l'institutrice dans son rapport annuel²⁴⁶, le contrôle de leurs tendances politiques et la correction, s'il y a lieu, des orientations non conformes aux canons idéologiques soviétiques. Les conférences se succèdent sur des thèmes aussi variés que la capitulation du Japon, le procès de Nuremberg, sur la morale communiste, sur les jeunes du monde socialiste et leur lutte contre Franco, sur la constitution de Staline...²⁴⁷

Les enfants ne demeurent pas en reste, ils doivent eux aussi préparer des exposés sur des thématiques bien précises. Parmi les interventions remarquées, celles d'enfants de la dixième classe comme Remedios Garcia qui se pencha sur le « huit mars, la journée internationale de la femme », Meche Piñedo « sur Staline », Ester Muñades traita « Kirov et le komsomol » et Luis Fernandez fit un exposé sur « Lénine »²⁴⁸. Il faut considérer ces travaux politiques non seulement dans une optique d'éducation de masse, qui se pratique d'ailleurs dans tout le système éducationnel soviétique, mais aussi dans celle élaborée par Dolorès Ibarruri, pour qui ces enfants représentent le « fonds d'or » de l'Espagne. En effet, en 1939, la guerre civile espagnole est remportée par les franquistes. Ces enfants se voient dans l'impossibilité de regagner l'Espagne à cette date, de peur des représailles²⁴⁹. De surcroît, le PCE croit que le régime franquiste ne va pas durer car la situation en Espagne est catastrophique. Après une guerre qui a épuisé toutes les ressources du pays, à Moscou, on croit à un effondrement du

²⁴⁴ Ibid., opus 2 : liste des accompagnants adultes espagnols, dans l'inventaire des delas qui demeurent toutefois inaccessibles aux chercheurs jusqu'en 2015.

²⁴⁵ Ibid., 1, 101, p. 15.

²⁴⁶ Ibid., 1, 72, p. 94. Chaque classe se réunissait tous les lundis après le dîner entre 20 h et 21 h 30, pour que les enfants puissent ainsi préparer leurs exposés : A-307, 1, 82, p. 8.

²⁴⁷ Idem, p. 61-65.

²⁴⁸ Idem, p. 121.

²⁴⁹ Sur ce point, il est intéressant de noter que les autres enfants, ceux envoyés en Angleterre, France, Belgique, Danemark... ont pu, sans entraves, retourner en Espagne

régime fasciste à Madrid. D'où l'importance de se tenir prêts et, lorsque le temps sera venu, de renvoyer ces enfants dans leur patrie natale pour qu'ils la guident vers le communisme²⁵⁰.

Les enfants grandissent et beaucoup finissent leur scolarité. Ils ont donc la possibilité d'intégrer les universités ou, selon leur désir, d'obtenir une profession industrielle ou technique. Pour résoudre ce problème, deux maisons de jeunes espagnols sont créées en 1940 ; une à Moscou (universitaire) et une autre à Leningrad (technique). Ces jeunes espagnols obtiennent dans la foulée la citoyenneté soviétique, ce qui facilite leurs démarches administratives d'une part et leur intégration de l'autre.

Mais leur existence jusqu'alors paisible est inexorablement rattrapée par les événements et l'histoire vient frapper à nouveau les vies de ces « orphelins ». Le 22 juin 1941, les enfants, ainsi que la majorité de la population soviétique, écoutent avec perplexité l'adresse radiophonique de Molotov annonçant l'invasion du territoire soviétique par les troupes allemandes. En outre, cette date commémore presque jour pour jour le quatrième anniversaire de l'arrivée des premiers enfants et marque également la fin d'un heureux séjour en URSS et le début d'une tragédie.

La guerre et l'après-guerre

Très vite, disparaissent de nombreux éducateurs, partis combattre sur le front tandis que les enfants les plus âgés sont enrôlés dans l'Armée rouge en tant que Soviétiques²⁵¹. La déroute de l'armée soviétique ne laisse pas de temps pour évacuer toutes les maisons. Ceux qui sont à Leningrad par exemple subissent le terrible siège de la ville. Pour les autres, la situation n'est en rien enviable. Une fois atteintes les régions éloignées pour échapper à la fulgurante avancée allemande, les enfants ne trouvent que désolation et pénuries en tout genre.

Manque de nourriture²⁵², manque de vêtements appropriés, des conditions hygiéniques pitoyables, la mort omniprésente²⁵³ mais jamais, pendant toute la durée de la guerre, ces enfants n'ont manqué d'éducation. Les rapports des instituteurs continuent à se faire périodiquement, rappelant toutefois la dureté des conditions matérielles subies et se félicitent

²⁵⁰ CAMILO (Jaime), op.cit. ; A-307, 1, 101, 18.

²⁵¹ Au total 130 « enfants » espagnols sont enrôlés dans l'Armée rouge, 50 tombent sur le champ de bataille, 47 sont faits prisonniers par les Allemands et rapatriés en Espagne et 33 seulement survivent : CEM, p. 1-346.

²⁵² Le coût d'alimentation par enfant est descendu aux environs de deux roubles par personne en 1942 et, pendant la guerre, les enfants ne touchaient jamais la ration minimale d'alimentation.

²⁵³ A-307, 1, 27, p. 25-27. Sur les 358 enfants de la maison no 1 en 1942, 28 ont la tuberculose, 29 sont victimes de la malaria, 57 sont touchés par des intoxications diverses, 7 ont des problèmes cardio-vasculaires, 10 souffrent d'atteintes à leur système nerveux et psychologique, 9 éprouvent des malaises aux yeux, 14 ont de sérieux problèmes à l'ouïe et un enfant a développé une tumeur au foi. 133 enfants seulement sont en bonne santé. Les 61 manquants ne tombent malades que « sporadiquement ».

de pouvoir remplir le programme scolaire²⁵⁴. Leur ration alimentaire est drastiquement limitée, ce qui crée d'indéniables problèmes de santé²⁵⁵, et ne fait qu'accentuer la mortalité infantile. Au total, 251 enfants mourront pendant la guerre²⁵⁶.

La fin du conflit mondial marque un autre moment pour pouvoir rapatrier les enfants. À partir de 1945, lorsque des millions de personnes retournent à leur pays d'origine après les grands bouleversements de la guerre mondiale, les parents des enfants espagnols réfugiés en URSS depuis 1937 commencent à les réclamer. L'Union soviétique n'entretient pas de relations diplomatiques avec l'Espagne, ce qui complique le rapatriement, mais les demandes se font à travers les ambassades de France, du Mexique ou de l'Argentine, pays auprès desquels de nombreux Espagnols avaient trouvé refuge à la fin de la guerre civile. Dans un premier temps, le retour des enfants se fait sans entraves, et prend vite de l'ampleur. En 1945, 20 enfants peuvent rejoindre leurs familles, en 1946, 32 et en 1947, 65 enfants quittent l'Union soviétique²⁵⁷. Comprenant l'importance du phénomène, le PCE, décide d'intervenir pour enrayer la fuite des enfants car ce rapatriement risquait de compromettre la politique ambitieuse de « la Pasionaria » ; celle de convertir ces enfants en de véritables « homo sovieticus » avant un éventuel retour dans leur patrie, pour pouvoir bâtir une nouvelle Espagne socialiste²⁵⁸. En 1948, cette courte période d'« ouverture » se termine brutalement ; aucun enfant ne gagnera plus l'étranger à partir de cette date.

Ces enfants deviennent de jeunes adultes et sont incités à parfaire leur éducation. Plus de 750 « enfants de la guerre » reçoivent une éducation universitaire. Chiffre considérable si l'on compte encore les enfants qui ont reçu une spécialisation professionnelle - 289 individus²⁵⁹ - totalisant un peu plus de 35 % de l'effectif arrivé en 1937. Ces jeunes Espagnols entament donc leur vie en Union soviétique, résignés à ne plus pouvoir rentrer en Espagne. Beaucoup d'entre eux se marient, ont des enfants et commencent des carrières professionnelles.

Avec l'avènement de Khrouchtchev, les destins des enfants espagnols sont profondément changés. En 1956 quelques « enfants » espagnols réussissent à envoyer une lettre clandestine au secrétaire général des Nations unies, dans laquelle ils expliquent que les enfants de républicains espagnols venus en 1937 sont retenus contre leur volonté en URSS. Les pressions de Dag Hammarskjöld se font de plus en plus pressantes. Craignant que cette affaire n'apparaisse en plein jour et ne crée une situation embarrassante pour l'Union soviétique et pour la politique d'ouverture que le premier secrétaire du PCUS tentait d'imposer sur la scène

²⁵⁴ Ibid., 1, 26, p. 1-17.

²⁵⁵ Idem, p. 45. Les rations minimales mensuelles pour les maisons, en tenant compte de la guerre et de la dure situation du pays, ne peuvent pas être respectées et demeurent le plus souvent lettre morte. Les maisons ne reçoivent, en effet, que très peu de produits : en tout 80 kg d'huile animale, 235 d'huile végétale, 660 kg de semoule, 200 kg de sucre par mois, bien en dessous de la norme mensuelle

²⁵⁶ CEM, op. cit.

²⁵⁷ Idem

²⁵⁸ Ibid., 1, 101, 18.

²⁵⁹ Idem.

internationale, Khrouchtchev accorde aux « enfants » espagnols en 1957, vingt ans après leur arrivée en territoire soviétique, le droit de retourner en Espagne. La totalité du contingent peut repartir sauf ceux qui travaillent dans l'industrie lourde ou militaire.

Les retrouvailles avec l'Espagne ne sont pas faciles. Elles sont plutôt marquées par de grandes désillusions. Après avoir passé toute une vie en Union soviétique, ces jeunes Espagnols ont du mal à retrouver leurs familles et leur pays. Guettés par la police secrète de Franco qui débusque frénétiquement de supposés agents du KGB, par une Église catholique omniprésente qui veut imposer à ces sortes d'« hérétiques laïques » l'évangile par tous les moyens²⁶⁰, se heurtent à des problèmes d'adaptation qui ne font qu'accentuer le désir de beaucoup de regagner l'URSS²⁶¹. Petit à petit un peu moins de la moitié des personnes rapatriées regagnent l'URSS pour s'y établir définitivement²⁶².

On retrouve donc des adultes revenus de leur plein gré dans la patrie qui les avait accueillis avec tant de largesse et d'enthousiasme il y a plus de vingt ans de cela. À défaut de rentrer en Espagne et de guider l'Espagne vers le socialisme, comme c'était le souhait du PCE, c'est vers l'Amérique latine - continent en pleine ébullition - que les savoirs de ces « enfants de la guerre » vont être mis à contribution. Grâce à leur profession et à leur savoir le PCUS va trouver dans ces « enfants » un dispositif de gens très préparés, latins de surcroît, pour mener une politique de séduction et de rapprochement à l'égard de l'Amérique latine.

Avec la consolidation de la révolution cubaine au début des années 1960, une quantité non négligeable de Soviétiques se rendent dans l'île caribéenne en tant qu'experts ; plus de deux cents « enfants espagnols » partent servir le régime de Fidel Castro²⁶³. La plupart sont des ingénieurs et des agronomes venus prêter main forte sur le terrain ainsi que dans les amphithéâtres universitaires de la Havane, pour préparer des futurs professionnels²⁶⁴. Des économistes, des traducteurs, des médecins, des ingénieurs, des professeurs en tout genre se rendent à la Havane pour participer à la construction du socialisme et surtout pour faciliter la compréhension et le rapprochement entre les deux cultures. Ainsi ces Espagnols deviennent en quelque sorte le fer de lance de la politique latino-américaine élaborée au Kremlin.

Beaucoup d'autres « enfants » restés en URSS contribuent également, à un certain degré, au rapprochement avec le continent latino-américain. Les portes du nouvel Institut de l'Amérique latine de l'Académie des sciences (fondé en 1961) leur sont ouvertes et beaucoup vont s'y employer, en tant qu'experts économistes, historiens et traducteurs, à resserrer les liens. Dans ces années soixante l'intérêt pour le monde hispanique est en pleine croissance et les

²⁶⁰ CAMILO (Jaime), *op. cit.* ; entretiens réalisés en octobre-novembre 2003 au Centre espagnol de Moscou avec « des enfants de la guerre ».

²⁶¹ Situation très dure notamment pour les professionnelles espagnoles qui ne trouvent pas de débouchés dans une Espagne terriblement traditionaliste et très en retard pour ce qui est de l'émancipation féminine

²⁶² CEM ; *op. cit.*

²⁶³ *Idem.*

²⁶⁴ Ce fut le cas de Jesus Pequeño Perez, parti à Cuba entre 1962 et 1965 pour enseigner l'agronomie à l'Institut de la canne à sucre puis, de retour en Union soviétique, fit carrière à l'Université de l'Amitié entre les peuples Patrice Lumumba en tant que professeur d'agronomie. Entretien réalisé le 6 novembre 2003.

opportunités qui s'ouvrent en Amérique latine font que l'espagnol devient une langue de plus en plus enseignée dans les grands instituts. De nombreux « enfants espagnols » vont travailler en tant que professeurs d'espagnol, à l'Institut pédagogique, à l'Institut du commerce extérieur, à l'Institut des langues étrangères et à l'Institut des relations étrangères²⁶⁵.

Les maisons d'édition ne demeurent pas en reste et emploient un grand nombre de ces « enfants ». Traducteurs, correcteurs, rédacteurs font leur entrée dans des maisons d'édition comme « Progress » ou « Mir » ou bien dans les rédactions de revues comme « Temps nouveaux », « La gazette littéraire », « Femme soviétique », « Les nouvelles de Moscou » et « Culture et vie », qui sont toutes traduites en espagnol dans un élan propagandiste mondial.

Radio Moscou saura également en tirer profit en drainant une quantité considérable de candidats à des postes de locuteurs, correcteurs, analystes, traducteurs et d'éditeurs de programmes²⁶⁶. Bien que les émissions en espagnol existent depuis les années trente, celles-ci se sont considérablement diversifiées. L'Espagne et Cuba ont des émissions qui leur sont spécifiquement consacrées. L'Amérique latine bénéficie d'une programmation toute particulière, ce qui demande une quantité croissante de professionnels divers (et pas uniquement à la radio). Ces jeunes Espagnols, tel un corps d'armée en première ligne, vont satisfaire cette demande et même l'honorer avec une certaine fierté.

Le développement des carrières professionnelles des enfants espagnols marque la volonté du pouvoir de placer ces jeunes espagnols dans les secteurs où ils vont être les plus utiles pour la projection d'une nouvelle politique étrangère soviétique en Amérique latine.

La période qui s'ouvre marque, en effet, une prise de conscience croissante, de la part des autorités soviétiques, de l'importance de l'Amérique latine. À ce titre, Moscou dispose d'une avant-garde de spécialistes espagnols-soviétiques qui s'emploieront à façonner une politique de plus en plus dynamique et ainsi profiter des nombreuses « ouvertures » en Amérique latine. Le pouvoir soviétique bénéficie d'une conjoncture très favorable tant sur le plan international (pénétration propice du sous-continent américain) que national (la majorité des Espagnols étaient déjà formés et avaient une expérience conséquente dans leurs divers domaines), chose qui lui permettra de tirer de façon favorable son épingle du jeu dans l'échiquier de la guerre froide. Ces enfants sont venus en URSS pour échapper à une guerre et se retrouvent finalement participant à une autre, beaucoup plus subtile, où les armes les plus redoutables ne sont pas des armes de destruction, mais les connaissances et les spécialisations mises à profit dans un cadre beaucoup plus large, celui de l'élaboration d'une stratégie de suprématie sur le plan mondial et plus spécifiquement en Amérique latine. Ces observations tirées d'un cas symbolique et précis comme l'est celui des enfants espagnols venus se réfugier en URSS afin d'échapper à la guerre civile espagnole en 1937, demeurent toutefois limitées. La participation de l'intelligentsia « des enfants de la guerre » à la politique khrouchtchévienne en Amérique latine aboutit en partie au renforcement des liens avec le monde hispanique, mais le cas des enfants espagnols prend véritablement son sens dans une étude élargie de l'appareil d'État à l'aide des sources diplomatiques, culturelles et politiques qui nous permettra d'éclairer le fonctionnement, et l'impact sur le terrain, de la stratégie élaborée à l'égard du sous-continent américain dans le contexte ambivalent des années 1960.

²⁶⁵ CEM, *op. cit.*

²⁶⁶ *Idem.*

« Le programme [du *Chant du Monde*] nous paraît particulièrement important car, ayant accès aux enregistrements réalisés à Berlin, à Prague ou à Moscou, *Le Chant du Monde* nous proposera des grandes œuvres de compositeurs classiques ou contemporains et soviétiques jusqu'ici mal représentés sur nos listes [...]. C'est un catalogue d'une importance exceptionnelle qui est mis à la disposition des amateurs (et dans des conditions particulièrement agréables puisque ces disques sont vendus aux prix les plus bas) »²⁶⁷.

Le critique de musique Armand Panigel, rédacteur en chef de la revue *Disques* et animateur de « La Tribune des critiques de disques », dresse ici la carte d'identité de la maison d'éditions musicales *Le Chant du Monde* fondée en 1938. Il souligne tout à la fois son rôle dans les transferts culturels, la spécificité de sa politique artistique et sa place singulière sur le marché du disque. Aussi signale-t-il indirectement ses liens politiques ; en effet, on n'a pas « accès » en 1951 aux enregistrements réalisés de l'autre côté du rideau du fer sans des rapports privilégiés avec le camp socialiste. Et pour cause, enfant du Front populaire, *Le Chant du Monde* a été rapidement « satellisé » par le parti communiste français (PCF)²⁶⁸. Par ailleurs, malgré des contraintes et objectifs internes propres à toute entreprise éditoriale, les exigences commerciales de la société rejoignent une logique politique. Vendre « aux prix les plus bas » matérialise l'attachement du « parti de l'intelligence française » à mettre à la disposition du plus grand nombre les produits culturels²⁶⁹. De plus dès 1947, le PCF *via* le Kominform passe sous l'influence directe de l'URSS ; or cette quasi-soumission politique est aussi une dépendance financière²⁷⁰. Par conséquent, il faut associer l'histoire du *Chant du Monde* à celle des relations entre Moscou, le PCF et l'Internationale communiste à l'heure de la guerre froide, segment historique riche d'enjeux politiques et culturels.

La guerre froide joue ici comme un contexte déterminant puisqu'elle fut - si ce n'est de manière spécifique et/ou prioritaire - « un combat *dans* la culture et *pour* la culture »²⁷¹. Cette dernière est entendue ici telle que l'histoire culturelle la définit le plus communément et qui s'assigne l'étude des « stratégies symboliques qui déterminent positions et relations et qui construisent pour chaque classe, groupe ou milieu, un être-perçu constitutif de son

²⁶⁷ PANIGEL (Armand), « Éditorial. Évolution rapide. Les répertoires vont se développer à une vitesse accrue », *Disques*, no 36, 15 avril 1951, p. 159.

²⁶⁸ Cf. CASANOVA (Vincent), « Cultures sonores et relations franco-soviétiques à l'heure de la guerre froide (1945-1964) », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, DEA d'histoire sous la direction de Marie-Pierre Rey, octobre 2001, p. 92-93.

²⁶⁹ COURTOIS (Stéphane), LAZAR (Marc), *Histoire du parti communiste français*, Paris, PUF, 1995, p. 257-287.

²⁷⁰ BARTOSEK (Karel), *Les aveux des archives. Prague-Paris-Prague, 1948-1968*, Paris, Le Seuil, 1996, 458 p.

²⁷¹ MILZA (Pierre), « Culture et relations internationales », *Relations internationales*, hiver 1980, no 24, p. 371.

identité »²⁷². Or, si ces neuf années se caractérisent par la fermeture extrême de l'URSS, la tentative de diffusion autoritaire depuis un centre unique - Moscou - d'un ensemble de codes et de référents incarné dans le précepte idéologique du réalisme socialiste manifeste la volonté d'exporter un modèle culturel²⁷³. En s'appuyant sur un système propagandiste, le PCF a cherché à développer une culture politique²⁷⁴, une identité sociale et des représentations collectives singulières au moment précis où la « soviétisation » du PCF se faisait la plus fervente²⁷⁵. Inscrite donc dans le cadre des relations franco-soviétiques, du communisme, du champ culturel de la guerre froide, cet article se propose de poser quelques repères pour une histoire du *Chant du Monde* comme fondement d'une culture musicale communiste. Il se veut par ailleurs un jalon dans la prise en compte par les historiens du fait musical²⁷⁶.

Dès lors, les sources pour mener ce travail sont de natures très diverses. Au premier rang se trouvent les archives du *Chant du Monde* conservées par la maison d'édition héritière et éponyme toujours en activité²⁷⁷. En complément, nous avons consulté les archives de la direction et du secrétariat du PCF et dépouillé l'hebdomadaire *Les Lettres françaises* et le mensuel *Disques* pour les années 1945-1953. Un entretien avec Jean Roire, directeur général du *Chant du Monde* de 1954 à 1975, a permis de préciser certaines approximations. Nous avons enfin essayé de mener une analyse esthétique et pratique de quelques œuvres publiées et diffusées par *Le Chant du Monde* afin de prendre en compte la « totalité communicationnelle »²⁷⁸ du phénomène musical pour en déterminer la signification politique.

²⁷² CHARTIER (Roger), « Le monde comme représentation », *Annales ESC*, novembre-décembre 1989, no 6, p. 1514.

²⁷³ Cf. BAUDIN (Antoine), HELLER (Leonid), *Le réalisme socialiste soviétique de la période jdanovienne (1947-1953)*. Vol. 2 : Usages à l'intérieur, image à exporter, Berne, Peter Lang, 1998, 394 p. Parmi les publications récentes sur le réalisme socialiste, citons ARON (Paul), SAPIRO (Gisèle) (dir.), « Le réalisme socialiste en France », *Sociétés & Représentations*, décembre 2002, no 15.

²⁷⁴ Sur ce concept, cf. notamment BERSTEIN (Serge), « La culture politique », in RIOUX (Jean-Pierre), SIRINELLI (Jean-François) (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, 1997, p. 371-386 et plus particulièrement LAZAR (Marc), « Forte et fragile, immuable et changeante... La culture politique communiste », in BERSTEIN (Serge) (dir.), *Les cultures politiques en France*, Paris, Le Seuil, 1999, p. 215-242.

²⁷⁵ COURTOIS (Stéphane), LAZAR (Marc), *op. cit.*, p. 213-287.

²⁷⁶ Pour quelques premières réflexions épistémologiques, cf. CHIMENES (Myriam), « Histoire sans musique », *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1997, no 1-2, p. 12-20 et « Musicologie et histoire : frontière ou 'no man's land' entre deux disciplines ? », *Revue de musicologie*, 1998, no 1, p. 67-78.

²⁷⁷ Ces documents étaient conservés en 2001 aux locaux parisiens du Chant du Monde : 33 rue Vandrezanne (XIIIe). À notre connaissance, ils n'avaient jamais été exploités. Nous remercions Hervé Désarbre, responsable du département des éditions graphiques du Chant du Monde, de les avoir mis à notre libre disposition. Ils n'étaient en revanche pas classés ; nous sommes par conséquent responsable de leur dénomination. Lorsque le titre est mis entre guillemets, cela signifie qu'il s'agit d'une publication et non d'un document interne à la société.

²⁷⁸ Nous faisons référence ici aux travaux du sociologue américain Erving Goffman auxquels renvoie FULCHER (Jane F.), « Concert et propagande politique en France au début du 20e siècle », *Annales ESC*, avril-mai 2000, no 2, p. 390-392.

Malgré tout, ce corpus reste encore très lacunaire²⁷⁹. C'est pourquoi les questions y sont plus nombreuses que les réponses, l'ensemble ne constituant que les premiers éléments d'une recherche en cours. Ceux-ci s'organisent selon le fil chronologique : après avoir évoqué la renaissance du *Chant du Monde* à la sortie de la guerre, nous envisagerons plus particulièrement le combat du *Chant du Monde* entre 1947 et 1951, cette dernière année marquant à la fois un aboutissement et un tournant pour la maison d'éditions musicales.

1945-1947 : Le Chant du Monde renaissant

Une reprise difficile

La guerre avait interrompu les affaires du *Chant du Monde* ; saisie en tant que bien juif²⁸⁰, l'entreprise renaît laborieusement à la Libération.

Une certaine confusion persiste quant à la date exacte de reprise des activités du *Chant du Monde* ; le département de la musique des Éditions sociales internationales (ESI) et *Le Chant du Monde* semblent en effet avoir fonctionné de concert pendant quelques temps. Toutefois une société à responsabilité limitée est officiellement fondée le 25 novembre 1946²⁸¹ ; les parts du capital sont alors réparties entre Renaud de Jouvenel qui en devient le directeur, sa femme Arlette - Louis-Dreyfus de son nom de jeune fille²⁸² - et Léon Mousinac.

Installée au 32 rue Beaujon dans le VIII^e arrondissement à Paris, l'équipe du *Chant du Monde* se forme progressivement. Pierre Bourgeois, venu de Polydor, en est quelque temps le directeur commercial²⁸³ ; en 1947, Marcel Frémiot en devient l'ingénieur du son, Serge Nigg

²⁷⁹ Les archives du PCUS, du RGALI et de l'ambassade d'URSS à Paris ainsi que les documents conservés par Jean Roire auxquels nous n'avons pas encore réussi à avoir accès en diront peut-être plus.

²⁸⁰ Archives du Chant du Monde (ci-après désignées « Archives LCDM »), plaquette historique du Chant du Monde.

²⁸¹ Archives LCDM, acte de la transformation de la SARL Le Chant du Monde en société anonyme, 14 juin 1951, p. 1. Est précisé en outre que le capital s'élève dès l'origine à deux millions deux cent mille francs.

²⁸² À la création du Chant du Monde, Arlette Jouvenel en était la directrice administrative. C'est en vertu de ses « origines juives » que Le Chant du Monde fut saisi pendant la guerre.

²⁸³ Archives LCDM, acte de la création de l'association de la Fédération française et internationale de la musique de jazz, 21 février 1945. Pierre Bourgeois quitte cependant rapidement Le Chant du Monde pour Pathé-Marconi. Cf. JOUVENEL (Renaud de), *Confidences d'un ancien sous-marin du PCF*, Paris, Julliard, 1980, p. 38. Ces mémoires (201 p.) forment un document essentiel pour retracer l'histoire du Chant du Monde ; il faut cependant les manier avec précaution dans la mesure où Jouvenel semble bien plus souvent animé par le ressentiment que par une volonté de témoignage objectif. Renaud de Jouvenel n'a pas été un simple

le conseiller pour la musique « sérieuse », Philippe-Gérard pour les variétés²⁸⁴. La mission du *Chant du Monde* est de son côté clairement définie ; elle a « pour objet la publication et l'édition de tous les ouvrages de musique sous quelque forme et de quelque manière que ce soit »²⁸⁵. Mais les difficultés économiques de l'après-guerre ne permettent guère un développement rapide.

Au 31 juillet 1946, *Le Chant du Monde* accuse une perte de 794 783,79 francs²⁸⁶. Si les ventes s'élèvent à plus de 2 millions de francs, les frais généraux et la publicité grèvent la partie la plus importante des recettes²⁸⁷. En mars 1947, le déficit se porte à 862 075 francs²⁸⁸. S'il peut sembler normal qu'une entreprise, après quelques mois de fonctionnement, ne réalise pas des bénéfices, Renaud de Jouvenel accuse un certain « Gigi » de l'avoir forcé à fournir de l'argent au PCF²⁸⁹. Derrière ce surnom, c'est la personne de Jean Jérôme qui est visée, dont le rôle occulte au sein du PCF a souvent été souligné²⁹⁰. De plus, Jouvenel précise qu'il a dû signer « des pouvoirs en blanc [...] lesquels sont détenus par le bailleur de fonds, en l'occurrence le PCF »²⁹¹. Au-delà du flou juridique de l'expression, on comprend que le réel détenteur du pouvoir est bien le PCF. Mais *Le Chant du Monde* a-t-il servi à l'occasion au financement du PCF ? Rien ne le prouve jusqu'à présent. Cependant il ne fait pas de doute que *Le Chant du Monde* occupe une place certaine dans le système culturel communiste.

compagnon de route manipulé par Jean Jérôme comme il le laisse accroire au lecteur. Au-delà de ses responsabilités au sein même des instances politiques et éditoriales du PCF, citons à titre d'exemples deux de ses ouvrages : *L'Internationale des traîtres*, Paris, La Bibliothèque française, 1948, 120 p. et *Tito, maréchal des traîtres*, Paris, La Bibliothèque française, 1950, 175 p.

²⁸⁴ Cf. JOUVENEL (Renaud de), op. cit., p. 38.

²⁸⁵ Archives LCDM, acte de la transformation de la SARL Le Chant du Monde en société anonyme, 14 juin 1951, p. 1.

²⁸⁶ Archives LCDM, comptes d'exploitation au 31 juillet 1946.

²⁸⁷ Idem.

²⁸⁸ Archives LCDM, courrier de Renaud de Jouvenel à Madame Schapira-Rollet, 28 mars 1947

²⁸⁹ Cf. JOUVENEL (Renaud de), op. cit., p. 47.

²⁹⁰ Jean Roire a confirmé dans notre entretien (5 juillet 2001) « l'intérêt de Jean Jérôme » pour *Le Chant du Monde* ; il a fortement dénoncé en revanche les propos de Jouvenel ; ce dernier de son côté n'a guère de mots aimables pour celui qui fut son successeur. Roire n'a, il est vrai, jamais renié son engagement auprès du PCF ; Jouvenel se place ici dans la continuité de la thèse développée par MONTALDO (Jean), *Les finances du PCF*, Paris, Albin Michel, 1977, 236 p. Sur Jean Jérôme, cf. KRIEGL (Annie), *BOURGEOIS (Guillaume), Les communistes français dans leur premier demi-siècle 1920-1970*, Paris, Éditions du Seuil, 1985, p. 203-205 ; MAITRON (Jean), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Éditions ouvrières, t. 32, 1988, p. 205-206 ; BARTOSEK (Karel), op. cit., p. 141-156.

²⁹¹ Cf. JOUVENEL (Renaud de), op. cit., p. 35.

Dès la fin 1944, le PCF s'était prononcé pour la reprise des « éditions musicales CHANTS [sic] du MONDE²⁹² ». Dans le même document était annoncée, en outre, l'organisation d'une commission éditoriale sous la responsabilité de Léon Moussinac à laquelle participe, entre autres, Louis Aragon, Georges Sadoul et un certain Jean, sans doute Jean Jérôme²⁹³. De plus, en 1947, dans le détail des membres de la commission des éditions figurent outre Moussinac toujours, Renaud de Jouvenel et nommément Jean Jérôme, soit les principaux acteurs du *Chant du Monde*²⁹⁴. Alors que vient d'être créé le Kominform, cette commission n'a d'autre but que de coordonner l'arsenal propagandiste du PCF.

Une politique musicale identitaire

La politique artistique du département de la musique des ESI, avant même sa fusion, avait pris un tournant significatif²⁹⁵ : *L'Internationale* est éditée sous différentes formes. Le PCF signe là son manifeste musical. En effet, *L'Internationale* d'Eugène Pottier et de Pierre Degeyter incarne le mouvement communiste international depuis le début du siècle²⁹⁶. Deux explications complémentaires peuvent se conjuguer pour comprendre le statut de « fétiche sonore » de *L'Internationale*²⁹⁷.

Esthétiquement tout d'abord, elle peut correspondre aux canons de l'hymne révolutionnaire²⁹⁸ : une introduction expose le thème mélodique ; celui-ci est clair et ferme (en ut majeur), d'ambitus réduit, aux notes conjointes à l'exception du saut intervallique de

²⁹² Archives du PCF, archives de la direction, décisions de la réunion du secrétariat politique du 27 novembre 1944, p. 4. Le « s » peut être interprété comme un lapsus révélateur : au lieu du singulier synonyme d'universel, le parti emploie le pluriel d'agrégation. Il n'y a dès lors pas une musique naturellement internationale mais des musiques du monde.

²⁹³ Archives du PCF, archives de la direction, décisions de la réunion du secrétariat politique du 27 novembre 1944, p. 5. Jean Jérôme était appelé parfois « le c[amarade] Jean ». Cf. BARTOSEK (Karel), op. cit., p. 142.

²⁹⁴ Archives du PCF, archives du secrétariat, 27 octobre 1947.

²⁹⁵ Archives LCDM, dépôt de la société ESI à la SACEM, p. 3-4.

²⁹⁶ FERRO (Marc), *L'Internationale. Histoire d'un chant de Pottier et Degeyter*, Paris, Éditions Noësis, 1996, 108 p.

²⁹⁷ Il ne s'agit là que des premiers éléments d'analyse ; il reste à mener une réelle étude qui considérerait dans la durée et dans ses contextes - le mouvement ouvrier, l'histoire des hymnes, les chants de lutte - l'histoire des appropriations de *L'Internationale* telle que Michel Vovelle l'a dessinée pour *La Marseillaise*. Cf. VOVELLE (Michel), « La Marseillaise. La guerre ou la paix », in NORA (Pierre) (dir.), *Les Lieux de Mémoire*, t. I, Paris, Gallimard, 1997, p. 107-152.

²⁹⁸ Notre propos se démarque de celui de BROLINSON (Per Elik), LARSEN (Holger) dans « The Concept of 'revolutionary' as a musical attribute. A conflict between the functional and the aesthetic? », in HENNION (Antoine) (dir.), 1789-1989. *Musique, histoire, démocratie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1992, t. 3, p. 528, mais les auteurs posent une bonne question

chaque début de phrase qui donne l'élan vocal ; le discours se fonde sur une harmonie simple (accords parfaits fondamentaux ou renversements) et une carrure classique (cadence toutes les 4 mesures, parfaite toutes les 8 mesures) ; enfin le mètre binaire, le rythme et le tempo font de ce chant une marche. Tous ces éléments contribuent ainsi à faire de l'œuvre une musique aisée à mémoriser et donc favorable au chant collectif. Pourtant c'est bien plus par sa fonction que l'on peut parler de *L'Internationale* comme d'une musique révolutionnaire et communiste.

Chantée notamment de manière symbolique à la fin de chaque discours ou de chaque meeting, elle constitue l'emblème sonore du PCF ; en outre, en l'éditant à la fois dans sa version originale et dans des arrangements pour orchestre, piano, avec ou sans voix, les ESI entendent toucher les orchestres, chorales, fanfares et harmonies révélant le souci de susciter les pratiques musicales amateurs et donc populaires.

Est-ce un hasard dès lors si l'un des premiers disques du *Chant du Monde* édités en 1945 est un enregistrement de *L'Internationale* interprétée par les Chœurs et Orchestre de la radiodiffusion française dirigée par Manuel Rosenthal²⁹⁹. Mais les musiciens n'ont conservé que le premier et dernier couplets sur les 6 que compte le chant ; ce sont justement ceux qui n'en révèlent pas les orientations anarchistes³⁰⁰ ; enfin l'interprétation démonstrative et l'orchestration « classicisante » lui confère une certaine légitimité musicale³⁰¹ légitimité que le PCF entend justement affirmer politiquement par sa participation au pouvoir. C'est ce que peut véhiculer également *La Marseillaise* gravée sur l'autre face du 78 tours.

L'association de ces deux hymnes reflète le double ancrage politique du parti tel que Maurice Thorez l'a défini depuis le Front populaire³⁰². Membre du gouvernement, le PCF veut montrer son enracinement national ; la participation active des communistes à la Résistance en serait aussi le témoignage. *La Marseillaise* est de son côté également enregistrée par les chœurs de l'Armée rouge³⁰³. De fait, les liens privilégiés que formalise, à partir de 1947, l'entreprise avec l'URSS contribuent aussi à forger une identité culturelle et politique dénuée d'ambiguïtés alors que se durcit le combat de la guerre froide.

1947-1951 : les trois partitions politiques du Chant du Monde

²⁹⁹ Disque Le Chant du Monde no 608.

³⁰⁰ La durée de la face (2 minutes et 30 secondes environ) ne donnait pas non plus l'opportunité de graver l'ensemble du chant.

³⁰¹ Cette légitimité est aussi portée par le renom des Chœurs et Orchestre de la radiodiffusion française et la personnalité de Manuel Rosenthal.

³⁰² Cf. VOVELLE (Michel), op. cit., p. 146-148.

³⁰³ Disque Le Chant du Monde no 601.

La « voix de son maître »

Le Chant du Monde et l'ambassade soviétique à Paris avaient signé des contrats dès les 2 et 3 mai 1945³⁰⁴. Ainsi les contacts s'étaient-ils matérialisés avant même l'armistice. Cette rapidité avait pu être motivée par le prestige de l'Armée rouge. Le Chant du Monde avait publié notamment le nouvel hymne national soviétique[[Disque Le Chant du Monde no 601.]] et des chansons « ouvrières » de Mikhaïl Blanter que les Chœurs de l'Armée rouge venaient d'enregistrer[[Il est prévu une édition à 1 000 exemplaires de chacun des titres. Archives LCDM, contrats avec l'ambassade d'URSS à Paris, 2 et 3 mai 1945.]] ; il avait passé également un contrat pour la location des partitions de la Symphonie no 7 (en ut majeur) de Chostakovitch et pour quelques œuvres de Prokofiev dont l'Ode à Staline[[Archives LCDM, idem. Le choix de la Symphonie no 7 de Chostakovitch n'est pas anodin. Celle-ci fut composée dans Leningrad assiégée en 1941 ; elle symbolisa dès sa création en 1942 en URSS (5 mars) et aux États-Unis (9 juillet) la résistance du peuple soviétique au nazisme. Cf. MEYER (Krzystof), Dimitri Chostakovitch, Paris, Fayard, 1994, p. 259-269. Sous le nom d'Ode à Staline, il faut reconnaître la cantate sur des textes populaires pour chœur mixte et orchestre Zdravitsa, appelée aussi Chant de joie, que Prokofiev composa en 1939 pour le soixantième anniversaire de Staline. Cf. DORIGNE (Michel), Serge Prokofiev, Paris, Fayard, 1994, p. 526-527.]]. La société devait permettre ainsi la diffusion de la musique soviétique, et des œuvres de Prokofiev et de Chostakovitch furent en effet jouées dès 1945, en première audition, par les grands interprètes de l'époque sur les scènes parisiennes³⁰⁵. Mais les années 1947-1948 accélèrent cette dynamique.

Le Chant du Monde acquiert en avril 1947 tous les droits d'exécution publique et d'édition de la musique des films soviétiques³⁰⁶ et, un an plus tard, Le Chant du Monde bénéficie du « droit exclusif d'édition, d'exécution, de reproduction et de location des œuvres [...] musicales des compositeurs soviétiques représentés sans exception par l'Agence musicale et littéraire de VOKS »³⁰⁷. Ces contrats ont été complétés par ailleurs par des accords personnels avec Prokofiev³⁰⁸, Chostakovitch et Aram Khatchaturian via le représentant du VOKS à Paris³⁰⁹.

³⁰⁴ Archives LCDM, contrats avec l'ambassade d'URSS à Paris, 2 et 3 mai 1945

³⁰⁵ Par exemple, Charles Munch dirige la Symphonie no 7 de Chostakovitch en mai 1945 : cf. ROLAND-MANUEL, « La Septième Symphonie de Chostakovitch. Les mélodies de Francis Poulenc », *Les Lettres françaises*, 12 mai 1945, p. 5. L'œuvre est reprise aux Concerts Lamoureux en décembre 1945 : cf. CABY (Robert), « La Symphonie de Leningrad », *Les Lettres françaises*, 28 décembre 1945, p. 7.

³⁰⁶ Archives LCDM, contrat entre l'Agence littéraire et musicale VOKS et Le Chant du Monde, 29 avril 1947. VOKS sont les initiales de « Vsesoïuznoïe Obchtchestvo Koultournikh Sviazeï » (Société soviétique d'échanges avec les pays étrangers).

³⁰⁷ Archives LCDM, contrat général entre l'Agence musicale et littéraire VOKS et Le Chant du Monde, 16 avril 1948

³⁰⁸ Archives LCDM, contrat entre Serge Prokofieff [sic] et Le Chant du Monde, 1er avril 1948.

Le Chant du Monde dépose alors en 1949 quarante et une œuvres de ces trois musiciens[[Archives LCDM, catalogue des œuvres soviétiques déposées à la SACEM, p. 2-5.]]. Cette exclusivité tient en partie à la notoriété des compositeurs. Mais il est remarquable que cela se passe en pleine « Jdanovschina ».

Depuis le début de l'année 1948 en URSS, Andreï Jdanov a lancé sa campagne contre les « compositeurs formalistes » ; Chostakovitch, Prokofiev et Khatchaturian sont nommément condamnés. Mis au ban de l'Union des compositeurs, ils sont démis de leurs fonctions officielles[[Cf. LEMAIRE (Frans C.), *La musique du XXe siècle en Russie et dans les anciennes républiques soviétiques*, Paris, Fayard, 1994, p. 120-136.]]. Pourtant, en France, ces trois personnalités continuent à incarner l'excellence de la musique soviétique. On constate donc un décalage entre le statut interne et l'usage externe de celle-ci. Le pouvoir ne veut-il pas infirmer l'image et la renommée de ses meilleurs ambassadeurs culturels dans le bloc occidental ? Peut-il se passer d'eux pour rivaliser avec les compositeurs européens ? Ce décalage de statut apparaît comme un élément intéressant dans la compréhension de la diffusion des résolutions de 1948 à l'étranger[[Il manque une étude sur les décisions elles-mêmes ; celle-ci ferait le pendant du travail mené pour le cinéma par LAURENT (Natacha), *L'œil du Kremlin. Cinéma et censure en URSS sous Staline*, Toulouse, Privat, 2000, p. 143-223.]].

Celles-ci ne trouvent d'ailleurs que peu de défenseurs dans le milieu musical[[Cf. ALTEN (Michèle), *Musiciens français dans la guerre froide (1945-1956). L'indépendance artistique face au politique*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 63.]]. La majorité des musiciens français n'admet pas une telle intrusion du politique. Même Charles Kœchlin, sympathisant communiste reconnu et membre du comité de parrainage du *Chant du Monde* écrit son désaccord[[KOECHLIN (Charles), « Art et Liberté (Pour la Tour d'Ivoire) », *Contrepoints*, 1949, no 6, p. 102-121. Il y écrit : « Je pense que la liberté, en art, est absolument nécessaire. Je ne saurais admettre qu'aucun gouvernement s'avisât d'estimer la valeur musicale, éducatrice et morale de mes œuvres. Je ne l'accepterais pas d'un dictateur », p. 104.]]. En signant ces contrats, *Le Chant du Monde* manifeste-t-il un écart vis-à-vis des positions soviétiques ? Doit-on le comprendre comme l'expression d'un réalisme politique et culturel ? Moscou en est-il l'instigateur puisque ces contrats ont été passés avec des institutions officielles ? La politique extérieure de l'URSS semblerait prendre ainsi en compte la spécificité culturelle française. Toutefois, *Le Chant du Monde* ne diffuse pas les œuvres de ces compositeurs ; il semblerait plutôt qu'il veuille se constituer une réserve de partitions dans l'attente de conditions politiques plus favorables. Enfin tout cela ne change rien à l'effort de

³⁰⁹ Cf. JOUVENEL (Renaud de), *op. cit.*, p. 40. Jovenel affirme par ailleurs qu'il a été introduit auprès de l'ambassade d'URSS par Jean Jérôme. Cela n'est pas improbable si l'on se souvient que ce dernier est parfois présenté comme le responsable des relations culturelles et économiques internationales. Cf. BARTOSEK (Karel), *op. cit.*, p. 142.

propagande car Le Chant du Monde a noué des liens privilégiés avec les autres pays du bloc de l'Est en particulier via le combat pour la musique progressiste.

C'est en Tchécoslovaquie, en mai 1948, que les compositeurs progressistes lancent leur manifeste³¹⁰. Celui-ci apparaît comme la traduction officielle pour les démocraties occidentales des doctrines que Jdanov vient juste de promulguer au mois de janvier. Prague, la « Genève communiste »[[La formule est d'Annie Kriegel. Cf. BARTOSEK (Karel), op. cit., p. 57-74.]], est alors la plaque tournante des organisations communistes internationales et sert de relais vers Moscou pour les partis communistes occidentaux. Le choix d'une telle ville ne peut être anodin. En octobre suivant naît l'Association des musiciens progressistes ; la section française regroupe entre autres Georges Auric, Kœchlin, Désormière, Nigg, Louis Durey, Elsa Barraine, autant de personnalités proches du Chant du Monde[[Cf. KALDOR (Pierre), NIGG (Serge), « La crise de la musique. Le manifeste de Prague ; les réactions des musiciens français », Les Lettres françaises, 7 octobre 1948, p. 6.]]. Mais le lien est encore plus explicite. En collaboration avec l'association, Le Chant du Monde organise des concerts ou séances publiques tous les 1er et 3e samedis de chaque mois, qui comportent une partie de conférence et de discussion ainsi qu'un programme mixte composé d'œuvres de musiciens de l'association et de compositeurs des pays de l'Est[[Cf. FREMIOT (Marcel), « Musiciens progressistes », Les Lettres françaises, 16 octobre 1950, p. 7.]].

Ces choix esthétiques apparaissent donc autant guidés par des logiques culturelles que politiques. La diffusion de la musique de chants « populaires », troisième axe de la politique artistique du Chant du Monde, approfondit encore le sillon.

Le chœur du peuple

Depuis sa fondation, Le Chant du Monde a entrepris un travail de diffusion du folklore, français et soviétique avant tout. Cette singularité éditoriale distingue l'entreprise discographique de toutes ses concurrentes ; elle est aussi intimement liée à sa fonction idéologique.

Pour les dirigeants du Chant du Monde, le folklore « exprime les joies et les peines du peuple. Il chante la naissance, la mort, les fêtes, les paysages, les revendications, l'espoir, la guerre et la paix avec originalité et émotion naturelle »³¹¹. « Écho des luttes paysannes », il constitue « une source vive pour la musique contemporaine »³¹². Ce discours fait de la

³¹⁰ Cf. PISTONE (Danièle), « Manifeste et musique en France », Revue internationale de musique française, juin 1986, no 20, p. 34-35.

³¹¹ Archives LCDM, « Catalogue de disques 78 tours », 1951-1952.

³¹² Entretien personnel avec Jean Roire, 5 juillet 2001.

musique traditionnelle un reflet de la condition prolétarienne et l'érige en archétype artistique. Le Chant du Monde entend-il ainsi résister au jazz, aux variétés puis au rock'n'roll, symboles de la culture de masse ? Est-ce la transposition en France du lien atavique qui unit la musique russe et soviétique au folklore ? Toujours est-il que Le Chant du Monde soutient de fait le genre choral.

Dans les années 1930, les grandes fêtes du peuple avaient donné naissance à la Fédération musicale populaire. En 1937, celle-ci était composée de vingt-quatre harmonies, quinze chorales et une centaine de sociétés « sympathisantes »³¹³ ; son objectif visait la popularisation de la musique. Pour cela, la pratique chorale, en raison de la sociabilité et la forme démocratique qu'elle promeut, était défendue par le PCF. La relance de la fédération en 1946, sous la direction de Charles Kœchlin et de Louis Durey, perpétue l'héritage du Front populaire mais symbolise aussi le projet culturel communiste. Le manuel à l'usage des chefs de chœur publié aux Éditions sociales en 1950 en donne les principales clés. Dans la préface, Léon Moussinac dit tout du rôle qu'il confère au chant, « moyen direct et naturel de s'exprimer [qui] permet à l'homme [...] de prendre enfin la mesure de sa liberté »³¹⁴. Plus loin, il est dit également que « le chant a, notamment et toujours, servi aussi les révoltes, les luttes, les grandes aspirations des masses »³¹⁵. Le chant, acteur de l'histoire doit aider au combat et à l'union des peuples³¹⁶.

Cette position esthétique trouve sa source dans l'interprétation que font les communistes de l'Ode à la Joie de Schiller mise en musique par Beethoven dans sa Symphonie no 9, op. 125. L'intervention d'un chœur dans le quatrième mouvement de l'œuvre, nouvelle dans le genre symphonique, est héritée des hymnes de 1789. Aussi la récupération politique passe-t-elle en particulier par l'édification d'un Beethoven révolutionnaire, dont le « réalisme classique » est érigé en précurseur direct du réalisme socialiste³¹⁷. Mais les chœurs sont aussi l'une des caractéristiques de l'opéra russe - Boris Godounov en tête - et sont censés exprimer la voix du peuple. En outre, l'usage d'un texte fait du chant collectif un vecteur idéologique efficace. Tous les compositeurs soviétiques s'illustrent ainsi dans le genre avec une certaine influence sur les compositeurs français. Louis Durey se consacre à la composition d'œuvres militantes entre 1947 et 1953³¹⁸, tout comme Serge Nigg³¹⁹. Ces deux compositeurs, étroitement liés au

³¹³ Cf. ORY (Pascal), *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire 1935-1938*, Paris, Plon, 1994, p. 299.

³¹⁴ MOUSSINAC (Léon), « Préface », in HOLODENKO (Ilya), *La chorale populaire, son mécanisme et sa technique*, Paris, Éditions sociales, 1950, p. VII.

³¹⁵ Idem.

³¹⁶ C'est l'occasion d'attirer l'attention sur l'appellation *Le Chant du Monde*, empruntée au titre d'un ouvrage de Jean Giono. Le singulier veut signifier l'universel. La dénomination se fonde également sur une assimilation du chant et du folklore, ces derniers voulant symboliser en musique l'harmonie entre les hommes. Le visiteur allemand d'une exposition sur le folklore l'exprime en français de manière explicite dans le livre d'or du stand du *Chant du Monde* : « La musique, c'est la langue des peuples ». Cf. Archives LCDM, livre d'or signé lors d'une exposition à Leipzig en mars 1959.

³¹⁷ Cf. BUCH (Esteban), *La Neuvième de Beethoven. Une histoire politique*, Paris, Gallimard, 1999, p. 256.

³¹⁸ Cf. ROBERT (Frédéric), *Louis Durey, l'aîné des « Six »*, Paris, Éditeurs français réunis, 1968, p. 61-71.

*Chant du Monde*³²⁰, donnent ainsi une « oreille » au projet musical communiste. Mais cela ne s'enracine-t-il pas plutôt dans une tradition nationale remontant à la chanson polyphonique française ? N'est-ce pas motivé aussi par le renouveau esthétique de l'ensemble vocal a capella ?³²¹ Sans doute tous ces éléments se conjuguent-ils ensemble, la synergie entre la Fédération musicale populaire et *Le Chant du Monde* devant assurer le développement d'une pratique musicale de masse en phase avec les luttes politiques et sociales.

Ces orientations aboutissent en 1951 à la publication d'un recueil de chansons³²², année qui voit *Le Chant du Monde* adopter le microsillon et opérer avec succès une conversion technologique.

1951-1953 : les modulations du Chant du Monde

L'échec d'un « psautier » communiste ?

*En format de poche, tel un bréviaire, le « Chansonnier du IIIe Festival international de la jeunesse et des étudiants pour la paix »³²³ rassemble des textes mis en musique qui satisfont de manière primaire au message idéologique officiel³²⁴ ; il s'ouvre de façon symbolique sur *Fils du peuple* de Léon Moussinac et Roger Désormière. Reprenant le titre de l'ouvrage autobiographique de Maurice Thorez, cette chanson se présente comme l'adaptation*

³¹⁹ Cf. PALLUET (Gwenollat), « L'œuvre de Serge Nigg », maîtrise de musicologie, Université Paris IV-La Sorbonne, 1991

³²⁰ Les deux compositeurs possèdent en alternance deux actions du capital de la société ; leur participation a uniquement une valeur symbolique mais matérialise leur engagement musical communiste. Archives LCDM, comptes rendus des assemblées générales ordinaires de 1952 et 1953, p. 1.

³²¹ Cf. AUBIGNY (Benoît), *L'ensemble vocal a capella de 1945 à nos jours : histoire d'une renaissance*, Paris, Honoré Champion, 1998, 420 p.

³²² « Chansonnier 51 », 1951. C'est le principal document sur lequel Michèle Alten fonde son étude du *Chant du Monde*, op. cit., p. 109-114. Nous ne l'avons pas trouvé au 33 rue Vandrezanne, XIIIe. Nos références s'appuient sur son développement et nous suivons pour l'essentiel son analyse tout en étoffant l'interprétation.

³²³ ROBERT (Frédéric), op. cit., p. 66, le désigne comme tel.

³²⁴ Il conviendrait de prendre en compte, de manière beaucoup plus approfondie, le « fait-chanson » dans l'élaboration d'une culture musicale communiste. Pour l'expression « fait-chanson », cf. MARCADET (Christian), « La matrice explicative des faits-chansons : le cas Yves Montand », in QUENIART (Jean) (dir.), *Le chant, acteur de l'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999, p. 291-306.

française d'un genre très répandu en URSS. Henri Bassis et Joseph Kosma sont aussi explicites dans une chanson à la gloire des communistes : « Staline au cœur des camarades / Met la victoire entre nos mains / Paris vengé à Stalingrad / Paris sera libre demain »³²⁵. Cette filiation se légitime par la continuité révolutionnaire qui existait, selon eux, entre les socialistes français du XIXe siècle et le communisme soviétique. De leur côté, François Monod et Serge Nigg exaltent la figure du mineur³²⁶.

Présenté comme l'homme nouveau, le mineur est l'un des paradigmes identitaires des communistes à partir de 1945, celui-ci incarnant la triple structure du PCF : ouvrière, nationale et révolutionnaire³²⁷. Des œuvres soviétiques - *Les fonderies d'acier de Mossolov*, *Marche des tractoristes de Dounaïevski* - ont pu servir de référents à des compositeurs français. Louis Durey par exemple dans ses *Constructeurs* - un « chant de masse » sur un poème de Pierre Seghers - retrouve des techniques musicales semblables : un rythme fortement marqué aux allures de marche, une mélodie et une harmonie simples. Ces caractéristiques conjuguées au genre choral rapprochent ainsi l'œuvre de l'hymne révolutionnaire ; ce n'est pas un hasard si ce chant est créé lors de la Journée de plein air de la CGT en juin 1947³²⁸.

Les autres titres du « Chansonnier » incarnent parfaitement le combat communiste pour la paix comme *Sur l'aile de la colombe* de Jean Marcenac et Louis Durey, Henri Martin et Raymonde Diem - deux militants condamnés pour leurs actions contre la guerre en Indochine³²⁹ - de Henri Bassis et Marcel Frémot³³⁰. Cependant, sur les 78 chansons, seulement 37 sont françaises d'origine et à peine 10 datent des années 1948-1950. Les contributions des compositeurs contemporains français semblent bien minces. Plus qu'une volonté d'incarner un internationalisme musical communiste³³¹, le « Chansonnier » révèle un parti pris idéologique.

Les thèmes de la paix et du travail y sont prédominants et expriment la prégnance d'un monolithisme esthétique. Les chansons restantes relèvent du domaine folklorique³³² et Marcel Frémot en assure l'essentiel des arrangements. Si les paroles sont toujours respectées dans leur intégralité, *Dansons la capucine* échappe à la règle et se transforme en une apologie de

³²⁵ « Chansonnier 51 », « À l'assaut du ciel », p. 8.

³²⁶ « Chansonnier 51 », « Le chant des mineurs », p. 9.

³²⁷ Cf. LAZAR (Marc), « Le mineur de fond : un exemple de l'identité du PCF », *Revue française de science politique*, avril 1985, no 35, p. 190-205.

³²⁸ Cf. ROBERT (Frédéric), *op. cit.*, p. 62.

³²⁹ . LAZAR (Marc), COURTOIS (Stéphane), *op. cit.*, p. 277.

³³⁰ Cf. ALTEN (Michèle), *op. cit.*, p. 111

³³¹ Le « Chansonnier » contient des chants de toutes les démocraties populaires ainsi que de quelques pays du tiers monde colonisés (Indonésie, Vietnam). Cf. ALTEN (Michèle), *op. cit.*, p. 111-112.

³³² Cf. ALTEN (Michèle), *op. cit.*, p. 109.

l'URSS : « Au pays de Staline / Y a toujours du bon pain / Faisons comme la voisine / Nous en aurons demain »³³³.

On ne possède aucune information quant au tirage de ce recueil. On peut supposer qu'il n'a rencontré qu'un succès limité et ne s'est diffusé que dans les cercles communistes les plus fermés. Peut-être a-t-il tout juste pu nourrir le répertoire de quelques chorales populaires ? La singularité d'une telle expérience fait penser que le PCF n'a pas voulu renouveler ce procédé. On peut en effet s'interroger sur l'efficacité d'une démarche qui se fonde sur un répertoire fondamentalement étranger au public français.

Le militant communiste pouvait se contenter de L'Internationale et du Chant des partisans comme seuls emblèmes sonores. L'échec d'une telle acculturation musicale peut aussi s'expliquer par la réticence de la part des auditeurs, même communistes, à accepter la réduction de la musique à un simple vecteur idéologique. Cet échec culturel n'entrave cependant aucunement le développement du Chant du Monde qui parvient sans trop de difficultés à suivre les progrès techniques tout en connaissant une crise administrative de nature politique.

Le Chant du Monde nouveau

L'invention du 33 tours par la firme américaine CBS et du 45 tours par RCA bouleverse l'industrie du disque. Commercialisés respectivement en 1948 et en 1949, il s'agit d'un progrès indéniable du confort d'écoute : le microsillon est plus léger, plus maniable, moins fragile, moins cher et de meilleure qualité sonore. Cette innovation technologique fait du disque un produit culturel de masse ; ou du moins l'est-il en puissance car il faut en effet acquérir un matériel encore coûteux au début des années 50 pour lire les microsillons. Mais si l'équipement des ménages en France reste très progressif, entre 1945 et 1953 les ventes annuelles de disques, tous genres confondus, passent de 3 à 10 millions d'exemplaires³³⁴. Par ailleurs, après l'édition du premier 33 tours en France en 1949, toutes les maisons de disques suivent le mouvement si bien qu'Armand Panigel peut écrire dès octobre 1951 que « le trente-trois tours s'est imposé en France »³³⁵. Le Chant du Monde publie justement cette année-là ses premiers disques de longue durée.

Cette adaptation semble liée directement au marché soviétique. Le premier microsillon est pressé en 1951 en URSS³³⁶, soit l'année où Le Chant du Monde publie son premier disque de longue durée consacré au Chant des forêts de Chostakovitch. Composée en 1949 à la gloire

³³³ Cité par ALTEN (Michèle), op. cit., p. 110.

³³⁴ Cf. BIPE, L'économie du domaine musical, Paris, La Documentation française, 1985, p. 321.

³³⁵ PANIGEL (Armand), « La Société française du son « Decca » célèbre en octobre le premier anniversaire de la longue-durée », Disques, no 41, 25 octobre 1951, p. 453.

³³⁶ Cf. BENNET (John R.) (ed.), Melodiya, A Soviet Russian L. P. Discography, London, Greenwood Press, Westport Connecticut, 1981, p. X.

de la politique stalinienne, cette partition est saluée en URSS dès sa création. L'enregistrement par Melodiya - la maison d'édition discographique soviétique - s'effectue peu après sous la direction d'Evgueni Mravinski et entre au catalogue du Chant du Monde. La valeur exemplaire de l'œuvre lui vaut sans doute d'être le premier 33 tours publié par la maison de disque. En guise de publicité, Renaud de Jouvenel raconte en 1951 dans *Les Lettres françaises* l'enthousiasme avec lequel les ouvriers et les étudiants ont assisté à l'enregistrement du *Chant des forêts*³³⁷. Érigé par Jouvenel en référence et modèle du réalisme socialiste musical, en rempart « aux contorsions hideuses et hurlantes du jazz qui submergent l'Occident capitaliste »³³⁸, cet oratorio contribue notablement en France à faire de Chostakovitch le compositeur officiel du régime stalinien, condamné pourtant trois ans auparavant mais qui revient en grâce avec cette partition. Par ailleurs, les contributions de Jouvenel disent l'importance économique et symbolique de l'œuvre et de son enregistrement. L'engagement dans le progrès technologique se fait donc au diapason de l'URSS et de sa musique.

L'adaptation technique pose peu de problèmes puisqu'au terme de l'année 1952, Renaud de Jouvenel peut écrire que *Le Chant du Monde* a pris « une place importante sur le marché du disque microsillon et [rivalise] avec les Sociétés concurrentes les plus importantes »³³⁹ bien que « le bénéfice brut sur la vente des disques [soit] très faible, puisque [la société n'a] pas d'atelier de pressage comme les grosses maisons d'édition de disques »³⁴⁰. En se transformant en société anonyme en 1951, l'entreprise manifeste sa croissance³⁴¹ ; certes le capital reste le même mais ce geste exprime un peu de sa réussite après plus de cinq ans d'activité. L'évolution de la taille de sa publicité dans la presse en est aussi l'expression³⁴². En 1953, le chiffre d'affaires global a augmenté de 50 % par rapport à celui de 1952³⁴³. D'un point de vue économique, *Le Chant du Monde* semble donc avoir conquis une place sur le marché tout en étant très fortement marqué politiquement.

Toutefois, les motivations du changement de statut de la société en 1951 correspondent peut-être aussi à une période de crise interne pour la société et peuvent révéler le rôle prépondérant, voire accru, du PCF au début des années 1950. Renaud de Jouvenel est en effet contesté à la tête de la maison de disques³⁴⁴. En passant d'une SARL à une SA, Jouvenel perd un peu de son pouvoir de président-directeur pour le partager avec le conseil d'administration soumis directement à l'influence du parti. L'arrivée de nouveaux cadres, tels que Jean Mialhe et André Mercier en 1951, directement issus du PCF, laisse supposer la

³³⁷ *Les Lettres françaises*, 13 décembre 1951, p. 6.

³³⁸ *La Nouvelle critique*, avril 1952, no 35, p. 107. Cité par ALTEN (Michèle), op. cit., p. 67.

³³⁹ Archives LCDM, compte rendu de l'assemblée générale ordinaire du 27 novembre 1953, p. 2-3.

³⁴⁰ Archives LCDM, compte rendu de l'assemblée générale ordinaire du 10 novembre 1952, p. 2.

³⁴¹ Archives LCDM, acte de la transformation de la SARL *Le Chant du Monde* en société anonyme, 14 juin 1951.

³⁴² Cf. l'évolution des encarts publicitaires : *Disques*, 15 mars 1948, no 3, p. II ; 15 avril 1951, no 36, p. 169-170 ; 25 avril 1953, no 56, p. 206-209.

³⁴³ Archives LCDM, compte rendu de l'assemblée générale du 10 décembre 1954, p. 2.

³⁴⁴ Cf. JOUVENEL (Renaud de), *Confidences...*, op. cit., p. 39.

volonté de mainmise de la direction. Ainsi trouve-t-on parmi les décisions du secrétariat, cette phrase sibylline : « Approuver les propositions de François Billoux pour Chant du Monde »³⁴⁵. Directeur de la section idéologique du comité central, François Billoux décide apparemment de changements. S'agit-il du renvoi de Renaud de Jouvenel ? Lui ont-ils été soufflés par Moscou ?

L'arrivée de Jean Roire, après l'arrêt de la publication du journal *Ce Soir* dont il était rédacteur en chef adjoint, en 1953³⁴⁶, achève la mutation du personnel du Chant du Monde où il devient le responsable du service de presse³⁴⁷. Renaud de Jouvenel quitte officiellement *Le Chant du Monde* en 1954 ; souffrant, il aurait « délégué ses pouvoirs à M. Jean Roire depuis le 1er janvier [1954] »³⁴⁸. Renaud de Jouvenel considère de son côté qu'il a été mis à l'écart pour des raisons politiques ; il est vrai qu'il ne cesse en rien ses activités après sa démission et ne révèle aucune maladie susceptible de légitimer son renvoi³⁴⁹. On peut donc y voir la manifestation d'une querelle de personnalités et la détermination du PCF à tenir à tous les niveaux la société. Après la démission de Jouvenel, Roire devient donc, à partir de 1954, le directeur général du Chant du Monde. S'accélère alors, à la faveur de la déstalinisation, dans un contexte d'ouverture, la coopération avec l'URSS, *Le Chant du Monde* pouvant maintenant compter sur la présence réelle en France des virtuoses soviétiques et des ensembles folkloriques et choraux. Est ainsi réactualisé le pouvoir d'exotisme de l'art russe à la faveur de quelques années d'une fabuleuse « soviétomanie ».

Conclusion

Le Chant du Monde possédait dès la Libération une fonction éminemment politique et culturelle. Sa participation au combat de la guerre froide passe notamment dans la diffusion qu'elle accorde aux musiques soviétique, progressiste et populaire.

On constate néanmoins un relatif échec de l'acculturation musicale communiste ; aucune œuvre française ne s'est imposée durablement. Les pratiques chorales et amateurs ne semblent guère avoir dépassé le cercle des « pratiquants » ; l'enjeu des années suivantes réside alors dans la capacité à dépasser l'obédience communiste.

Une conclusion s'impose cependant en 1953. *Le Chant du Monde* a conquis une place certaine sur le marché discographique. Les Grands Prix du disque que gagnent régulièrement

³⁴⁵ Archives du PCF, archives de la direction, décisions de la réunion du secrétariat politique du 6 octobre 1952, p. 4.

³⁴⁶ Entretien personnel avec Jean Roire, 5 juillet 2001.

³⁴⁷ Archives LCDM, compte rendu de l'assemblée générale du 10 décembre 1954, p. 2.

³⁴⁸ *Idem*

³⁴⁹ Entretien personnel avec Jean Roire, 5 juillet 2001

à partir de 1950 des enregistrements du Chant du Monde expriment bien une certaine reconnaissance du milieu musical et la qualité de la production³⁵⁰.

FRANÇOIS-XAVIER NÉRARD

Dans les travaux des spécialistes, aussi bien que dans la conscience nationale russe, il est communément admis que la dénonciation en URSS dans les années trente fut un véritable phénomène endémique, un mal généralisé à l'ensemble du corps social, une « épidémie ». L'ampleur du phénomène est au centre de toutes les descriptions : certains évoquent un pays où « les enfants dénonçaient leurs parents, les adultes les enfants, tous dénonçaient à une échelle que l'humanité n'avait jamais connu, probablement même pas à l'époque des guerres de religion et de l'extermination des hérétiques ». D'autres, sans cette emphase, insistent également sur le nombre important des dénonciations : « torrent de dénonciations » ou « holocauste ». Pourtant, au-delà de ces assertions, la pratique était rarement étudiée. Les descriptions restaient au niveau de la proclamation de l'évidence sans jamais rechercher l'explication, la compréhension du phénomène. Ce violent contraste entre la force des affirmations et la légèreté des connaissances ne pouvait que stimuler le désir de comprendre de l'historien.

Pour aborder ce sujet, il importait néanmoins de se garder de plusieurs écueils. L'historien est, c'est évident, fils de son temps, de son milieu et de son pays. Lorsqu'un Français prononce le mot de « délation », il lui associe spontanément des images, des idées. La période de l'occupation est sans doute celle qui vient à l'esprit, on pense alors à des lettres anonymes, courtes, envoyées par des voisins envieux. On pense encore à des films comme celui de Louis Malle, *Lacombe Lucien*. Le réflexe est également moral de condamnation d'un acte méprisable. Les historiens occidentaux des années cinquante inséraient le plus souvent le phénomène dans le cadre plus général de leur conception du régime. Soucieux, pour le coup, de dénoncer le régime soviétique, les historiens du courant dit « totalitaire » dressent le portrait d'une société gangrenée. À l'image de Robert Conquest, ils insistent sur les dénonciations à l'intérieur du cercle proche : amis, famille, parents. Le personnage récurrent de leurs descriptions est Pavlik Morozov, enfant dénonciateur de son père dans l'Oural du début des années trente. La délation est dès lors le symptôme d'une population totalement soumise, voire « complice » pour reprendre les termes de ce même Robert Conquest. Les historiens communistes ou sympathisants n'abordent pas ou peu ce phénomène.

³⁵⁰ Cf. la publication et la critique des Grands Prix du disque des enregistrements du Chant du Monde : Disques, mai 1950, no 23-24, p. 551 ; 15 mars 1951, no 35, p. 159 ; mars 1952, no 46, p. 180 ; 25 avril 1953, no 56, p. 221-222.

Confronté aux archives, ma première impression fut celle de « ne rien trouver ». Il ne semblait pas exister de lettres de dénonciation correspondant à l'image que je m'en faisais dans les fonds d'archives ouverts et disponibles. Fallait-il dès lors conclure à l'impossibilité de la recherche ? Deux éléments d'ordre juridique pouvaient expliquer cette absence et mettre fin à mes travaux. La loi russe protège en effet les secrets de la vie privée pendant 70 ans. Les archivistes étaient donc en droit de me refuser des lettres qui mettaient en cause des individus. L'hypothèse d'un filtrage lors de l'élaboration des dossiers n'est pas non plus totalement à exclure. Pour autant, si certains ont été détruits dans les années soixante ou soixante-dix, la plupart des dossiers que j'ai pu consulter en province sont, la plupart du temps, intacts et vierges de la main de l'homme depuis leur formation dans les années trente. Certains sont même scellés à la cire. On m'a refusé des documents, mais cela reste un phénomène rare, aléatoire et souvent maladroit (quelques pages rassemblées par des trombones censés interdire l'accès à des renseignements « sensibles »). À Nižnij-Novgorod, j'ai pu avoir accès sans aucune restriction à l'ensemble des dossiers que je demandais. Cet obstacle n'en était donc pas vraiment un. Le deuxième écueil de taille était celui de l'impossibilité d'accès aux archives des organes de répression politique et judiciaire. Les archives de la GPU et du NKVD restent, sur ce thème, hermétiquement closes aux chercheurs, qui plus est étrangers. Le rôle de la police politique, le type de lettres qu'elle recevait restent ainsi l'une des limites incontournables de ce travail. Il arrive au fil des dossiers que l'on trouve des lettres adressées à la police politique, voire des éléments de correspondance entre celle-ci et les autres organes de gestion de la dénonciation telle que j'ai pu par la suite l'étudier. Ces éléments restent pourtant très fragmentaires et il est bien difficile d'en tirer des conclusions fermes.

C'est pour essayer de dépasser cette aporie que j'ai poursuivi ma réflexion sur les documents dont je disposais. Si les lettres de délation étaient absentes, on ne pouvait en dire autant des remarques délatrices. Les lettres que je pouvais lire contenaient toutes ou presque des éléments d'accusation contre des individus. Plus ou moins prégnantes, ces attaques constituaient néanmoins un élément récurrent. Ils ne permettaient pour autant pas de faire de ces lettres des délations ou, en tout cas, pas de les réduire à des délations.

Un article de Luc Boltanski consacré au courrier des lecteurs du journal *Le Monde* m'a permis de sensiblement progresser dans ma réflexion. En s'appuyant sur les deux sens du mot en français, il souligne que la dénonciation n'est pas nécessairement synonyme de délation (révélation des actes répréhensibles d'un individu aux autorités avec volonté de nuire). Il peut également s'agir de la dénonciation d'une injustice ou d'une situation jugée insupportable. Cette conception élargie permet de mieux appréhender les documents trouvés dans les archives.

Les lettres écrites par les Soviétiques aux journaux, aux hommes politiques célèbres, à l'Inspection ouvrière et paysanne ne font pas que désigner des individus aux organes répressifs du pouvoir. Le spectre des questions abordées est bien plus vaste. Elles sont également des descriptions terribles de la vie quotidienne des Soviétiques, de leurs difficultés, de la violence et de la pénurie. C'est bien ce mélange inextricable et, pour le coup, assez original qui caractérisait les documents dont je disposais.

Ce sujet d'étude permet de réfléchir au pouvoir stalinien et s'inscrit ainsi dans le cadre plus général des nouvelles réflexions des historiens de l'Union soviétique de ces dernières années sur la notion de totalitarisme. Les dénonciations amènent en effet à s'intéresser à trois niveaux du pouvoir. D'abord celui du centre, le plus souvent récepteur de la lettre : la dénonciation s'inscrit-elle dans une politique menée par le pouvoir ou, au contraire, est-elle un effet pervers

du système ? Quel est le rapport des dirigeants bolcheviques à la dénonciation ? Comment la conçoivent-ils ?

La lettre est ensuite traitée par les échelons intermédiaires du système : comment sont-elles abordées ? Quelle importance leur accorde-t-on ? Qui sont les personnes chargées de ce travail ?

Enfin il y a le niveau du dénonciateur lui-même, l'auteur de la lettre. Qui est-il ? Comment conçoit-il son acte ? Quelles sont ses motivations ? Quels sont les résultats de cette dénonciation ?

Les lettres de dénonciation ne sont pourtant pas seulement motif à réflexion sur le pouvoir stalinien. Elles sont en elles-mêmes un matériau rare et passionnant. L'étude de la parole populaire est en effet au cœur de plusieurs travaux de ces dernières années, aussi bien en Russie qu'en Occident. Les sources privilégiées de cette réflexion étaient les *svodki* de la police politique : les mots des Soviétiques rapportés par les informateurs et par les fonctionnaires de la GPU et du NKVD. Les lettres des Soviétiques, dans leur caractère concret même, offraient la possibilité, même biaisée par un certain nombre de sous-entendus, d'entendre la voix des individus au cœur de la société stalinienne des années trente. Ce n'est pas le moindre de leur intérêt. C'est d'ailleurs ce qui m'a amené à publier et à traduire environ 70 lettres dans le volume d'annexes de ce travail. Entendre et écouter ces voix est une expérience souvent émouvante, parfois déstabilisante, toujours troublante.

Cette étude se limite à la période du stalinisme de l'avant-guerre (le phénomène se poursuit certes après la guerre où il a été un peu étudié, il est néanmoins mis entre parenthèse pendant les années du conflit). Cela ne signifie pas pour autant que la dénonciation apparaît en URSS en 1928. Cette histoire s'inscrit bien au contraire dans une longue durée. À l'arrivée de Staline au pouvoir, les bases sont solides. Il ne s'agit pourtant pas de procéder par analogie : les pratiques du XVI^e siècle peuvent difficilement être assimilées à celles des années trente du vingtième siècle. La transmission de symboles, d'une certaine conception des rapports entre les individus et le pouvoir est néanmoins essentielle pour bien comprendre le phénomène qui nous intéresse. Dès lors, la borne en amont de ma recherche était difficile à fixer. On trouve des lettres proches des miennes dès les années vingt, voire avant. 1928 marque néanmoins une rupture essentielle que j'ai essayé de mettre en valeur. À partir de cette date, le peuple soviétique cesse d'utiliser les formes traditionnelles de manifestation du mécontentement. Leur disparition est d'abord et avant tout le fruit d'une répression. Les meneurs des grèves, les organisateurs des manifestations, les diffuseurs de tracts sont poursuivis, arrêtés et sanctionnés. En outre, ces formes traditionnelles sont détournées par le pouvoir. Symboles de la contestation, elles deviennent celles de la soumission et de l'approbation. Les Soviétiques se retrouvent ainsi démunis, mais continuent d'utiliser le seul canal d'expression de leur mal-être que leur laisse le pouvoir : celui des lettres. Loin d'en réprimer les auteurs, le nouveau pouvoir en favorise le développement.

La campagne de l'autocritique, lancée en juin 1928, marque une étape essentielle des efforts des bolcheviks pour enraciner cette pratique et lui donner une visibilité maximale. Malgré les nombreuses résistances de la part de ceux qui en sont la cible, administrations du parti et cadres industriels, les dirigeants bolcheviques choisissent sciemment cette nouvelle forme d'expression du mécontentement. La critique dénonciatrice ne sera ainsi pas un feu de paille.

Pour traiter de ce sujet, j'ai bénéficié d'un accès facile aux archives russes, à la fois centrales et régionales. Confronté à des sources très fragmentées dans le temps et dans l'espace, j'ai fait le choix d'une exploitation extensive des fonds d'archives par une méthode de sondages plus que celle d'un dépouillement sériel que l'absence de fonds spécifiques rend impossible. J'ai ainsi constitué un corpus de près de 450 lettres qui a servi de base à mon travail. Ces lettres n'ont pas toujours été simples à recueillir. Les conditions de conservation sont inégales, les lettres sont très souvent manuscrites, l'orthographe de leurs auteurs pour le moins hésitante : le déchiffrement peut être extrêmement long.

C'est sur la base de ces lettres que j'ai été amené à définir un genre de lettres au pouvoir, celui des « signaux ». Pour permettre aux Soviétiques de passer outre à la sorte d'opprobre moral qui continue à peser sur l'acte d'information du pouvoir, le pouvoir fait disparaître de la langue russe le mot signifiant dénonciation, *donos* et lui préfère celui, plus neutre, de signal.

Il s'emploie par ailleurs à élargir au maximum le cercle des dénonciateurs potentiels en prenant soin de ne pas poser de limites trop contraignantes à l'exercice : le signal peut ainsi être le fait de tous, il peut être anonyme, collectif ou signé par un seul individu. Même si le pouvoir marque ses préférences, il ne stigmatise pas. Il offre en outre à la population de nombreux lieux où s'adresser, bien au-delà de la police politique. Le seul domaine où les textes officiels sont plus directifs est celui du contenu des dénonciations : si les thèmes susceptibles d'être abordés sont relativement variés et permettent à la population d'évoquer la plupart des domaines de la vie quotidienne, le pouvoir promeut l'individualisation de la responsabilité. La faute dénoncée doit incomber à des individus.

Pour convaincre les Soviétiques, le pouvoir utilise l'ensemble des leviers dont il dispose. Régulièrement des textes plus ou moins explicites incitent à la critique, au « devoir de vigilance ». L'encouragement de la dénonciation prend aussi des formes légales (dans certains cas limités, elle est obligatoire), pratiques (le régime facilite le dépôt des plaintes) et symboliques (grâce à la popularisation de certains responsables comme le chef de l'État, M. I. Kalinin, le pouvoir veut donner l'image d'un régime à l'écoute attentive de son peuple). Ces mesures sont complétées par un effort de banalisation de la dénonciation. Celle-ci fait partie du quotidien de chaque citoyen soviétique : s'il lit le journal, il peut y découvrir de nombreuses dénonciations. Sur son lieu de travail, les journaux muraux sont le lieu privilégié d'affichage de ces textes. Si, en plus, il participe à la vie politique de son pays, il peut assister à des réunions où responsables comme simples individus peuvent être violemment dénoncés en public et sanctionnés.

Les objectifs du pouvoir sont pourtant multiples : a minima, il s'agit bien sûr de contrôler la protestation, d'offrir aux citoyens une forme d'exutoire peu dangereux pour le pouvoir qui n'y est pratiquement jamais remis en cause. Au-delà, le choix de promouvoir les signaux révèle surtout une tentation « totalitaire » : l'administration prétend s'immiscer dans tous les domaines de fonctionnement de l'URSS. L'État veut être omniscient et omnipotent, gestionnaire de conflits publics et privés, contrôleur, policier, purgeur. Il veut jouer le rôle du médecin et du policier, de l'enseignant et du parent.

Si j'ai pu établir cette tentation, j'ai également montré son échec. Le système de la dénonciation ne fonctionne que très mal et très poussivement. À des moments précis, le pouvoir sait certes mettre en place des instruments de répression efficace qui utilisent les plaintes et les dénonciations. Les commissions spéciales ou des tribunaux d'exception pendant les périodes de répression de 1937-1938 en sont la preuve. Pourtant, l'essentiel des lettres ne connaît pas ce sort : leur « voyage », pour reprendre l'expression de l'une des responsables, M. Ul'janova, était mouvementé. Elles pouvaient se perdre, être détruites, être oubliées... L'appareil mis en place par le pouvoir ne permet pas de faire face aux flux importants de lettres qui arrivent à tous les échelons du pouvoir. Il faut certes y voir les conséquences d'effets pervers du fonctionnement imparfait de la bureaucratie : les enjeux de pouvoir aussi bien verticaux (chaque échelon du pouvoir tente de défendre son autonomie) qu'horizontaux (les instances de gestion des plaintes ne sont qu'un rouage du pouvoir local) empêchent certainement un fonctionnement efficace du système.

Il faut cependant poser le problème de la volonté politique. Au-delà des discours, aucune priorité n'est donnée à ce travail, le personnel chargé des « signaux » est insuffisant en nombre et n'arrive pas à faire face. Le turn-over des responsables est particulièrement important, conséquence de la promotion des meilleurs et du licenciement des incompetents. L'État n'a pas les moyens de se mêler de tout. En outre, les maux dénoncés ne sont pas ou peu corrigés. Les sanctions sont le plus souvent individuelles, rares sont les réformes structurelles provoquées par les plaintes. Le pouvoir ne tente jamais de généraliser ces conclusions. L'échec du fonctionnement n'en est donc peut-être pas un.

La population n'est pas totalement passive face à ce projet étatique. Elle s'approprie ce mode d'expression. Les lettres sont donc assez ambiguës puisque, tout en reprenant le plus souvent la forme souhaitée par le pouvoir, elles permettent à leurs auteurs de faire passer leur message. Les lettres sont le plus souvent dirigées contre des cadres intermédiaires, et contiennent des accusations personnalisées. Elles reprennent en outre les grands thèmes répétés dans la propagande officielle. La population n'en profite pas moins totalement de la possibilité qui lui est offerte : on trouve aussi bien des délations que des lettres de remise en cause du pouvoir.

La dénonciation est un phénomène de masse. Même les personnes les plus stigmatisées de la société soviétique, comme les koulaks, voire les prisonniers du Goulag, y ont recours. Ce sont pourtant, en grande partie, les classes intermédiaires du régime qui dénoncent : ouvriers, kolkhoziens, employés ou cadres moyens. Parfois membres du parti, détenteurs d'une bribe de pouvoir symbolique, ils sont loin d'être les plus faibles de la société stalinienne. Ils sont pourtant fragilisés par la précarité et les violences quotidiennes. Le recours à l'État pour exercer la violence est un moyen de réaffirmer leur statut social.

Le premier objectif de tous ces dénonciateurs est de faire en sorte que leur lettre soit lue et qu'elle ait des conséquences. Consciemment ou pas, les lettres de dénonciations sont ainsi construites dans ce souci d'efficacité : vocabulaire employé, accusations, mode de présentation de soi, mais aussi de l'autre, rien n'est neutre dans le signal. La population soviétique utilise ce système dans son intérêt bien compris. La dénonciation, lorsqu'elle se fait délation, peut servir à éliminer un rival ou à gagner un peu de place dans un appartement communautaire. Pourtant, elle semble d'abord et avant tout être un instrument de revendication sociale : il s'agit souvent d'obtenir ce à quoi l'on estime avoir droit ou de se venger non pas d'un individu mais bien d'un supérieur. Il y a dans le succès des signaux, un symptôme d'un mal-être social évident. De manière générale, c'est souvent l'URSS et son

fonctionnement qui sont dénoncés dans les lettres. Les pénuries, les violences et le manque de respect sont le terreau naturel des signaux staliniens.

Il reste que le portrait de l'URSS que les signaux nous permettent de dresser est terrible. Il est celui d'un pays où la violence était aveugle, où les gens étaient souvent confrontés à de terribles difficultés, où le pouvoir pour détourner la contestation favorisait l'expression de la haine. Ce n'est pas tant le pays d'une répression efficace que j'ai pu décrire que son contraire. Les dysfonctionnements provoquaient l'exacerbation des tensions, l'inattention, le mépris.